
UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01485538 1

Le Plan Pangermaniste démasqué

OUVRAGES D'ANDRÉ CHÉRADAME

LIBRAIRIE PLON-NOURRIT ET Cie

8, RUE GARANCIÈRE — PARIS

L'Europe et la Question d'Autriche au seuil du XXe siècle. 4e édition. Un volume in-8° avec 6 cartes en noir, 8 en couleur et 4 fac-similés de documents . 10 fr. »

L'Allemagne, la France et la Question d'Autriche. 3e édition. Un volume in-18 . . . . 3 fr. 50

La Question d'Orient. *La Macédoine. Le chemin de fer de Bagdad.* 4e édition. Un volume in-16, avec 6 cartes en noir . . . . 4 fr. »

La Colonisation et les Colonies allemandes. Un volume in-8° avec 8 cartes en couleur de Dietrich Reimer, de Berlin . . . . 12 fr. »

Le Monde et la Guerre russo-japonaise. 2e édition. Un volume in-8° accompagné de 20 cartes . . . . . . 9 fr. »

(Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. Prix Drouyn de Lhuys.)

La Crise Française. *Faits, causes, solutions.* 4e édition. Un fort volume in-18 . . . . 3 fr. 50

(Couronné par l'Académie des sciences morales et politiques, Prix de Jœst.)

Douze ans de propagande en faveur des peuples balkaniques. Un volume in-16 . . . . 3 fr. 50

Pour paraître prochainement :

Salonique et la destruction du plan pangermaniste.

ANDRÉ CHÉRADAME

Le Plan Pangermaniste démasqué

Le REDOUTABLE PIÈGE BERLINOIS de "LA PARTIE NULLE"

Ouvrage accompagné de 31 cartes originales.

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE, VIe

1916


LIBRARY
JUN 14 1977
UNIVERSITY OF TORONTO

PRÉFACE

Le plan pangermaniste constitue la raison unique de la guerre. Il est, en effet, la cause à la fois de sa naissance et de sa prolongation jusqu'à la victoire des Alliés indispensable à la liberté du monde. Dans ce livre, je me propose de démontrer cette vérité au moyen d'une documentation précise, claire, mise vraiment à la portée de tous. Le sort de chacun dans les pays alliés, et même dans plusieurs pays encore neutres, dépend réellement de l'issue de la formidable guerre en cours. Ce cataclysme, sans précédent dans l'Histoire, déchaîné par l'Allemagne prussianisée aura dans tous les domaines des répercussions infinies qui nous atteindront individuellement sans exception en bien et hélas! souvent en mal. Chacun a donc un intérêt direct à connaître nettement pourquoi ces répercussions inéluctables de l'immense lutte se produiront et à quelles conditions fondamentales

celles de portée néfaste pour les Alliés, et encore mal connues, peuvent et doivent être évitées.

En écrivant ce livre, je me suis donc proposé de rendre compréhensibles les formidables problèmes soulevés par la guerre même aux moins versés dans les questions extérieures. Dans ma pensée, ce livre de vulgarisation s'adresse aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Sa lecture sera peut-être non seulement un enseignement mais encore une consolation pour celles déjà si cruellement frappées dans leurs affections. En saisissant mieux de quel atroce plan d'esclavage le monde est menacé, elles comprendront davantage pour quelle cause sublime, prodigieuse, leurs maris, leurs fils, leurs fiancés, luttent ou meurent avec tant d'héroïque abnégation. Puisse, de cette compréhension plus large des formidables événements en cours, résulter pour les femmes alliées au moins un certain apaisement à leurs souffrances.

Mais si ce livre est une œuvre de vulgarisation, je tiens à faire remarquer qu'il n'est cependant pas le résultat d'un effort hâtif suscité simplement par le désir de traiter un sujet d'actualité intense et tragique. Ce livre est, en réalité, l'aboutissement logique d'une œuvre que je poursuis depuis vingt-deux ans. Comme mes lecteurs ont intérêt à savoir dans quelle mesure ils peu-

vent me faire quelque crédit, ils me permettront de leur expliquer comment j'ai été amené à concentrer mes études sur la politique pangermaniste de l'Allemagne, quelle a été la suite de mes efforts et leur enchaînement méthodique.

*
* *

Jadis, à l'*École libre des Sciences politiques*, je fus l'élève d'Albert Sorel. Ce grand maître voulut bien m'accueillir dans son intimité ; il acheva alors de développer le goût latent et instinctif que j'avais en moi pour la politique étrangère. Mes études pratiques sur le terrain extérieur m'amenèrent en Allemagne en 1894, par hasard, précisément à l'époque où venait de commencer le *mouvement* pangermaniste. Comme d'une façon manifeste ce mouvement était le développement moderne du « prussianisme » des Hohenzollern, je fus dès lors extrêmement frappé de son importance. Ce *mouvement* me parut si menaçant pour l'avenir que je résolus de suivre tous les développements du *plan* pangermaniste qui en était déjà la conséquence et qui, dès 1895, fut cristallisé avec précision. La tâche que je m'imposais ainsi était à la fois ardue, énorme et passionnante car, dès

cette époque, il était certain que les Allemands basaient leur *plan pangermaniste politique et militaire* sur l'étude de tous les problèmes politiques, ethnographiques, économiques, sociaux, militaires et navals, non seulement de l'Europe mais du monde entier. En vérité, le travail pangermaniste intense effectué par les Allemands depuis vingt-cinq ans a été colossal. Ils l'ont mené partout avec une ténacité formidable et une méthode minutieuse qui feront l'étonnement de l'Histoire. Incontestablement, le plan pangermaniste qui est résulté de ce gigantesque effort constitue la plus extraordinaire machination que l'univers ait jamais vue.

J'ai fait de l'étude de ce plan depuis vingt-deux ans l'œuvre de ma vie, persuadé, malgré le scepticisme qui longtemps accueillit mes tentatives pour avertir du péril, qu'elle servirait cependant un jour.

Cette étude a nécessité des voyages d'enquêtes extrêmement nombreux et prolongés. Il fallait, en effet, aller apprendre sur place, au moins les éléments essentiels des problèmes si complexes énoncés plus haut qui ont été la base du plan pangermaniste, afin de pouvoir ensuite saisir les plus lointaines ramifications du programme prussien de domination mondiale.

Cette obligation m'a amené à séjourner dans

des pays très divers. Afin qu'on puisse avoir une idée de l'étendue au moins matérielle de mes enquêtes, j'indiquerai le nombre des villes dans lesquelles j'ai été amené à aller travailler pour découvrir successivement les éléments constitutifs directs et indirects du plan pangermaniste.

États-Unis : 14; Canada : 11; Japon : 11; Corée : 4; Chine : 11; Indochine : 19; Indes anglaises : 24.

Espagne : 1; Italie : 4; Belgique : 6; Luxembourg : 1; Hollande : 5; Suisse : 4; Angleterre : 8; Grèce : 2; Bulgarie : 4; Roumanie : 3; Serbie : 8; Turquie : 3; Allemagne : 16; Autriche-Hongrie : 18.

Dans ces villes, selon les nécessités de mes études, j'ai séjourné des jours, des semaines ou des mois et souvent à diverses reprises. Je m'y suis efforcé, suivant les possibilités et les temps, d'entrer en rapports directs avec les ministres en fonction, les chefs des divers partis politiques, les diplomates et consuls français et étrangers, quelques chefs d'État, les journalistes influents, les officiers de valeur, les attachés militaires et navals, les commerçants et les industriels informés. C'est ainsi, au moyen de renseignements multiples pris aux sources les plus diverses, se contrôlant les uns par les autres, que j'ai tenté

de reconstituer *le plan pangermaniste politique et militaire*.

*
* *

Depuis bien longtemps, je me suis efforcé d'attirer l'attention du public sur l'immense danger que ce plan réservait au Monde. Ma première tentative date de janvier 1898. Elle fut faite sous la forme d'une étude : *L'Empire allemand et les affaires autrichiennes* qui, sous le pseudonyme d'Albert Lefranc, parut dans la *Revue du Droit public et de la science politique en France et à l'étranger* dirigée par M. Larnaude, actuellement doyen de la Faculté de Droit de Paris. La publication de mon article qui révélait pour la première fois l'existence du danger pangermaniste valut à M. Larnaude les protestations indignées de certains de ses collègues d'Outre-Rhin. Cette colère des premiers pangermanistes démasqués constitua pour moi un précieux encouragement. En 1900, dans l'excellente *Revue Hebdomadaire*, je publiai (17, 24 mars, 7 avril), *Le mouvement pangermaniste*. Mon livre *L'Europe et la Question d'Autriche au seuil du XXe siècle*, paru en 1901, — il y a donc quinze ans, — contient l'exposé documenté, aussi précis qu'il était possible de le faire alors,

du plan pangermaniste de 1895 et du programme de mainmises allemandes coordonnées sur les terres situées entre le sud de la Saxe et le golfe Persique, *mainmise dont la réalisation constitue le but principal et essentiel de la guerre poursuivi actuellement par les Allemands*. En 1903, dans mon ouvrage *Le Chemin de fer de Bagdad*, j'expliquai le péril alors naissant devant résulter un jour de la coopération turco-allemande que nous voyons se développer présentement. En 1905, dans mon livre *La colonisation et les colonies allemandes*, j'ai expliqué comment les ambitions coloniales croissantes de l'Allemagne s'ajoutaient aux autres raisons qu'elle avait de faire la guerre. Les dernières phrases de ce livre résumaient ainsi cette face du problème : « La question vraie, en réalité, est de savoir si le gouvernement de Berlin se résignera à constater ses échecs coloniaux et s'il ne cherchera pas à se procurer les territoires d'outre-mer qui lui manquent aux dépens d'autres puissances qui en possèdent à la convenance allemande. *Or, seules l'Angleterre et surtout la France ont des colonies correspondant bien aux besoins allemands* ». Comme on le constatera au cours du présent livre, le plan pangermaniste de 1911 a été, en effet, fondé sur un projet de partage des colonies françaises entre l'Allemagne et l'Angleterre.

Dans mon livre *Le Monde et la Guerre russo-japonaise* écrit à la suite d'une longue enquête en Extrême-Orient et paru en 1906, j'ai montré comment l'Allemagne avait, depuis 1880, méthodiquement poussé la Russie en Extrême-Orient afin de l'écarter de l'Europe, et que la conséquence logique et nécessaire de la guerre malheureuse de la Russie avec le Japon était une entente de plus en plus étroite de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Des circonstances privées me contraignirent ensuite à ralentir mes études. Cependant, en 1910, je devais faire paraître *Le problème de l'Europe centrale*, qui était l'exposé particulièrement explicite de la mainmise sur l'Autriche-Hongrie et les Balkans que préparait alors l'Allemagne avec une activité de plus en plus significative. En 1912, devait paraître *La fin de l'Empire ottoman* menacé de mort inéluctable, soit en raison de la politique des Jeunes-Turcs, soit du fait de l'hégémonie allemande qui s'établissait d'une façon de plus en plus manifeste dans l'Empire du Sultan. Ces deux ouvrages furent même annoncés en librairie. Leurs manuscrits étaient presque prêts mais les soucis très divers que la vie nous réserve parfois avec une intensité particulière ne me laissèrent pas la faculté de mettre ces deux livres au point. Ce sera le

regret le plus amer de ma vie d'écrivain politique d'avoir été dans l'impossibilité de publier ces deux ouvrages car vraiment leur contenu eût été de nature à ouvrir les yeux sur le péril pangermaniste qui grandissait avec une vitesse effrayante.

Ayant pu me remettre sérieusement au travail, je refis en décembre 1913, janvier, février et mars 1914, en Europe centrale, dans les Balkans et en Turquie une nouvelle et minutieuse enquête qui fut pour moi particulièrement précieuse. En effet, le traité de Bucarest du 10 août 1913, en raison de ses infinies et considérables répercussions, avait bouleversé la situation antérieure au point que, sans mon enquête de 1914, je n'aurais certainement pas pu comprendre la situation nouvelle. Au cours de ce voyage, je m'efforçai d'appliquer avec une particulière rigueur ma méthode d'investigation qui consiste essentiellement à tâcher de voir les situations comme elles sont, sans idées préconçues, en entendant toutes les opinions afin de pouvoir les comparer ensuite et en extraire si possible la vérité moyenne. En Serbie, en Grèce, en Turquie, en Roumanie, en Bulgarie, où j'avais depuis longtemps des relations nombreuses et variées, j'ai donc eu des conversations étendues dans les milieux les plus divers. J'ai entendu et interrogé présidents du conseil, grand-

vizir, ministres, hommes politiques, chefs de partis, diplomates français et étrangers, compatriotes, officiers de valeur, attachés militaires et navals, journalistes influents, quoique souvent peu connus mais fort intéressants, chefs des diverses propagandes religieuses. J'ai eu également la bonne fortune d'être accueilli avec bienveillance par les souverains et les princes balkaniques : roi Pierre de Serbie (23 décembre 1913), prince Alexandre, héritier de Serbie (décembre 1913), roi Constantin (25 janvier 1914), Prince Nicolas de Grèce (28 janvier), roi Carol de Roumanie (18 février), Tsar Ferdinand (28 février), Prince Boris, héritier de Bulgarie (29 février). Si je signale les audiences que voulurent bien m'accorder ces hauts personnages c'est que vraiment elles n'étaient pas banales. Ces souverains et ces princes savaient que j'étudiais depuis longtemps leur pays avec impartialité et ils consentaient à causer avec moi des grands intérêts qui guidaient leur politique. Pendant ces diverses audiences qui durèrent d'une demi-heure à deux heures, j'ai donc entendu exposer beaucoup de points de vue de réelle importance. Sans doute, chacun de mes divers interlocuteurs ne me disait que ce qu'il voulait, mais grâce à la multiplicité des opinions exprimées et à la variété des sources de renseignements j'ai

été au moins à même de reconstituer le tableau d'ensemble de la situation balkanique vraie et de la relier ensuite au problème de l'Europe centrale et à la politique générale de l'Allemagne.

⁂

Cette enquête complétée, au retour, en Hongrie et en Autriche m'avait convaincu que contrairement à l'opinion soutenue encore tout récemment dans bien des milieux alliés, le traité de Bucarest ne constituait nullement une injustice comme les Alliés l'ont supposé, croyance qui a déterminé la plupart de leurs erreurs balkaniques de 1915. Au contraire, le traité de Bucarest, notamment parce qu'il avait fait sortir pour la première fois la Roumanie de l'orbite allemande, m'était apparu comme l'événement le plus étonnamment favorable qui se fût produit sur le continent depuis 1870 et qui fût entièrement conforme aux intérêts de la France, de l'Angleterre, de la Russie. Les conséquences de ce traité constituaient, en effet, comme on le verra, le dispositif le plus efficace qu'on pût rêver pour « stopper » le danger pangermaniste et maintenir la paix en Europe. Mais cet endiguement pacifique du pangermanisme n'était possible qu'à la condition que les puissances de

l'Entente se tenant prêtes à la guerre, — ce qui eût très probablement suffi à l'empêcher, — appuyassent en même temps résolument *et à la fois* la Grèce, la Roumanie et la Serbie.

D'autre part, la mise en échec du plan pangermaniste résultant du traité de Bucarest en Europe et dans les Balkans me paraissait si grosse de conséquences que je considérais comme infiniment probable que le gouvernement de Vienne poussé par celui de Berlin, irait, si les autres puissances ne se méfiaient pas, jusqu'à la guerre pour détruire le plus vite possible ce traité de Bucarest aux répercussions énormes. De retour en France, je tentai d'exposer l'imminence de ce danger. Après plusieurs tentatives infructueuses, je pus toutefois introduire dans une étude sur l'Albanie, ces lignes écrites en avril 1914 qui parurent dans *Le Correspondant* du 10 juin suivant. A la page 1002, je concluais :

« L'Entente résultant des intérêts vitaux communs de la Roumanie, de la Serbie et de la Grèce groupe un ensemble de forces telles que *la Bulgarie seule ou même avec le concours de la Turquie* ne pourrait pas *actuellement* reprendre la guerre dans les Balkans avec une chance raisonnable de succès.

« *Mais le problème changerait complètement d'aspect si on admettait l'hypothèse d'un gouver-*

nement de Vienne qui, par hostilité contre la Serbie, se sentant menacé par les vues de la Roumanie sur la Transylvanie, voudrait à tout prix brouiller les cartes et sans délai mettre le feu aux poudres pour détruire la situation qui commence à peine à se cristalliser dans les Balkans. Ce n'est là assurément qu'une hypothèse. Je la formule exclusivement pour fixer les idées nécessaires à envisager. *Et n'existe-t-il pas, d'ailleurs, des symptômes fâcheux sur lesquels on aurait tort de fermer les yeux.* »

Suivait une page de *faits* établissant les mesures anti-slaves et militaires exceptionnelles prises depuis quelques mois en Autriche-Hongrie et je terminais ainsi : « Tous ces indices n'ont évidemment rien de péremptoire, mais ce sont là cependant des faits délibérément voulus par le gouvernement austro-hongrois ou ceux qui sont en contact avec lui. *Aurait-on à Vienne cette attitude si on voulait vraiment faciliter la détente générale si nécessaire?* J'y insiste; l'éventualité dans laquelle les événements d'Albanie deviendraient le point de départ d'une nouvelle crise balkanique n'est qu'une hypothèse, je l'indique toutefois pour le cas où elle deviendrait réalité, *afin que la connaissance de l'état d'esprit du Gouvernement austro-hongrois, qui vient d'être exposé, puisse aider le lecteur à comprendre les*

événements qui ne manqueraient pas alors de se produire. »

Ces événements ce sont ceux qui, en août 1914, ont mis le feu à l'Europe, exactement dans les conditions qu'on pouvait prévoir quand on connaissait la résolution fermement prise par les Allemands, dès 1909, d'effacer la Serbie de la carte de l'Europe. Ce sont ces conditions que j'avais exposées comme suit, dans un article intitulé : *Entre la paix et la guerre*, paru le 30 novembre 1912 dans le journal *La Défense Nationale*.

« Sous peine de perdre son prestige de grande puissance slave et de subir une humiliation plus grande encore que celle de 1909, lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, le gouvernement du Tsar ne peut pas laisser écraser les vaillants Serbes. L'opinion publique russe ne le permettrait d'ailleurs pas. Donc, en dépit de ses sentiments pacifiques, le gouvernement du Tsar se verrait obligé de faire la guerre à l'Autriche-Hongrie.

« Que se passerait-il ensuite ? Il semble impossible que l'Allemagne, encore plus intéressée que le gouvernement de Vienne au prestige du germanisme en Europe, laisse son alliée intime, l'Autriche-Hongrie, supporter seule le poids de la guerre contre les Etats balkaniques et contre

la Russie, alors que, circonstance aggravante, les soldats slaves de l'armée austro-hongroise marcheraient à contre-cœur contre leurs frères les slaves des Balkans et de Russie. *On doit donc admettre que l'Allemagne entrerait à son tour en ligne contre la Russie, mais, dans ce cas, il nous faut bien comprendre que l'action armée de l'Allemagne ne saurait être dirigée contre la Russie seule. Pour des raisons techniques que tous nos officiers connaissent, l'Allemagne ne peut pas laisser derrière elle la France armée et elle serait obligée d'attaquer la France en même temps et plus vigoureusement encore au début que la Russie.*

« *C'est là une vérité qu'il faudrait répandre chez nous dans tout le pays, afin qu'aucune surprise ne soit possible, et que, en dépit de l'attitude apparemment pacifique actuelle de Berlin, nous nous attendions, si les choses se gâtent, à être attaqués brusquement avec la plus grande violence.* »

Quoi qu'il en soit, l'agression allemande a pris au dépourvu les pays aujourd'hui alliés pour la raison fondamentale suivante. Sans doute, avant la guerre, le Pangermanisme, en tant que doctrine, était assez bien connu dans quelques milieux, mais *le plan pangermaniste politique et militaire*, dont le gouvernement de Berlin

poursuit méthodiquement l'application depuis l'ouverture des hostilités, n'avait été étudié et pris très au sérieux que par un nombre infime de personnes privées en France, en Angleterre et en Russie.

Les efforts de celles-ci, pour convaincre les personnalités influentes sur la direction des pays aujourd'hui alliés de l'immense danger qui s'approchait, furent vains. En voici la principale cause. Quand les hommes documentés expliquaient que le but final de Guillaume II était l'établissement de l'hégémonie allemande sur les ruines de *toutes* les grandes puissances on les prenait pour des fantaisistes et des hallucinés tant d'aussi formidables projets paraissaient chimériques.

C'est ce qui explique pourquoi *le plan pangermaniste politique et militaire* fut ignoré chez les Alliés jusqu'à la guerre, *dans sa réalité et dans son étendue*. Cette non-connaissance en France est établie par cette constatation faite par *Le Temps*, le 16 décembre 1915. Avant la guerre, « *on ne croyait pas à la possibilité d'une guerre et on se gardait bien de se préparer à cette redoutable éventualité* ». Il en était absolument de même en Angleterre ainsi que l'a démontré la complète surprise de la Grande-Bretagne devant l'agression allemande.

Bien plus, *le plan complet* du Kaiser a continué à être méconnu chez les Alliés jusqu'à une date qui semble toute récente. En effet, Sir Edward Carson, faisant le commentaire de sa lettre de démission le 2 novembre 1915 à la Chambre des Communes a déclaré : « J'espère que le nouveau plan de campagne a été nettement établi, *car pendant que je faisais partie du Cabinet, ce Cabinet n'avait aucun plan* ». (Cité par *Le Temps*, 4 novembre 1915.)

Or, si le plan pangermaniste avait été connu à Londres, les Anglais, — et par conséquent les Alliés, — auraient certainement adopté depuis longtemps le plan-riposte destiné à le détruire car le plan pangermaniste est constitué d'éléments si positifs et si nets que leur seule connaissance suggère aussitôt les moyens de l'anéantir ; notamment, les avantages et la nécessité de l'expédition par Salonique, qui a été si controversée et entreprise si tardivement auraient été compris dès le début de 1915 lorsque M. Briand en préconisa le principe. Comme on pourra le constater d'ailleurs, si le plan pangermaniste avait été entièrement connu, il est infiniment probable que les fautes des Alliés dans les Balkans, aux Dardanelles, en Serbie, n'auraient pas pu être commises. Il semble que même en ce mois de mai 1916, l'ampleur du plan pangermaniste

et surtout ce qui se cache derrière la prétendue « Partie nulle » n'est pas encore nettement saisi dans beaucoup de milieux qui croient cependant bien connaître les buts de la guerre poursuivis par l'Allemagne. En effet, tout récemment, en France et en Angleterre, des organes cependant importants quoique n'ayant pas sans doute de caractères officiels, ont soutenu l'opinion que puisque l'Allemagne allait étendre son *Zollverein* à l'Autriche-Hongrie, les Alliés, pour lutter *après la guerre* contre le bloc austro-allemand, devaient constituer une puissante entente économique. Or, comme on va voir, tout au moins par l'effet d'une « inadvertance » fâcheuse, la question ne saurait vraiment pas être posée en ces termes dans les pays alliés. *Aucune connexité ne saurait être volontairement établie par eux entre l'union économique des Alliés, si naturelle qu'elle soit, et le bloc économique de l'Europe centrale.* En effet, admettre l'éventualité de l'extension du *Zollverein* allemand à l'Autriche-Hongrie ou l'entente économique, sous une forme quelconque, des deux empires du centre, *ce qui constitue la base et la condition de tout le plan pangermaniste depuis vingt et un ans* (*plan de* 1895), c'est admettre implicitement la mainmise de l'Allemagne sur 50 millions d'habitants dont près des trois quarts ne sont pas Allemands ; c'est

par voie de conséquences inéluctables, comme on le constatera, accepter l'hégémonie allemande sur les Balkans et la Turquie. Or, de toute évidence, de tels résultats seraient en contradiction absolue avec les déclarations des gouvernements alliés qui ont proclamé que leur but en poursuivant la guerre est de détruire le militarisme prussien et non pas, par conséquent, de permettre un nouvel état de choses, comme la mainmise directe ou indirecte de l'Allemagne sur l'Autriche-Hongrie, qui en décuplerait la puissance.

Le fait que de pareilles « inadvertances » puissent être encore commises après vingt mois de guerre, dans des milieux évidemment non officiels mais importants, suffit à établir que la diffusion aussi large que possible du plan pangermaniste dans la grande opinion publique alliée est vraiment nécessaire, sinon indispensable. Il est aussi hautement désirable que les neutres connaissent exactement et avec précision le plan pangermaniste dans sa réalité et dans son étendue car alors ils comprendront clairement que leur liberté future dépend de la victoire des soldats alliés qui vraiment luttent pour l'indépendance de l'univers civilisé.

Je souhaite ardemment que ce livre, en réalité né d'un très long effort, contribue à atteindre ce résultat. Il a pour objet de documenter exacte-

ment l'opinion publique alliée ou neutre sur le plan berlinois de domination mondiale. En outre, la connaissance exacte du *plan pangermaniste politique et militaire* éclaire d'une façon lumineuse tous les problèmes essentiels de la guerre ; elle fait apparaître la cause profonde de la lutte, elle en explique les causes immédiates *qui sont encore à peu près inconnues;* elle fait saisir pourquoi il est indispensable à la liberté du monde que les Alliés parviennent non pas à une néfaste « paix fourrée » mais à la victoire intégrale d'où résultera la destruction du militarisme prussien qui seule peut mettre fin en Europe aux grands armements et assurer une paix réellement durable.

Afin que la démonstration soit aussi probante que possible, j'éviterai, autant qu'il se pourra, de donner à mes lecteurs des appréciations personnelles. Je m'ingénierai surtout à soumettre à leur jugement des documents précis et des arguments accessibles à tous, dont les faits acquis permettent aisément de faire la critique.

*
* *

La substance de ce livre a paru sous forme d'articles au début de 1916 dans le journal *La Victoire* de Gustave Hervé. Avant la guerre,

nos opinions respectives, à lui et à moi, à bien des égards entièrement opposées, nous auraient empêchés de collaborer, mais « l'union sacrée » et la lutte à soutenir en commun contre le militarisme prussien par la plume et par le cerveau, — qui sont aussi des armes —, nous ont rapprochés et mis d'accord sur bien des points essentiels. Je m'en félicite sincèrement car je tiens à dire qu'Hervé m'a ouvert les colonnes de *La Victoire* avec un libéralisme fort méritoire. D'abord, en raison de la guerre, *La Victoire* n'a que deux pages ; ensuite il n'est pas conforme aux usages des journaux quotidiens de publier une longue série d'articles sur un même sujet. C'est donc certainement grâce à Hervé et au puissant moyen d'action que représente un grand journal quotidien que j'ai pu commencer à diffuser la connaissance du plan pangermaniste dans la très grande opinion publique, ce que, depuis longtemps, je souhaitais, de la façon la plus vive, pouvoir faire, convaincu que les grandes questions extérieures clairement traitées pouvaient et devaient intéresser non pas seulement, comme on le prétend souvent, les spécialistes mais « tout le monde ». J'adresse donc à Gustave Hervé mes très sincères remerciements pour l'expérience qu'il m'a ainsi mis à même de réaliser. Elle a d'ailleurs réussi, les lecteurs de *La Victoire*

ayant accueilli mes articles sur *Le Plan pangermaniste* avec une grande bienveillance, j'espère que ce livre rencontrera également auprès du grand public, pour lequel il est écrit, un accueil favorable. Cet ouvrage ne vise en tout cas qu'à dire vrai et à servir une cause dont la justice apparaîtra de plus en plus éclatante au monde longtemps abusé par l'intense et astucieuse propagande allemande.

Paris, le 15 mai 1916.

LE PLAN PANGERMANISTE

INTRODUCTION

LE PANGERMANISME ET GUILLAUME II

I. La doctrine pangermaniste.
II. Le Kaiser, créateur du plan pangermaniste.

Les Allemands sont des gens méthodiques. Leurs plans d'action, dans tous les domaines, reposent toujours sur une doctrine, vraie ou fausse, qu'ils se sont faite. En partant de cette conception, ils marchent ensuite avec une tenace résolution. Il faut donc savoir en quoi consiste exactement la *doctrine pangermaniste* car c'est d'elle que procède tout le *plan pangermaniste politique et militaire universel*.

I

On pourrait croire que l'expression *Pangermanisme* désigne la théorie en vertu de laquelle les Allemands prétendent absorber seulement les régions où vivent en masses denses des

Allemands limitrophes de l'Empire, ce qui, après tout, serait conforme au principe des nationalités. Mais le Pangermanisme n'a nullement ce but restreint qui serait légitime. On pourrait encore supposer qu'il a pour objet de réunir au



LES POLONAIS
DANS L'EST DE L'ALLEMAGNE

sein des mêmes frontières des peuples d'origine plus ou moins germanique, ce qui serait déjà tout à fait inadmissible. Le Pangermanisme n'est pas encore cela, il est, en réalité, la doctrine d'origine strictement prussienne qui vise, *en dehors de toute question de langue ou de race, à absorber les diverses régions dont la possession est considérée comme utile à la puissance des Hohenzollern.*

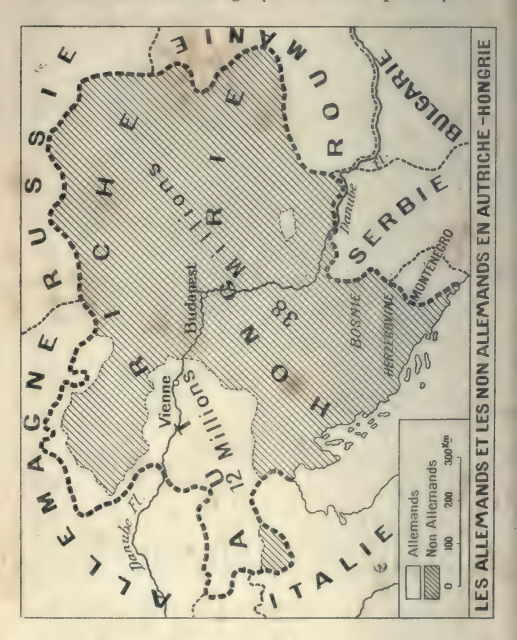
C'est au nom du Pangermanisme, théorie d'utilité pour simple raison de convoitise et de



LES DANOIS EN PRUSSE

bon plaisir, que la Prusse fit reconnaître, par le Parlement de Francfort, *comme territoires allemands, ses provinces orientales qui, en réalité, sont slaves puisqu'elles contiennent encore actuellement environ 4 millions de Polonais.*

C'est au nom du Pangermanisme qu'en 1864 la Prusse s'empara de la partie purement danoise du Schleswig. (V. la carte p. 25.)



C'est au nom du Pangermanisme que l'Autriche-Hongrie où les Allemands ne sont qu'*une très faible minorité*, actuellement 12 millions

contre 38 millions de non Allemands (or ces chiffres sont ceux des statistiques allemandes qui exagèrent systématiquement le nombre des Allemands dans l'empire des Habsbourg), fait depuis fort longtemps l'objet des convoitises allemandes.

Dès 1859, *La Gazette d'Augsbourg* en donnait la raison avec le plus complet cynisme :

« Nous déclarons hautement que si ce n'était pas un membre de la Confédération, si ce n'était pas l'Autriche (à cette époque le mot Autriche désignait toute l'Autriche-Hongrie actuelle), qui fût le légitime possesseur de ces pays *non allemands, la nation allemande devrait en faire la conquête à tout prix, parce qu'ils sont absolument nécessaires pour son développement et sa position de grande puissance.* »

Déjà en 1844, le futur maréchal de Moltke, toujours inspiré par le Pangermanisme, avait écrit :

« Nous espérons que l'Autriche maintiendra les droits et sauvegardera l'avenir des pays du Danube et que l'*Allemagne parviendra finalement à libérer l'embouchure de ses grands fleuves.* » (V. von Moltke, *Schriften*, t. II, p. 313.)

C'est inspiré par cette doctrine de rapt que l'auteur de la brochure éditée en 1895, — il y a donc exactement vingt et un ans, — sous l'égide

de l'*Alldeutscher Verband*, la plus puissante société pangermaniste, après avoir exposé les grandes lignes des futures annexions, trouvait tout naturel de conclure :

Sans doute, des Allemands ne peupleront pas seuls le nouvel empire allemand ainsi constitué ; mais « seuls ils gouverneront, seuls ils exerceront les droits politiques, serviront dans la marine et dans l'armée, seuls ils pourront acquérir la terre. Ils auront alors, comme au moyen âge, le sentiment d'être un peuple de maîtres ; toutefois, ils condescendront à ce que les travaux inférieurs soient exécutés par les étrangers soumis à leur domination ». (V. *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950. — *La Grande Allemagne et l'Europe centrale en* 1950. Edité par Thormann und Goestch, S. W. Bessel Strasse 17. Berlin, 1895, p. 48.)

Ces faits et ces déclarations catégoriques établissent nettement que l'identité de langue et de race longtemps donnée pour justifier le Pangermanisme n'a été jadis qu'un simple prétexte pour faciliter la diffusion de cette doctrine. Les avantages militaires, politiques et économiques, d'*après les inspirations prussiennes*, en sont les seuls éléments constitutifs.

On doit donc bien se persuader de cette vérité : *Le Pangermanisme est la doctrine de proie de la*

Monarchie prussienne. Elle a pour objet, par des agrandissements de territoire successifs et indéfinis, de réunir au sein des mêmes frontières, économiques d'abord, politiques ensuite, les régions et les peuples dont la possession et l'exploitation sont considérées comme profitables par les Hohenzollern et leur soutien : l'aristocratie allemande.

Le Pangermanisme est l'antithèse absolue et la négation radicale du principe des nationalités, la plus noble idée lancée dans le monde par la Révolution française. En résumé, le Pangermanisme est une doctrine de cambriolage international appliquée par la Prusse à la collectivité des nations.

II

De la doctrine pangermaniste est sorti le *plan pangermaniste politique et militaire* dont Guillaume II est le créateur et le metteur en action. On a considéré, longtemps hors d'Allemagne, le Kaiser comme un prince pacifique. Ce fut là une erreur infiniment grave qu'on s'explique difficilement. En effet, en outre de son action organisatrice secrète en vue de la conflagration européenne, qu'il commença fort peu de temps après son avènement (1888), Guil-

laume II prononça publiquement des paroles révélatrices de ses tendances nettement pangermanistes.

Le 28 août 1898, répondant au discours du bourgmestre de Mayence, le Kaiser déclara vouloir maintenir intact l'héritage légué par son « immortel grand-père ». Mais, ajouta-t-il, je ne pourrai y parvenir que si notre autorité se maintient ferme à l'égard de nos voisins. « *Dans ce but, l'unité et la coopération de toutes les tribus germaniques sont nécessaires.* »

Le 4 octobre 1900, Guillaume II, posant la première pierre du musée romain de Saalbourg, dit encore :

« *Puisse notre patrie allemande, dans les temps futurs, par la coopération unifiée des princes et des peuples, de leurs armées et de leurs citoyens, devenir aussi puissante, aussi fortement unie, aussi extraordinaire que l'empire romain universel, afin qu'un jour dans l'avenir on puisse dire, comme autrefois : Civis Romanus sum : Je suis citoyen allemand.* »

Le 28 octobre 1900, dans une réunion d'officiers, Guillaume II affirma : « *Mon but suprême est d'écarter ce qui sépare le grand peuple allemand.* » Or, en septembre 1900, à Stettin, le Kaiser venait de déclarer. « *Je n'ai aucune crainte dans l'avenir. Je suis convaincu que mon plan*

réussira ». Ce plan se résumait dans l'esprit de Guillaume II dans la réalisation de la formule capitale de domination pangermaniste : *de Hambourg au golfe Persique*. Pour y parvenir, le Kaiser était résolu à attacher par des liens sans cesse plus étroits l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne. Pour assurer son hégémonie sur les peuples des Balkans, il comptait sur le concours de leurs rois d'origine germanique (Bulgarie et Roumanie) ou subissant de très près des influences germaniques qu'il organisait lui-même. C'est ainsi qu'il fit épouser sa propre sœur, Sophie, en 1889, à l'héritier du trône de Grèce, aujourd'hui le roi Constantin. Enfin, presque aussitôt son avènement, il avait déjà conçu le projet de flatter les Turcs et les musulmans afin de mettre plus tard la main sur l'Empire ottoman et de se faire des mahométans répandus dans le monde une arme contre toutes les autres puissances.

C'est, en effet, le 8 novembre 1898 que Guillaume II prononça à Damas ces paroles fameuses qui prennent toute leur signification maintenant que nous venons de voir l'action allemande se développer en Turquie, en Perse, et tenter d'agiter les Musulmans d'Egypte, des Indes et de la Chine :

« *Puisse Sa Majesté le Sultan, ainsi que les*

300 millions de mahométans qui vénèrent en lui leur Calife, être assurés que l'empereur allemand est leur ami pour toujours. »

Comme conséquence de ses flatteries au Sultan rouge Abdul-Hamid, Guillaume II obtint de celui-ci, le 27 novembre 1899, la première concession du chemin de fer de Bagdad qui, quoique inachevé, vient d'être utilisé comme un instrument d'offensive militaire allemand dirigé à la fois contre la Russie et contre l'Angleterre.

C'est Guillaume II qui a favorisé partout dans son empire la création de la *Ligue Militaire* et de la *Ligue Maritime* qui comptent des *millions* de membres, lesquels, depuis vingt ans, ont sans cesse propagandé pour l'augmentation incessante des armements allemands sur terre et sur mer que voulait le Kaiser.

C'est Guillaume II encore qui a favorisé la création de l'*Alldeutscher Verband* ou *Union Pangermaniste*. Cette société qui compte parmi ses adhérents une foule de personnalités importantes de l'empire a la plus écrasante responsabilité dans l'éclat de la guerre actuelle. Fondée en 1894, elle a fait des milliers de conférences et répandu des millions de brochures pour diffuser dans les masses de l'Empire les idées pangermanistes et les désirs d'annexion. C'est l'*Alldeutscher Verband* qui a organisé, en vue de

la conflagration actuelle, *dans le monde entier* les Allemands vivant en dehors de l'Empire, notamment en Autriche et aux Etats-Unis.

Comment pourrait-on croire que l'action de ces trois formidables sociétés, dont les moyens d'action se sont sans cesse accrus, ont pu se livrer depuis vingt ans à une propagande fort coûteuse et intense dans un empire policier comme l'Allemagne, — *où rien ne peut se faire de suivi malgré le consentement des autorités*, — sans que l'autocrate qu'est Guillaume II ait voulu cette propagande?

*
* *

Quant à l'heure de la guerre, c'est encore Guillaume II qui l'a fixée. La situation des Balkans après le traité de Bucarest (10 août 1913), et l'état intérieur de l'Autriche-Hongrie, pour des raisons qu'on trouvera exposées au chapitre II, le décidèrent à précipiter le conflit.

Dès novembre 1913, le Kaiser prend ses dispositions en vue de l'ouverture prochaine des hostilités. Il sait que les travaux d'élargissement du canal de Kiel seront terminés en juillet 1914, il s'arrange pour être prêt vers cette date. Il séduit l'archiduc François-Ferdinand, héritier de François-Joseph, par le mirage

des profits qu'une action commune doit rapporter aux empires du centre. En avril 1914, le Kaiser va voir l'archiduc au château de Miramar, près de Trieste. Il le revoit à Konopischt en juin 1914. L'amiral Tirpitz, qui s'est signalé d'une façon si particulière comme chef de la piraterie sous-marine allemande, l'accompagne. C'est alors que le plan d'action général des forces de terre et de mer de l'empire allemand et de l'Autriche-Hongrie est arrêté dans ses grandes lignes. L'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand se produit le 28 juin 1914. Il ne change rien aux projets du Kaiser. Au contraire, ce meurtre est un prétexte excellent d'intervention contre la Serbie; il précipite donc les événements. La guerre est déclarée le 1er août, exactement quelques jours après l'achèvement des travaux du canal de Kiel.

L'action criminelle du Kaiser dans l'établissement du plan pangermaniste depuis vingt-cinq ans apparaît ainsi manifeste.

« On a soutenu, dit le baron Beyens, — qui était ministre de Belgique à Berlin avant la guerre, — que Guillaume II avait été sans s'en douter l'instrument d'une caste et d'un parti pour qui la guerre était l'unique moyen d'affermir leurs pouvoirs. *Il les a écoutés, en effet, mais parce que leurs vues concordaient avec les*

siennes. Dans le jugement de l'histoire, c'est lui fatalement qui portera la responsabilité des malheurs dont l'Europe a été accablée. » (V. baron Beyens, *L'Allemagne avant la guerre*, p. 41, G. van Œst, éditeur, Paris.)

* * *

En outre, qu'on ne s'y trompe pas, grâce à l'intense propagande pangermaniste faite dans tout l'Empire depuis vingt-cinq ans, sur l'ordre de Guillaume II, celui-ci, en déclarant la guerre, a été soutenu dans sa décision, non seulement par tous les cercles influents de l'opinion allemande, mais encore par la très grande majorité du peuple allemand. Un Allemand fort notoire, Maximilien Harden, l'a reconnu formellement dans sa revue *Zukunft* en novembre 1914 lorsqu'il a écrit :

« *Cette guerre ne nous a pas été imposée par surprise. Nous l'avons voulue, nous devions la vouloir. L'Allemagne la fait en raison de la conviction immuable que ses œuvres lui donnent droit à plus de place dans le monde et à de plus larges débouchés pour son activité.* » (Cité par *Le Temps*, 20 novembre 1914.)

Or c'est après avoir ainsi dressé et perfectionné pendant plus de vingt ans le plan pangermaniste de la conflagration européenne que

Guillaume II a eu la prodigieuse audace de déclarer, dans son Manifeste au peuple allemand du 1er août 1915, après avoir ensanglanté l'Europe depuis un an : « Devant Dieu et devant l'Histoire, je jure que ma conscience est nette; je n'ai pas voulu la guerre ».

CHAPITRE PREMIER

LE PLAN PANGERMANISTE

I. **Le plan pangermaniste de 1911.**
II. **Les étapes de réalisation.**
III. **Pourquoi il a été ignoré.**

Le plan pangermaniste a été établi sur ses bases fondamentales dès 1895 mais, depuis cette date, des événements se sont produits dans le monde qui incitèrent les Pangermanistes à l'augmenter encore.

En 1898, eut lieu Fachoda qui semblait devoir creuser un abîme entre la France et l'Angleterre. En 1905, la Russie dut signer la paix avec le Japon après une longue guerre ayant vidé tous ses magasins militaires et par suite détruit pour longtemps, au profit de l'Allemagne, l'équilibre des forces en Europe. En 1909, le gouvernement de Vienne, à la faveur de l'ultimatum discret mais formel que celui de Berlin adressa au Tsar, put réaliser l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, peuplées presque

totalement de Serbes. Cette mainmise sur un énorme territoire slave constitua un succès considérable pour le germanisme. Le 3 novembre 1910, lors de l'entrevue de Potsdam, le Kaiser obtint du gouvernement du Tsar que la Russie abandonnât toute opposition à l'achèvement du chemin de fer de Bagdad. L'Angleterre et la France adoptèrent ensuite la même attitude à ce sujet. Le 1er juillet 1911, le Kaiser risqua le « coup d'Agadir ». Celui-ci aboutit au traité franco-allemand du 4 novembre 1911, cédant à l'Allemagne 275 000 kilomètres carrés du Congo français, alors que cependant des hypothèques économiques extrêmement lourdes continuaient à peser sur le Maroc en faveur du commerce allemand.

Ces divers événements lésèrent profondément les intérêts de la France, de l'Angleterre et de la Russie, mais ces puissances préféraient consentir les plus pénibles sacrifices plutôt que de prendre l'effroyable responsabilité de déchaîner une guerre atroce sur l'Europe. Cette attitude fut interprétée bien à tort par les pangermanistes comme une preuve de faiblesse de ces trois puissances et de leur volonté de paix à tout prix. Les pangermanistes en conclurent que l'espoir des réalisations les plus énormes dans un avenir prochain leur était permis. C'est

pourquoi, le plan pangermaniste fondamental de



1895 considérablement remanié devint le plan de 1911

I

Ce plan de 1911 (V. la carte p. 39) prévoyait en Europe et en Asie occidentale :

1° L'établissement sous la direction de l'Allemagne d'une vaste confédération de l'Europe centrale devant comprendre :

A l'Ouest :

	Kilomètres carrés.	Population.
La Hollande	38.141	6.114.000
La Belgique	29.451	7.500.000
Le Luxembourg	2.586	260.000
La Suisse [1]	41.324	3.800.000
Les départements du nord de la France, au nord-est d'une ligne tirée du sud de Belfort à l'embouchure de la Somme, environ	50.271	5.768.000
Total	161.773	23.442.000

A l'Est :

	Kilomètres carrés.	Population.
La Pologne russe	127.320	12.467.000
Les Provinces Baltiques : Esthonie, Livonie, Courlande	94.564	2.686.000
Les 3 gouvernements russes de Kovno, Vilna, Grodno	121.840	5.728.000
Total	343.724	20.881.000

[1] Moins éventuellement les cantons suisses français et italiens à l'englobement desquels certains pangermanistes déclarent ne pas tenir.

Au Sud-Est :

	Kilomètres carrés.	Population.
L'Autriche-Hongrie [1].	676.616	50.000.000

Ces trois groupes formant un total général de : 1.182.113 kilomètres carrés et 94.323.000 habitants.

Cette confédération devait ainsi grouper sous l'hégémonie immédiate de l'Allemagne :

	Kilomètres carrés.	Population.
Empire allemand actuel.	540.858	68.000.000
Nouveaux territoires de la Confédération. . .	1.182.113	94.000.000
Soit au total	1.722.971	162.000.000

dont environ 77 millions d'Allemands, et 85 *millions de non-Allemands.*

2° La subordination absolue à la Grande Confédération de l'Europe centrale de tous les pays des Balkans réduits à l'état de satellites de Berlin.

Les Etats des Balkans groupent :

499.275 kilomètres carrés et 22 millions de *non-Allemands.*

3° La main-mise politique et militaire de l'Allemagne sur la Turquie qu'on s'efforcerait

[1] Moins les régions italiennes du Trentin que Berlin était décidé à céder aux dépens de l'Autriche à l'Italie pour acheter sa neutralité.

ensuite d'accroître de l'Egypte et de la Perse. L'opération sur la Turquie était prévue en deux étapes. Dans la première période, la douzaine de pseudo jeunes-Turcs qui, depuis 1908, disposent en maîtres de l'Empire ottoman et se prêtent au jeu de l'Allemagne à Constantinople, devait rester en façade. L'indépendance de la Turquie, d'ailleurs liée à l'Allemagne par un traité d'alliance militaire, eût subsisté en apparence pendant cette phase. Elle eût permis de placer de nombreux fonctionnaires allemands à la tête de toutes les administrations ottomanes sous couleur de les réformer, ce qui eût préparé la deuxième étape. Celle-ci avait pour objet de faire passer, sous le protectorat étroit de l'Allemagne, la Turquie avec ses 1.792.900 kilomètres carrés et ses 20 millions d'habitants *non-Allemands*. (Sans compter les dépendances : Egypte et Perse.)

La Confédération germanique de l'Europe centrale devait former un immense *Zollverein* ou Union douanière. Des traités de commerce spéciaux imposés aux Etats balkaniques et à la Turquie asservie eussent eu pour résultat de réserver ces vastes régions exclusivement à la Grande-Allemagne comme débouché économique.

En somme, le plan pangermaniste de 1911 se résume dans les quatre formules :

Berlin-Calais;

Berlin-Riga;

Hambourg-Salonique;

Hambourg-Golfe Persique.

La réunion des trois groupements : Europe centrale, Balkans et Turquie devait placer finalement sous l'influence prédominante de Berlin 4.015.146 *kilomètres carrés et* 204 *millions d'habitants dont* 127 *eussent été obligés de subir la domination directe ou indirecte de* 77 millions d'Allemands seulement.

Ce plan pangermaniste continental de 1911 devait être complété par des acquisitions coloniales considérables dont on trouvera l'exposé à la fin du chapitre V.

Guillaume II savait fort bien qu'un pareil programme ne pourrait devenir une réalité durable qu'à la suite de la disparition de *toutes* les grandes puissances. Le Kaiser, en établissant son plan pangermaniste, avait donc formellement résolu, — il faut se persuader de cette vérité capitale à bien saisir, car sans elle on ne peut absolument pas comprendre le caractère de la guerre actuelle, — l'anéantissement de *cinq* grandes puissances. La disparition de l'Autri-

che-Hongrie était prévue par absorption, déguisée par son entrée dans l'union douanière allemande. L'anéantissement de la France et de la Russie devait résulter de la destruction totale de leurs forces militaires au moyen d'une guerre préventive foudroyante. La mise hors de cause de l'Angleterre devait se produire par l'effet d'une opération ultérieure qui fût devenue très aisée une fois la France et la Russie démembrées et réduites à une complète impuissance. Quant à l'Italie, destinée à devenir un simple État satellite, elle n'était pas considérée comme capable d'offrir la moindre résistance aux ambitions pangermanistes. L'Italie, écrivait en 1900 un des propagandistes de la doctrine du Kaiser, « est trop inhabile à la guerre pour pouvoir être considérée comme une rivale ». (V. *Deutschland bei Beginn der* 20 *Jahrhunderts*, *p*. 53. Librairie militaire R. Félix, Berlin, 1900).

Il faut ajouter que *le plan pangermaniste de* 1911 *ne comportait pas la guerre avec l'Angleterre*. En faisant éclater la lutte en août 1914, Guillaume II était persuadé que la Grande-Bretagne n'y prendrait pas part au moins immédiatement. Le Kaiser avait d'ailleurs pris toutes les précautions imaginables pour attiser les crises intérieures de l'Angleterre et tromper le cabinet de Londres. Il faillit un instant réussir. La décision

de la Grande-Bretagne de participer *sans délai* à la lutte n'a tenu qu'à un fil, mais ce fil a été rompu. Si l'Angleterre avait tardé, *ne fût-ce que de quelques jours*, des débarquements allemands se seraient produits dans le Cotentin, en Bretagne et jusque près de Bordeaux. La France étant ainsi rapidement réduite de toutes parts à l'impuissance, l'intervention anglaise eût été ensuite inefficace, et tout le plan pangermaniste de 1911 se serait alors réalisé intégralement. Mais en entrant en guerre au moment qu'il fallait et en barrant ainsi la mer, la Grande-Bretagne, tout en se sauvant elle-même, a vraiment donné à l'humanité civilisée les moyens d'éviter le joug prussien. L'intervention anglaise, succédant au premier répit résultant de la magnifique résistance armée de la Belgique, a bouleversé, en effet, le plan allemand initial.

Mais les Allemands sont habiles, tenaces et retors. S'adaptant aux circonstances nouvelles qui se sont imposées à eux, ils n'ont pas encore renoncé à tirer de la guerre un énorme profit. Il faut donc savoir quels procédés ils ont imaginé pour tâcher de réaliser encore la presque totalité du plan pangermaniste de 1911.

II

Afin que les responsabilités de l'Allemagne soient bien nettement établies aux yeux des neutres, — dont beaucoup ont été trompés par la propagande allemande, — il importe de montrer clairement le mécanisme de réalisation du plan pangermaniste tel qu'il apparaît à travers les faits.

De 1892 jusqu'à la guerre, c'est-à-dire pendant vingt-deux ans, le *mouvement* pangermaniste s'est développé avec une intensité croissante. Afin de diffuser dans le peuple allemand les désirs d'annexion et ainsi le préparer à la lutte par l'appât du butin, les pangermanistes ont exposé le *plan* pangermaniste dans tous ses détails dans une multitude de publications. Deux sont particulièrement importantes. La brochure, publiée sous l'égide de l'*Alldeutscher Verband*, *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950. — *La Grande Allemagne et l'Europe centrale en* 1950, éditée par Thormann et Goestch S. W. Bessel Strasse, 17. Berlin en 1895, donne le plan pangermaniste de 1895. Le livre d'Otto Richard Tannenberg : *Gross-Deutschland die Arbeit des* 20 *Jahrhunderts*. — *La Grande Allemagne, l'œuvre du XX*e *siècle*, qui a paru chez Bruno

Volger à Leipzig-Gohlis en 1911, fournit presque tous les renseignements désirables sur le plan de 1911.

Malheureusement, bien que cette littérature pangermaniste fût très considérable, fort savamment documentée et répandue dans les masses à un nombre d'exemplaires énorme par des sociétés extrêmement puissantes, patronnées par les plus hautes autorités de l'Empire, bien rares furent ceux hors d'Allemagne qui voulurent croire à son extrême importance. Mais maintenant, celle-ci est démontrée par les faits. La réalité, l'étendue et les étapes de réalisation du plan pangermaniste de 1911 sont établies par :

1° La direction donnée par l'Allemagne depuis le 1er août 1914 à ses opérations politiques et militaires qui ont eu pour objectif, non pas comme beaucoup l'ont cru, de prendre des gages, mais de s'emparer des territoires à annexer à peu près exactement selon le plan de 1911 tel qu'il est exposé dans le livre de Tannenberg.

2° Le mémoire remis, le 20 mai 1915, au chancelier de l'Empire allemand par *la Ligue des agriculteurs*, *la Ligue des paysans allemands*, *le Groupement provisoire des associations chrétiennes de paysans allemands*, actuellement *Association des paysans westphaliens*, *l'Union cen-*

trale des industriels allemands, *la Ligue des industriels* et *l'Union des classes moyennes de l'Empire*. (V. *Le Temps*, 12 août 1915). L'importance de ce document ne saurait être exagérée. En effet, il émane des associations les plus puissantes de l'empire qui groupent tous les éléments influents du peuple allemand, notamment les agrariens et les néfastes hobereaux prussiens. Or, ce mémoire a eu pour objet, comme on le constatera, de réclamer des annexions aussi exactement conformes au plan pangermaniste de 1911 que l'a permis le développement des opérations militaires. Pour quiconque connaît l'Allemagne, il est difficile de douter que ce mémoire a été remis à M. de Bethmann-Holweg après entente préalable avec celui-ci. On a voulu sans doute que ce document parût constituer une pression de l'opinion publique allemande dominante sur le gouvernement de Guillaume II. Mais si les idées exprimées dans ce mémoire reflètent incontestablement les volontés des cercles les plus influents outre-Rhin, elles correspondent, en outre, fort nettement, au programme d'extension dont Guillaume II a préparé progressivement la réalisation depuis plus de vingt ans.

3° Les déclarations faites à la séance du Reichstag du 11 décembre 1915 prouvent l'exac-

titude de cette constatation. Le Chancelier de l'Empire a dit :

« Si nos ennemis ne veulent pas se courber maintenant, *ils seront obligés de le faire plus tard*... Quand nos ennemis soumettront des propositions de paix conformes à la dignité *et à la sécurité de l'Allemagne*, nous serons prêts à les discuter... Mais nos ennemis doivent se dire que plus ils conduiront la guerre avec acharnement, *plus les garanties nécessaires augmenteront*. »

M. de Bethmann-Holweg dont le jeu diplomatique consiste naturellement à ne démasquer que progressivement les énormes prétentions de l'Allemagne, afin de ne montrer que le plus tard possible aux neutres le monstre pangermaniste dans toute son horreur, ne pouvait alors s'exprimer plus clairement. Mais à peine avait-il fini de parler que le député Spahn fit à la tribune du Reichstag un commentaire fort précis des paroles du chancelier allemand.

« Nous attendons, dit M. Spahn, l'heure qui rendra possible les négociations de paix, sauvegardant *d'une façon permanente et par tous les moyens, y compris les acquisitions territoriales nécessaires, tous les intérêts militaires économiques et politiques de l'Allemagne dans toute son étendue*. »

Le tonnerre d'applaudissements qui accueillit ces paroles prouve qu'elles avaient l'assentiment de l'écrasante majorité des députés allemands qui croyaient encore à cette date à la possibilité pour l'Allemagne de réaliser d'énormes acquisitions.

III

La préparation du plan pangermaniste a nécessité, depuis plus de vingt ans, une propagande formidable dans les masses allemandes et une organisation mondiale. Comment se fait-il que ce plan a été ignoré, dans sa réalité et son étendue, à la fois par les diplomaties de la France, de l'Angleterre et de la Russie? Il en a été cependant bien ainsi, car autrement ces trois puissances n'auraient pas été surprises par la guerre. Il y a là un fait de prime abord invraisemblable dont il convient de donner l'explication.

Les agents diplomatiques des Alliés ne sont certainement pas inférieurs personnellement aux agents diplomatiques de Guillaume II mais l'*organisation d'action extérieure totale* du Kaiser comporte des instruments nouveaux d observation et d'influence dont le gouvernement de Berlin, depuis une vingtaine d'années, a flanqué

sa diplomatie officielle *sans que ces organes nouveaux aient aucun lien apparent avec elle*. Or, dans aucun des pays aujourd'hui alliés, des instruments d'observation et d'action correspondant à ces nouveaux organes germaniques n'ont été créés. Il en est résulté dans les *moyens* d'action extérieure de l'Entente une infériorité d'équipement qui était considérable.

*
* *

Le *plan pangermaniste* est fondé sur la connaissance très exacte acquise par les Allemands au prix d'un travail intense qui dure depuis vingt-cinq ans, de tous les problèmes politiques, ethnographiques, économiques, sociaux, militaires et navals, non seulement de l'Europe, mais du monde entier. Or, ce travail formidable *n'a pas été fait par la diplomatie officielle allemande*. Il a été effectué soit par des adhérents de l'*Alldeutscher Verband* ou *Union Pangermaniste*, soit par des agents du service allemand secret, lequel a reçu un développement extraordinaire. Ce sont ces divers agents, rouages intermédiaires entre les espions classiques et les diplomates officiels, — le baron de Schenk qui a opéré à Athènes en 1915-1916 est le type d'une catégorie de ces agents, — qui ont étudié métho-

diquement tous les problèmes-bases du plan pangermaniste, qui ont préparé les moyens de fausser l'opinion des neutres, de paralyser la révolte des Slaves de l'Autriche-Hongrie, de corrompre ceux des neutres (personnes ou journaux) qui pouvaient l'être, etc. Les rapports de ces multiples agents, une fois contrôlés et résumés, ont été envoyés à la fois à la Wilhelmstrasse, au grand état-major allemand, — *dont les opérations d'ensemble sont toujours combinées de façon à correspondre aussi bien aux nécessités politiques qu'aux nécessités militaires*, — et au cabinet de Guillaume II dont le cerveau a ainsi pu emmagasiner tous les moyens techniques de préparer et de réaliser son plan de domination.

La diplomatie des Alliés était-elle outillée pour saisir *dans son ensemble mondial* l'immense travail de préparation pangermaniste des agents secrets allemands? Non. On va voir pour quelles raisons.

Tout d'abord, il importe de rectifier l'idée fausse que le grand public se fait souvent de la diplomatie. Il s'imagine volontiers que les diplomates *font* l'histoire en préparant de mystérieuses et savantes combinaisons. Or l'expérience des siècles prouve que, le plus généralement, *les diplomates enregistrent seulement l'Histoire mais ne la créent pas*. Mon maître Albert Sorel

exprimait cette vérité par cette jolie formule : « *Les diplomates sont les notaires de l'Histoire* ». En réalité, la diplomatie d'un pays quelconque contribue à *préparer* et à *faire* l'Histoire *seulement* quand le destin place à sa tête un grand homme aux idées puissantes et justes qui sait les appliquer avec tous les moyens de son époque. Or, c'est un fait curieux à remarquer, ce grand homme n'est pour ainsi dire jamais de la carrière, avec un grand C. Par exemple Richelieu, Napoléon, Palmerston, Disraeli, Cavour, Bismarck, qui ont *préparé* et *créé* de l'Histoire n'étaient pas des diplomates de profession. Malheureusement, il n'apparaît pas que la Fortune ait doté aucun des pays alliés, avant ou depuis la guerre, d'un cerveau capable de mener avec une compétence grandiose la diplomatie de l'Entente. Celle-ci s'est donc trouvée, avant et depuis la guerre, réduite aux services de ses diplomates *en tant que fonctionnaires*, qui, comme tous les fonctionnaires, attendent les instructions d'en haut, lesquelles fort souvent ne viennent pas.

En outre, la diplomatie des pays alliés, n'ayant pas été flanquée comme la diplomatie allemande d'organes nouveaux d'observation, en est encore réduite aux moyens d'information de jadis. Ces moyens, à peine différents de ceux d'il y a cent ans, sont tout à fait insuffisants pour suivre,

soit la formation et l'enchaînement si rapide des idées ou des événements multiples qui, en Europe centrale et dans les Balkans, ont été, — comme on le constatera, — les causes immédiates de la guerre, soit dans l'organisation pangermaniste qui, précisément parce qu'elle est énorme, est constituée d'éléments infiniment divers dont l'importance d'ensemble ne se dégage que lorsqu'on découvre le lien qui les relie entre eux. Or le diplomate officiel classique vit dans un monde à part. Ses renseignements sont surtout des renseignements de chancellerie ou de seconde main. Ils proviennent très rarement d'une observation directe des populations ou des faits. Les secrétaires d'ambassade partagent leur temps entre leur travail de bureau qui consiste pour les 9/10e à rédiger et à copier en belle écriture et des relations mondaines charmantes mais qui ne sortent pas d'un cercle spécial et fermé. Très peu connaissent la langue du pays où ils résident ; moins encore voyagent dans l'intérieur pour l'étudier. Or, les événements qui bouleversent l'Europe procèdent, en réalité, soit de l'hypertrophie des ambitions allemandes, qui se sont traduites par une foule de manifestations locales, soit des progrès des nationalités en Autriche-Hongrie et dans les Balkans qui ont donné également lieu à de multiples faits locaux. Ces faits se passent le

plus souvent loin des capitales et l'appréciation exacte de leur importance nécessite une observation directe et sur place à laquelle précisément il n'est pas conforme aux usages des diplomates officiels de procéder. Or, les diplomates de l'Entente n'ont pas eu à leur disposition les agents d'observation qu'il eût fallu, pour aller, par exemple, entendre les multiples conférences de propagande pangermaniste, leur procurer et leur traduire les brochures significatives de l'*Alldeutscher Verband*, entrer en rapports personnels avec ces chefs de partis slaves ou latins d'Autriche Hongrie, souvent sans action parlementaire, plus souvent encore sans aucune fortune, sans rang dit social, qui n'avaient pour eux que leur idéal national, leur puissance de conviction, mais qui étaient les vraies forces nouvelles, car ils agissaient sur les masses populaires en étroite communion d'idées avec elles. En l'absence de cette organisation, qui eût été indispensable, les diplomates de l'Entente en ont été réduits, sur bien des points, aux renseignements superficiels et fort incomplets des coupures de journaux, publiés souvent d'ailleurs dans des langues qu'ils ne pouvaient pas lire. Ces coupures et ces renseignements tout à fait superficiels, insuffisants, sans lien entre eux, n'étaient donc pas de nature à les avertir de l'approche

d'un grave péril. Il faut ajouter que dans les diplomaties de tous les temps, *quand elles ne sont pas menées par un homme supérieur,* les formules « pas d'affaires », « il est urgent d'attendre », « il ne faut pas croire que c'est arrivé », ont exercé une funeste influence. Il en résulte un scepticisme qui généralement, dans les milieux diplomatiques, est considéré comme nécessaire et élégant. Cet état d'esprit se combinant avec l'absence de renseignements multiples, directs et coordonnés a fait que quand, avant la guerre, on tentait de persuader un diplomate officiel que le but final de la politique de Guillaume II était l'établissement de la domination allemande sur le monde, on était rapidement classé parmi les esprits systématiquement soupçonneux et chimériques.

Il faut concevoir enfin que le système qui consiste à changer de poste un diplomate tous les quatre ou cinq ans, en l'envoyant souvent aux antipodes, le met dans l'impossibilité d'arriver à avoir une vue générale précise et documentée des événements en formation dans une zone territoriale aussi étendue, aussi complexe et aussi difficile à connaître que l'Europe centrale et les Balkans.

Ces diverses considérations permettent de comprendre pourquoi si, dans les vingt-cinq

années qui précédèrent la guerre, certains des diplomates des puissances alliées ont bien pu signaler dans leurs rapports une action locale pangermaniste qui leur paraissait suspecte et digne d'attention, aucun d'eux n'a été à même de saisir le plan pangermaniste total *dans sa réalité et dans son étendue*. Ces considérations expliquent aussi, *en partie*, les échecs de la diplomatie de l'Entente dans les Balkans.

*
* *

En résumé, les diplomates *officiels* alliés ne sont pas personnellement inférieurs aux diplomates *officiels* allemands, mais ceux-ci ont eu cependant sur leurs collègues de l'Entente l'énorme supériorité de connaître le plan général de la politique berlinoise, de savoir, dans chaque poste qu'ils occupaient, dans quelle direction il fallait marcher, ce qu'il fallait obtenir ou empêcher, pour concourir au but final. Il est incontestable, en effet, que dans les vingt-cinq dernières années, sous l'inspiration du Kaiser, la politique extérieure allemande a été *constructive* d'un plan défini alors que la diplomatie des pays aujourd'hui alliés, reflétant la politique de leurs gouvernements sans plan concret, s'est bornée,

parce qu'ils croyaient obstinément à la paix, à *une défensive amorphe et stagnante*.

D'autre part, *en tant qu'instrument d'observation*, la diplomatie des alliés réduite aux anciens procédés a été une simple loupe ne permettant de voir que les faits les plus gros. Par contre, *l'organisation d'action extérieure allemande*, en raison des organes nouveaux, officieux et secrets, dont la diplomatie allemande a été flanquée, comprenait dans son outillage de puissants microscopes permettant d'étudier la totalité des faits, même des infiniment petits qui cependant ne sont pas sans importance.

Enfin, *en tant qu'instrument d'action*, la diplomatie des Alliés, employant encore seulement les vieux moyens classiques, a été comparable à une armée n'ayant que de l'artillerie de campagne tandis que l'*organisation d'influence extérieure allemande totale* était l'équivalent d'une armée dotée à la fois d'artillerie de campagne et d'artillerie lourde.

CHAPITRE II

LES CAUSES DE LA GUERRE

I. **Pourquoi le traité de Bucarest éleva subitement un formidable obstacle au plan pangermaniste.**

II. **Comment l'état intérieur de l'Autriche-Hongrie a poussé l'Allemagne à déclancher la lutte.**

III. **Vue d'ensemble des causes de la guerre.**

Si le plan pangermaniste constitue incontestablement la cause lointaine et principale de la guerre, celle-ci a été déclanchée par Guillaume II, en août 1914, pour des causes immédiates et secondaires qu'il faut bien connaître pour avoir une vue claire des événements.

I

Jusqu'en 1911, date à laquelle parut le programme d'annexions de Tannenberg, tous les grands événements antérieurs avaient favorisé les visées de Guillaume II, mais, à partir de 1912,

des événements nouveaux vinrent brusquement créer des obstacles extrêmement sérieux et tout à fait inattendus à la réalisation du plan pangermaniste. En 1912, l'Italie conquit la Libye aux dépens de la Turquie, *malgré la volonté de Berlin*. En 1912 encore, la Grèce, le Monténégro, la Serbie et la Bulgarie s'unirent contre l'empire ottoman, *encore malgré la volonté de Berlin*. *Contrairement aux prévisions de l'état-major du Kaiser*, les Balkaniques battirent les Turcs. Ces derniers étant soutenus par l'Allemagne, il en résulta pour celle-ci une humiliation profonde. Alors pour faire obstacle à la fondation d'une confédération balkanique viable, — c'est-à-dire constituée sur le principe d'un juste équilibre, — Vienne et surtout Berlin exploitèrent les tendances bien connues du Tsar Ferdinand à établir l'hégémonie bulgare sur la péninsule. Les incitations germaniques déterminèrent ainsi les Bulgares à attaquer le 17 juin 1913 leurs alliés : les Serbes et les Grecs. Mais les calculs du Kaiser furent encore déjoués. La Roumanie, échappant, *pour la première fois*, à la tutelle allemande, intervint contre la Bulgarie aux prises avec ses anciens alliés et assura sa défaite. Or, le nouvel état de choses qui résulta du traité de Bucarest du 10 août 1913 constitua brusquement un obstacle formidable à la réalisation du

pangermanisme vers l'Orient. Voici pour quelles raisons.

Le traité de Bucarest créa dans la péninsule deux groupes d'États bien nettement opposés. Le premier fut formé par les mécontents et les vaincus des guerres balkaniques : la Bulgarie et la Turquie. Le second groupe fut constitué par les bénéficiaires et les satisfaits : la Roumanie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce. Ces quatre Etats, constatant que leurs intérêts vitaux avaient été rendus étroitement solidaires par les acquisitions territoriales qu'ils venaient de réaliser aux dépens des mêmes adversaires avaient, *en fait*, mis en commun toutes leurs forces pour assurer le maintien du traité de Bucarest qu'ils considéraient comme intangible. D'autre part, cette division très nette des Etats balkaniques en deux groupes aux intérêts radicalement opposés réagissait profondément sur la politique générale européenne. Si par la force même des événements, la Turquie et la Bulgarie, les vaincus de 1912 et de 1913 étaient devenus les deux points d'appui du germanisme dans les Balkans, par contre la Roumanie, aussi bien que la Serbie, le Monténégro et la Grèce, en raison des acquisitions qu'ils venaient de réaliser, *contrairement aux vues de Berlin et aux dépens de la Turquie déjà liée à l'Allemagne*, incli-

naient de plus en plus vers la Triple-Entente.



Celle-ci qui, avant les guerres balkaniques, avait dans la péninsule une influence extrême-

ment inférieure à celle de l'Allemagne, après le traité de Bucarest, pouvait s'appuyer sur le groupe des Etats de la péninsule de beaucoup le plus puissamment organisé et *ce groupe constituait, ainsi que la carte ci-contre permet de s'en convaincre, une barrière très solide à la réalisation du plan pangermaniste vers l'Orient.*

Ce nouvel état de choses détermina à Berlin une colère qui pour être contenue n'en fut pas moins intense. Elle l'était d'autant plus que le groupe sur lequel pouvait encore s'exercer l'influence allemande, c'est-à-dire la Turquie et la Bulgarie, devait rester très longtemps pratiquement impuissant à rien tenter *par lui-même* contre le groupe à tendances triple-ententistes : Roumanie, Serbie, Monténégro, Grèce.

En effet, la Turquie qui avait perdu presque tout son matériel de guerre dans ses défaites, *encore au début de* 1914, pouvait difficilement armer 250.000 hommes. Ses difficultés financières considérables ne permettaient pas de prévoir que, *livrée à ses seuls moyens*, elle pût, avant de longues années, refaire son appareil militaire sur des bases vraiment importantes. Il en était de même au point de vue financier pour la Bulgarie. De plus, l'action de celle-ci eût été singulièrement périlleuse pour elle. En effet, les bénéficiaires du traité de Bucarest : la Rou-

manie, la Serbie, la Grèce, l'entourant de trois côtés (Voir les flèches de la carte), pouvaient effectuer contre Sofia une attaque concentrique.

Enfin, la disproportion des hommes mobilisables ou *susceptibles d'ère armés*, entre les deux groupements balkaniques, était énorme.

Groupe germanophile.		Groupe ententiste.	
Turquie . .	250.000	Grèce	400.000
Bulgarie. .	550.000	Serbie. . . .	400.000
		Monténégro .	50.000
		Roumanie. .	600.000
	800.000		1.450.000

Ces chiffres dont l'effet se combinait avec la situation géographique, établissent clairement que, *réduit à ses seules forces*, le groupe germanophile ne pouvait rien tenter contre le groupe ententiste.

Le nouvel équilibre des forces militaires dans les Balkans résultant du traité de Bucarest réduisait donc à peu près à néant la puissance d'intrigue de l'Allemagne dans la péninsule.

Si la paix eût duré seulement quelques années, la nouvelle situation balkanique se fût cristallisée et renforcée ; l'obstacle aux ambitions pangermanistes vers l'Orient qui en résultait fût ainsi devenu plus puissant encore. *C'est pour ces diverses raisons qu'à Berlin on décida d'intervenir directement. La Serbie était incon-*

testablement le pivot du nouvel équilibre balkanique. On résolut donc de la détruire sans délai en déchainant en même temps la conflagration européenne afin de réaliser du même coup le plan de 1911.

Le traité de Bucarest est du 10 août 1913. Or, c'est le 6 novembre 1913, pendant le séjour du roi Albert de Belgique à Potsdam que le Kaiser annonça à ce dernier que la guerre avec la France était à ses yeux « inévitable et prochaine ». (V. Baron Beyens, *L'Allemagne avant la guerre*, p. 24.)

*
* *

Il résulte de cet ensemble que si le traité de Bucarest, par ses conséquences, était désastreux pour les visées pangermanistes, par contre, il était extraordinairement avantageux pour les puissances de la Triple-Entente, puisqu'il avait rangé de leur côté l'immense majorité des forces balkaniques. Malheureusement, la diplomatie de l'Entente, — en raison de ses méthodes d'observation surannées qui empêchèrent ses agents de croire au plan pangermaniste et leur interdisaient de posséder des vues générales précises sur les problèmes multiples qui s'enchevêtrent sur une zone territoriale très étendue, — n'eut

même pas la notion de cette situation qui lui était si favorable. En effet, alors qu'une des causes immédiates de la guerre a été la volonté de l'Allemagne de détruire le traité de Bucarest *parce que ses conséquences ruinaient le plan pangermaniste vers l'Orient,* les puissances de la Triple-Entente, une fois en guerre avec l'Allemagne, déployèrent pendant dix mois les plus grands efforts pour détruire également les conséquences du traité de Bucarest. Tel fut, en effet, le résultat de leur désir candide de satisfaire à tout prix la Bulgarie. Cette tentative inspirée par la noble pensée d'épargner aux Balkans les horreurs de la guerre, était théoriquement juste mais pratiquement irréalisable en raison de l'âpre haine des Bulgares pour leurs vainqueurs de 1913 et surtout pour les Serbes. Ce qui est sûr c'est qu'évidemment sans s'en douter, la diplomatie des Alliés a pratiqué dans les Balkans, pendant la première année de guerre, exactement la politique qu'on pouvait souhaiter à Berlin.

II

Les conséquences du traité de Bucarest ne furent pas désastreuses pour les ambitions pangermanistes seulement dans la péninsule balka-

nique, *elles accentuèrent encore considérablement, à l'extrême fureur de Guillaume II, l'évolution politique intérieure de l'Autriche-Hongrie qui, depuis plusieurs années déjà, menaçait à elle seule de compromettre tous ses plans.*

Malheureusement, les idées sur l'Autriche-Hongrie qui régnaient en France, — et surtout en Angleterre, — ont été longtemps trop imprécises pour que l'opinion publique de ces pays ait pu comprendre dès le début de la lutte l'importance exceptionnelle *pour la guerre et pour la future paix*, des populations vivant dans la monarchie des Habsbourg *dont l'immense majorité fait les vœux les plus ardents pour la victoire intégrale de l'Entente, car elles ne se battent contre les Alliés que contraintes par la force et elles attendent de leur victoire leur propre libération d'un joug séculaire qui leur est odieux.*

Il importe donc au plus haut point de répandre dans la grande opinion publique des pays alliés des notions exactes sur les réalités ethnographiques de l'Autriche-Hongrie. On comprendra alors clairement à la fois, de quelle trahison abominable François-Joseph s'est rendu coupable envers ses peuples et comment les tendances de plus en plus nettes, *avant la guerre,* de la majorité des populations de l'Autriche-Hongrie, à un rapprochement vers la

France et l'Angleterre, *tout autant que vers la*



LES NATIONALITÉS EN AUTRICHE-HONGRIE

Russie, a constitué pour Guillaume II une raison capitale s'ajoutant aux autres de faire la guerre sans plus attendre.

*
* *

Les neuf nationalités différentes qui vivent dans la Monarchie des Habsbourg se répartissent entre quatre races :

Germains.		**Magyars.**	
Allemands.	12.000.000	Magyars . . . (race spéciale d'origine asiatique.)	10.000.000
Latins.		**Slaves.**	
Italiens . .	1.000.000	Tchèques et Slovaques .	8.500.000
Roumains .	3.000.000	Polonais. . .	5 000.000
		Ruthènes. . .	3.500.000
		Slovènes. . .	1.000.000
		Serbo-Croates.	6 000 000
	4.000.000		24.000.000

Au point de vue politique, les Allemands et les Magyars, soit au total 22 millions, s'entendent, depuis 1867, pour exercer et maintenir l'hégémonie à leur profit sur les Slaves et les Latins, *bien que ceux-ci constituent la majorité des sujets de la Monarchie puisqu'ils forment un groupe de 28 millions d'habitants.*

Or il faut noter, — et ceci est capital à retenir, — que les chiffres que je cite sont des chiffres faux parce que ce sont ceux des statistiques officielles

établies à Vienne et à Budapest par des fonctionnaires allemands et magyars qui ont l'ordre, en employant divers procédés de truquage, de fausser systématiquement la vérité statistique au profit de leurs races afin de contribuer, par cet artifice, à maintenir le plus longtemps possible l'hégémonie exercée par celles-ci. *En réalité, il y a en Autriche-Hongrie beaucoup moins de 24 millions d'Allemands et de Magyars et beaucoup plus de 28 millions de Slaves et de Latins.* Ce qui est certain encore c'est que Slaves et Latins sont opprimés en Autriche-Hongrie depuis des siècles de la façon la plus abominable par une noblesse féodale qui détient d'énormes propriétés foncières et qui exerce dans l'empire des Habsbourg, au détriment des masses démocratiques, une influence sociale aussi néfaste que les *Junkers* en Prusse.

Tous ces Slaves et ces Latins, — sauf la noblesse polonaise de Galicie et un petit groupe de Ruthènes qui, depuis 1867, ont lié partie avec les Allemands, — font, surtout depuis trente ans, les efforts les plus tenaces pour obtenir, conformément à la justice moderne, des droits politiques proportionnels à leur nombre et conquérir ainsi dans la Monarchie la majorité de droit qu'ils possèdent en tant que chair vivante taillable et corvéable à merci. Ces tendances

alarment depuis longtemps, au plus haut point, Guillaume II et ses pangermanistes. On le conçoit aisément, car si la puissance politique, dans la Monarchie des Habsbourg, était passée, conformément au droit, aux Slaves et aux Latins *qui détestent le prussianisme*, c'en était fait par là même du projet du Kaiser d'absorption économique de l'Autriche-Hongrie, *laquelle est indispensable à Guillaume II pour lui permettre de réaliser ses plans inadmissibles d'influence allemande exclusive sur les Balkans et sur l'Orient*. Le jeu de Guillaume II a donc consisté, surtout depuis 1890, à dire en substance à François-Joseph et aux Magyars : « Surtout ne cédez pas aux réclamations de vos sujets slaves et latins. Maintenez absolument l'hégémonie germano-magyare. Je vous soutiendrai de toute ma puissance dans votre lutte contre les éléments slavo-latins ». Cette tactique du Kaiser a longtemps réussi mais peu d'années avant la guerre, elle était, malgré tous ses efforts, sur le point de faire faillite.

En raison de l'effet combiné de la culture croissante des Slaves et des Latins réalisée malgré les entraves germano-magyares les plus cyniquement ingénieuses, de leurs organisations nationales progressives, *de leur prolificité supérieure à celle des Allemands et des Magyars*, François-Joseph et ses acolytes de Budapest

avaient de plus en plus de peine à résister aux réclamations croissantes de leurs sujets slaves et latins. A Berlin, on était déjà fort inquiet de cette situation quand l'influence psychologique profonde qu'exercèrent les conséquences du traité de Bucarest sur les Slaves et les Latins d'Autriche-Hongrie vint tout à coup aggraver considérablement cet état de choses, au point de vue des projets pangermanistes.

En effet, la presque totalité des 28 millions de Slaves et de Latins, sujets des Habsbourg, avaient été enthousiasmés, au plus haut degré, par les victoires des Slaves des Balkans en 1912, et par les succès de la Roumanie en 1913 *car ils voyaient surtout dans ces événements le triomphe du principe des nationalités, c'est-à-dire de leur propre cause*. Il en résulta que les Slaves et les Latins, sujets de François-Joseph, se sentirent plus que jamais décidés à tout faire pour obtenir de Vienne et de Budapest ces droits politiques proportionnels à leur nombre, que les Germano-Magyars leur refusaient encore mais avec une énergie décroissante depuis quelques années déjà.

Si la paix eût duré, les réactions du traité de Bucarest sur l'Autriche-Hongrie auraient eu pour effet de rendre irrésistible la poussée des revendications des sujets slaves et latins de François-

Joseph. D'autre part, la Roumanie, enthousiasmée par son acquisition en 1913 de la Dobroudja bulgare, pensait de plus en plus à obtenir, aux dépens de la Hongrie, la Transylvanie qu'elle comptait bien recueillir comme un fruit mûr au moment d'une transformation profonde de l'empire des Habsbourg que tout indiquait comme devant être relativement prochaine. *Donc, si le nouvel état de choses balkanique résultant du pacte de Bucarest avait pu produire toutes ses conséquences, l'influence du germanisme eût infailliblement périclité dans l'empire des Habsbourg tout autant qu'il venait d'en advenir dans les Balkans.*

En effet, sous la pression croissante de ses éléments slaves et latins, sinon la dislocation, tout au moins l'évolution de l'Autriche-Hongrie vers le fédéralisme se serait imposée. Le fédéralisme n'eût pas mis en cause les frontières de l'empire des Habsbourg, mais il eût incontestablement et nécessairement donné la prépondérance politique aux éléments slaves et latins les plus nombreux et les plus prolifiques. *Or, ces éléments étaient et sont dans leur énorme majorité résolument hostiles à toute alliance avec l'Allemagne*. Ainsi progressivement, l'empire des Habsbourg évoluant fût devenu de plus en plus indépendant de Berlin *au point de vue de*

5

sa politique extérieure. Un rapprochement de l'empire des Habsbourg avec la Russie, la France et l'Angleterre, eût été la conséquencè certaine du relâchement progressif des liens avec Berlin. Ainsi l'Allemagne se fût trouvée privée de l'appui artificiel que, depuis Sadowa, elle trouve à Vienne et à Budapest grâce à l'hégémonie germano-magyare. *Donc finalement et pacifiquement, Guillaume II eût eu affaire à un état de choses qui eût créé en Autriche-Hongrie à ses plans d'extension pangermaniste vers l'Orient, une barrière encore plus formidable que celle qui venait de surgir en* 1913 *dans les Balkans comme conséquence du traité de Bucarest.*

Si l'on tient compte du puissant enchaînement des répercussions extraordinairement importantes qui devaient nécessairement résulter du nouvel état de choses établi à Bucarest par sa réaction fatale sur les 28 millions de Slaves et de Latins d'Autriche-Hongrie, on conçoit alors que si la paix européenne eût duré, *les chances de réalisation du plan pangermaniste eussent été entièrement ruinées à la fois en Turquie, dans les Balkans et en Autriche-Hongrie, c'est-à-dire dans les trois zones territoriales de réalisation du plan pangermaniste qui,* comme on le vérifiera au chapitre III, *constituent et de beaucoup* la partie principale du plan de 1911.

On constate ainsi comment l'évolution intérieure de l'Autriche-Hongrie *sur le point*, comme conséquence du traité de Bucarest, *d'échapper pour toujours à l'influence de Berlin*, — ce qui eût brisé le pivot de toutes les combinaisons pangermanistes, — a décidé Guillaume II à la guerre immédiate.

III

Les Alliés demanderont à l'Allemagne, conformément aux principes généraux du droit, compte de ses crimes inouïs et réparation intégrale des préjudices moraux et matériels énormes qu'elle a déterminés. Il est donc nécessaire que les causes de la guerre soient dégagées par une vue d'ensemble afin qu'aux yeux de l'univers civilisé il soit nettement établi que c'est bien légitimement que l'Allemagne paiera le prix d'une responsabilité qui, en toute justice, doit peser sur elle seule. Pour comprendre la nécessité pratique de cette vue d'ensemble à dégager pour l'opinion neutre, il faut considérer que toutes les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent sur les causes de la guerre ont eu pour base seulement les documents diplomatiques publiés par les divers belligérants et que ces documents ne se référaient qu'à des faits

ayant précédé le conflit seulement de quelques semaines. Or, en discutant sur les textes multiples, sur des dates nombreuses et rapprochées, faciles à confondre, rien n'est plus aisé à des argumentateurs subtiles, intéressés et de mauvaise foi comme les Allemands, d'interpréter les mêmes faits dans des sens divers et d'arriver ainsi à des conclusions diamétralement opposées à la vérité. C'est ce qui s'est produit.

*
* *

Grâce à son intense « mobilisation intellectuelle », qui a été aussi puissamment prévue et réalisée que sa mobilisation militaire, l'Allemagne a pu, par des interprétations fallacieuses des documents diplomatiques, égarer profondément l'opinion de beaucoup de neutres, même de bonne foi, sur les vrais responsables de la guerre. Rien ne saurait donner mieux idée des résultats indiscutables obtenus par l'Allemagne à cet égard que ces lignes du colonel *suisse* Gortsch publiées dans l'*Intelligenzblatt* de Berne :

« Les événements de la fin de juillet ont convaincu tout homme de bon sens que l'Allemagne a été provoquée à la guerre et que l'em-

pereur Guillaume II a largement attendu avant de relever la provocation.

« La faute principale de la guerre et sa responsabilité intellectuelle seront imputées par l'histoire à l'Angleterre ; la Russie et la France seront qualifiées de complices .. C'est la politique anglaise, ouvertement et égoïstement dépourvue de scrupules, qui est la cause de la guerre mondiale. » (Cité par *L'Echo de Paris*, 3 janvier 1916.)

C'est là exactement la thèse que M. de Bethmann-Holweg a voulu accréditer chez les neutres. Elle est absurde pour tous ceux qui ont vraiment bien connu l'Angleterre dans les dernières années qui précédèrent la lutte. Pendant cette période, les dirigeants de la Grande-Bretagne ont été uniquement guidés par cette idée, séduisante mais entièrement inexacte, que puisqu'ils voulaient la paix ils n'auraient pas la guerre. Toute la politique extérieure de la Grande-Bretagne a été inspirée de cette conception. C'est elle qui explique l'attitude d'extrême conciliation du cabinet de Londres envers l'Allemagne au moment de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine (1909), pendant les guerres balkaniques (1912-1913) et à propos du chemin de fer de Bagdad qui cependant, d'une façon manifeste, menaçait la route des Indes. Le cabinet libéral de Londres reflétait d'ailleurs l'opinion britannique domi-

nante qui croyait absolument aux assurances de lord Haldane. Celui-ci passait, bien à tort d'ailleurs, pour un parfait connaisseur de l'Allemagne et dans un discours à Tranent il affirmait à ses compatriotes : « L'Allemagne n'a pas la moindre pensée de nous envahir ». (Cité par le *Morning Post*, 16 décembre 1915.)

Jusqu'à la déclaration de guerre, Sir Edward Grey, inclinant toujours à croire à la justesse du jugement de son ami lord Haldane, a préconisé toutes les combinaisons imaginables qui eussent permis de maintenir la paix si Guillaume II l'avait vraiment voulue. Enfin l'impréparation totale de l'Angleterre à une guerre continentale, qui a été évidente dès le début du conflit, ne constitue-t-elle pas la meilleure preuve de ses intentions sincèrement pacifiques avant la guerre?

*
* *

D'autres neutres, — et même quelques Français, — s'imaginent encore que la lutte est une résultante de la politique générale dite de M. Delcassé. « A maintes reprises, disent-ils, l'empereur Guillaume a cherché à se rapprocher de la France. Si on avait répondu à ses avances, la guerre eût été évitée. » Il est incontestable qu'à certains moments Guillaume II a cherché à atti-

rer la France dans son orbite, *mais c'était précisément afin de mieux assurer la réalisation du plan pangermaniste qui a constitué la préoccupation dominante du Kaiser presque dès son avènement*. Les événements militaires actuels prouvent clairement que si la France s'était laissée prendre aux sourires du tentateur de Berlin, toute coalition efficace des grandes puissances contre l'Allemagne serait ensuite devenue impossible. Quant à la France, si elle avait cru à Guillaume II, elle n'aurait pas eu la guerre puisque celle-ci aurait été inutile au point de vue allemand. En effet, *sans lutte*, la France eût été réduite pratiquement à un état d'esclavage absolu qui, dans l'histoire, n'a jamais été réalisé qu'à la suite d'une guerre totalement désastreuse. Les faits acquis permettent de se rendre compte, avec la plus complète évidence, que tel aurait bien été l'aboutissement d'un « rapprochement » entre la France et l'Allemagne. On sait maintenant à quel point les Allemands avaient déjà pénétré la plupart des organismes économiques français. Si le gouvernement de Paris avait composé avec Berlin, rien n'aurait plus pu arrêter la pénétration pacifique totale de la France par l'Allemagne. Peu à peu, la France aurait ainsi complètement cessé d'être maîtresse chez elle. Au bout de quelques années, elle se fût trouvée

dans la situation qui est actuellement celle de l'Autriche-Hongrie qui, pour l'heure, est dans l'impossibilité d'échapper à l'étreinte prussienne *par ses propres moyens*. Enfin, peut-on croire un instant que si la France avait pratiqué cette politique de rapprochement avec Berlin, Guillaume II aurait pour cela renoncé à ses rêves de domination? Bien au contraire, sa mainmise aisée sur la France, en pleine paix, n'aurait fait qu'aiguiser ses appétits héréditaires de Hohenzollern et la France, — qui depuis la guerre est le pivot de la résistance européenne à la domination prussienne, — une fois mise hors de cause, par l'effet de son investissement effectué par les Allemands en pleine paix, la réalisation du reste du plan pangermaniste aux dépens de la Russie et de l'Angleterre aurait pu avoir lieu sans rencontrer aucun obstacle irréductible.

Ce n'est donc pas le *principe* de la politique, dite de M. Delcassé, qui est la cause de la guerre. M. Delcassé aura bien assez de comptes à rendre sur l'*application* de sa politique *avant et pendant* la lutte sans qu'on lui reproche une orientation générale qui manifestement était théoriquement bonne.

En maintenant l'alliance avec la Russie, en opérant la détente avec l'Italie, en réalisant l'Entente cordiale, M. Delcassé a pratiqué une

politique juste *quant aux principes*. Les événements actuels le prouvent avec éclat.

*
* *

La fausseté de l'argumentation allemande ayant été rappelée, dégageons maintenant pour les neutres de bonne foi la vue d'ensemble des vraies causes de la guerre et établissons quel a été leur enchaînement. Distinguons : la cause profonde et les causes immédiates du conflit.

La guerre a *une cause profonde lointaine unique : la volonté de Guillaume II de réaliser le plan pangermaniste*. Toutes les causes secondaires de la guerre, c'est-à-dire les causes économiques, procèdent de celle-là. En effet, la réalisation du plan pangermaniste a précisément, en partie, pour objet de mettre fin aux difficultés énormes que l'Allemagne s'est elle-même créées en hypertrophiant son industrie et en rompant ainsi le juste équilibre qui existait jadis chez elle entre la production agricole et la production industrielle. La réalité de cette cause profonde unique de la guerre est démontrée par :

1° La préparation intellectuelle, dans tous les domaines, du plan pangermaniste depuis vingt-cinq ans.

2° Des aveux formels très anciens du genre

de celui-ci. En 1898, le contre-amiral allemand von Gœtzen, ami intime du Kaiser, se trouvant à Manille, tout en déclarant qu'on ne le croirait sûrement pas, dit à l'amiral américain Dewey qui venait de détruire devant Manille la flotte espagnole :

« *Dans environ quinze ans, mon pays commencera sa grande guerre. En deux mois nous serons à Paris. Mais ce ne sera qu'un premier pas vers notre but réel : le bouleversement de l'Angleterre. Chaque chose se produira à l'heure dite ; car nous serons prêts et nos ennemis ne le seront pas.* » (V. *Naval and Military Record*, cité par *L'Écho de Paris*, 24 septembre 1915.)

3° Les faits matériels de préparation mondiale manifeste à la guerre *plusieurs mois avant son éclat, mais après que le Kaiser avait résolu de la déclancher, c'est-à-dire vers le mois de novembre 1913*. (Preuves : déclaration de Guillaume II le 6 novembre 1913 au roi Albert de Belgique, entrevue du Kaiser avec l'archiduc François-Ferdinand en avril 1914 à Miramar, en juin 1914 à Konopischt où il fut accompagné de l'amiral Tirpitz.)

Ces faits matériels sont multiples, mais il suffira de rappeler comme particulièrement significatifs, *parce qu'ils ont exigé un long et compliqué effort* : l'organisation du ravitaillement

des croiseurs-corsaires allemands dans toutes les mers du globe, en vue d'une longue guerre de course et la préparation de la révolte du sud africain contre l'Angleterre.

Les causes immédiates de la guerre qui ont décidé Guillaume II à précipiter le conflit sont :

1° La défaite de la Turquie en 1912 par l'Italie et les Balkaniques, défaite qui, en portant atteinte à l'influence berlinoise à Constantinople, compromettait par là même la mainmise allemande commencée sur l'Empire ottoman.

2° Les conséquences du traité de Bucarest qui en 1913 avaient élevé automatiquement une barrière puissante aux prétentions pangermanistes sur les Balkans.

3° L'évolution intérieure de l'Autriche-Hongrie qui, en raison des progrès incessants des sujets slaves et latins de François-Joseph, menaçait à bref délai de soustraire l'empire des Habsbourg à la tutelle de Berlin.

Ces deux derniers groupes de faits auraient eu pour conséquence de réaliser en Europe centrale et dans les Balkans les trois barrières anti-allemandes symbolisées sur la carte ci-contre par les gros traits noirs. Or, ces barrières eussent empêché pour toujours la réalisation du plan pangermaniste.

Pour parer à ces diverses éventualités il ne

restait à Guillaume II qu'une ressource : la guerre, « industrie nationale de la Prusse »,



comme disait Mirabeau, dont la si juste expression fut trop longtemps oubliée.

CHAPITRE III

L'ÉTAT DE RÉALISATION DU PLAN PANGERMANISTE AU DÉBUT DE 1916

Dans ce chapitre on recherchera quel rapport existait entre les occupations et prétentions pangermanistes, au début de 1916, et celles prévues par le plan de 1911. Afin d'être clair, on analysera successivement ces occupations et prétentions pangermanistes à l'ouest, à l'est, au sud et au sud-est.

Cette analyse permettra finalement de reconstituer l'ensemble de la réalisation du plan pangermaniste à l'époque considérée.

I

La carte insérée p. 86 résume les prétentions que l'Allemagne prussianisée comptait encore réaliser *à l'ouest* du Rhin au début de 1916.

La réalité de cette volonté ne saurait être mieux établie que par des extraits du mémoire adressé par les plus puissantes associations



allemandes, le 20 mai 1915, au Chancelier de l'Empire (cité par *Le Temps,* 12 août 1915). J'ai indiqué p. 48 pour quelles raisons il faut prêter à ce document une importance tout à fait exceptionnelle.

En ce qui concerne la Belgique, ce mémoire s'exprime ainsi :

« Parce qu'il est nécessaire d'assurer notre crédit sur mer et notre situation militaire et économique pour l'avenir, en face de l'Angleterre, parce que le territoire belge, économiquement si important, est étroitement lié à notre principal territoire industriel, *la Belgique doit être au point de vue monétaire, financier et postal, soumise à la législation de l'empire. Ses chemins de fer et ses voies fluviales doivent être étroitement reliés à nos communications. En constituant un territoire wallon et un territoire flamand prépondérant et en mettant en des mains allemandes les entreprises et les propriétés économiques si importantes pour dominer le pays, on organisera le gouvernement et l'administration de telle manière que les habitants ne pourront acquérir aucune influence sur les destinées politiques de l'empire d'Allemagne* ».

En somme, c'est l'esclavage promis aux Belges. Il est important de remarquer, afin de bien constater qu'il s'est bien agi pour l'Allemagne de réaliser le plan que le gouvernement de Berlin élabore depuis vingt-cinq ans, que la conception des auteurs du mémoire du 20 mai 1915, sur le sort à réserver aux populations annexées, est exactement conforme à celle exprimée dans la brochure publiée sous l'égide de l'*Alldeutscher Verband*, l'*Union Pangermaniste*, et expo-

sant le plan pangermaniste de 1895. (Voir ce texte déjà cité p. 28.)

La seule différence qu'on puisse relever dans l'évolution des idées pangermanistes entre 1895 et 1916 c'est qu'à la suite de l'expérience qu'ils viennent de faire avec les Slaves et les Latins austro-hongrois, les Allemands considèrent comme possible et avantageux, sous la seule condition d'appliquer les méthodes du terrorisme prussien, de faire combattre pour les intérêts de la Pangermanie des non-Allemands, qui en repoussent l'idée avec horreur mais qui, fortement encadrés d'éléments germaniques, sont contraints de se faire tuer pour assurer l'esclavage de leurs familles et leur maintien sous le joug allemand.

« Quant à la France, continue le mémoire du 20 mai 1915 au Chancelier de l'Empire, toujours en raison de notre situation vis-à-vis des Anglais, *il est pour nous d'un intérêt vital, en vue de notre avenir sur mer, que nous possédions la région côtière voisine de la Belgique à peu près jusqu'à la Somme, ce qui nous donnera un débouché sur l'Océan Atlantique*. L'« hinterland », qu'il faut acquérir en même temps, doit avoir une étendue telle qu'économiquement et stratégiquement les ports où aboutissent les canaux puissent prendre leur pleine importance. Toute

autre conquête territoriale de France, en dehors de l'annexion nécessaire des bassins miniers de Briey, ne doit être faite qu'en vertu de considérations de stratégie militaire. A ce sujet, après les expériences de cette guerre, il est très naturel que nous n'exposions pas nos frontières à de nouvelles invasions ennemies en laissant à l'adversaire les forteresses qui nous menacent, surtout Verdun et Belfort, et les contreforts occidentaux des Vosges situés entre ces deux forteresses. *Par la conquête de la ligne de la Meuse et de la côte française avec les embouchures des canaux, on acquerrait, outre les régions de minerais de fer déjà indiqués de Briey, les territoires charbonniers des départements du Nord et du Pas-de-Calais. Ces augmentations territoriales*, — la chose va de soi après l'expérience faite en Alsace-Lorraine, — *supposent que la population des territoires annexés ne sera pas en mesure d'obtenir une influence politique sur les destinées de l'empire allemand, et que tous les moyens de puissance économique existant sur ces territoires, y compris la propriété moyenne et la grande propriété, passeront en des mains allemandes; la France indemnisera les propriétaires et les recueillera.* »

Pour justifier ces formidables annexions, le mémoire du 20 mai, conformément à la doctrine

pangermaniste cyniquement pure, n'invoque d'autre argument que celui de la convenance prussienne et du butin utile à faire.

« Si la forteresse de Longwy, avec les nombreux hauts fourneaux français de la région, était rendue aux Français, et s'il éclatait une nouvelle guerre, avec quelques canons à longue portée, les hauts fourneaux allemands et luxembourgeois (dont la liste est donnée) seraient paralysés en quelques heures...

« De la sorte, 20 p. 100 environ de la production de fer brut et d'acier allemands seraient supprimés...

« Disons, en passant, que la production élevée d'acier étiré de la « minette », offre la seule possibilité de fournir à l'agriculture allemande, quand l'importation des phosphates est bloquée, l'acide phosphorique nécessaire.

« La sécurité de l'empire d'Allemagne *dans une guerre future* nécessite donc impérieusement la possession de toutes les mines de « minette », y compris les forteresses de Longwy et de Verdun sans lesquelles cette région ne saurait être défendue. »

Ces diverses déclarations, hautement autorisées, permettent de constater qu'en résumé les annexions que les Pangermanistes prétendaient réaliser à l'Ouest s'étendraient jusqu'en France,

à peu près selon une ligne tirée du sud de Belfort à l'embouchure de la Somme. C'est-à-dire, en ce qui concerne la France, sur un territoire englobant environ 50.271 kilomètres carrés qui, avant la guerre, renfermait 5.768.000 habitants.

Toujours en ce qui concerne la France, les annexions prévues, dans la conception des pangermanistes, devaient produire un double effet.

1° En faisant passer à l'Allemagne les régions françaises les plus riches, au point de vue industriel et minier, la Germanie réaliserait un énorme butin.

2° En privant la France de ses départements les plus productifs, qui paient la part principale des impôts, qui contiennent les éléments miniers indispensables à la vie économique, ce qui resterait de la France serait par là même dans l'impossibilité absolue de se relever et de redevenir une puissance pouvant, en quoi que ce soit, contrecarrer les volontés ultérieures de l'Allemagne.

Quelques chiffres permettent de vérifier ce point de vue avec la plus grande évidence. Au début de 1916, les Allemands détenaient 138.000 hectares du bassin houiller du Nord soit 41 p. 100 de la *superficie totale* exploitée en France (337.000 hectares) soit encore environ les 3/4 de la *production* française totale. Les

Allemands occupaient également 63.000 hectares du bassin de minerai de fer de Lorraine qui représente 75 p. 100 de la *superficie* de tous les gisements de fer exploités en France (83.000 hectares) et les 9/10e de la *production* totale. Il est clair que si cet état de choses devait être maintenu, la vie économique, donc nationale, de la France, amputée d'organes vitaux, serait rendue radicalement impossible. La France se trouverait donc placée, de fait, dans l'entière dépendance de l'Allemagne conformément aux visées pangermanistes d'avenir.

Il est encore nécessaire de constater que dans les territoires occupés par l'Allemagne à l'ouest, — comme dans tous les autres d'ailleurs, — les mesures déjà prises par les Allemands en 1916 n'étaient pas seulement des mesures militaires de défense mais des mesures d'*organisation* et de *conservation* desdits territoires. Ces mesures de conservation peuvent être classées dans les catégories suivantes :

Mesures de terrorisme appliquées à la prussienne afin de réduire les éléments récalcitrants ;

Mesures de division. C'est ainsi que les Allemands s'efforcent en Belgique d'exciter par tous les moyens l'opposition entre Flamands et Wallons afin de les neutraliser les uns par les autres ;

Mesures d'administration stricte et régulière, afin d'habituer à la domination allemande par certains avantages d'ordre extérieur ou économique les éléments dont on s'imagine à Berlin pouvoir désarmer le plus rapidement la résistance morale;

Mesures tendant à préparer la colonisation allemande des nouveaux territoires. Celles-ci ont consisté surtout à appliquer la théorie pangermaniste de l'*Evacuirung*, c'est-à-dire à évacuer systématiquement les malheureuses femmes ou vieillards que l'Allemagne considère ne pouvoir lui être d'aucune utilité dans ses futures possessions. Elle trouva fort expédient, sans plus attendre, — surtout lorsque la question alimentaire s'est posée, — de se débarrasser de ces malheureux et de les mettre ainsi à la charge de l'adversaire qu'on considérait déjà comme un vaincu. C'est la théorie de l'*Evacuirung* qui explique, dans une large mesure, pourquoi les autorités allemandes ont renvoyé en France la partie de la population des territoires occupés en France et en Belgique qu'elles considéraient *d'après leurs enquêtes* administratives comme des déchets humains sans valeur.

*
* *

Sans doute, ainsi que le démontre la carte de la page 86, l'Allemagne n'occupait pas exactement à l'Ouest, au début de 1916, tous les territoires qu'elle convoitait. Calais, Belfort et Verdun notamment lui échappaient, mais il est aisé de se rendre compte qu'il ne s'en fallait pas de beaucoup.

Les territoires de l'Ouest qui devaient entrer dans la Confédération germanique du plan de 1911 comprennent :

	Kilomètres carrés.
Hollande	38.141
Belgique	29.451
Luxembourg	2.586
Départements français	50.271
Soit au total	120.449

Or, le Luxembourg et la Belgique étaient entièrement occupés (sauf une parcelle de la Belgique). Si l'Allemagne devait conserver la Belgique, la Hollande, qui n'est pas occupée mais qui est géographiquement investie, serait fatalement contrainte d'entrer dans la Confédération germanique. On doit donc la considérer comme virtuellement sous la coupe de Berlin. Comme d'autre part sur 50.271 kilomètres carrés environ qu'elle voulait annexer aux dépens de la France, l'Allemagne en occupait au début de 1916, 20.300, on constate donc finalement que les

emprises germaniques prévues *à l'ouest* sur 120.449 kilomètres carrés s'étendaient directement ou indirectement sur 90.478 kilomètres carrés.

L'Allemagne a donc, au début de 1916, réalisé à l'ouest les occupations prévues par le plan de 1911, *aux dépens de non-Allemands*, dans la proportion de 76 p. 100 ou des 3/4.

II

Le plan pangermaniste de 1911 avait prévu la mise hors de cause pour toujours de la Russie, en tant que grande puissance, au moyen de deux procédés :

1° L'annexion à la Confédération germanique de territoires de l'Empire des Tsars assez étendus pour le couper de tout contact avec l'Occident ;

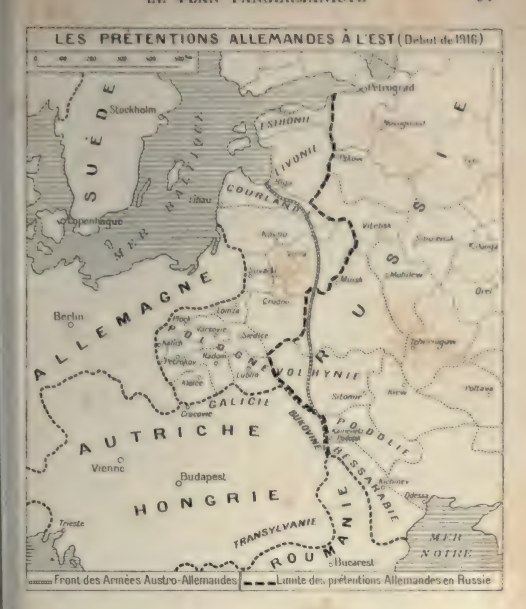
2° La constitution aux dépens de ce qui resterait de la Russie ainsi déjà réduite d'Etats nouveaux qui devaient relever de l'obédience berlinoise.

M. Dietrich Schaefer, l'historien allemand bien connu, dans la revue *Panther*, assurait au début de février 1915 : « Il nous faut absolument étendre la sphère de notre puissance surtout vers l'Est... L'immense force russe doit reculer

derrière le Dnieper... (Cité par *L'Information*, 5 février 1915.)

Une brochure suédoise, attribuée au germanophile Adrian Molin, a expliqué, également au début de 1915, que l'Allemagne avec le concours de la Suède devait achever de séparer la Russie de l'Europe au moyen d'une barrière d'Etats-tampons : la Finlande et l'Ukraine. Or, depuis vingt ans surtout, en effet, les agents pangermanistes se sont efforcés de préparer le soulèvement des 20 millions de Petits-Russiens qui vivent dans les gouvernements russes groupés autour de Kiew. Enfin les régions musulmanes russes (Caucase, Asie centrale, etc.), devaient constituer des Etats particuliers relevant de la suzeraineté turque et par ce canal subir l'influence allemande.

Tels sont les moyens étudiés à Berlin pour obtenir l'anéantissement de la Russie, en tant que grande puissance, une fois que ses armées eussent été détruites, ce qui, peut-être, aurait pu avoir lieu si l'intervention anglaise, en permettant la résistance de la France, n'avait pas enlevé à l'Allemagne la faculté de concentrer, une fois la France anéantie, toutes ses forces contre l'empire des Tsars, conformément au plan du grand état-major de Berlin.



En ce qui concerne les annexions que l'Allemagne songeait encore au début de 1916 à réaliser aux dépens de la Russie, le mémoire du 20 mai 1915 au Chancelier de l'Empire, bien qu'il s'efforce d'employer des formules destinées à voiler l'étendue des prétentions pangermanistes, se rencontre comme tendances avec le programme de Tannenberg publié en 1911.

« Pour ce qui est de l'*Est*, dit ce mémoire, la considération qui doit nous diriger est celle-ci : *donner à la grande augmentation de puissance industrielle que nous attendons à l'Ouest, un contrepoids par l'annexion d'un territoire agricole situé à l'Est et qui soit de valeur semblable*...

« Il est nécessaire de renforcer la base agricole de notre économie nationale; *il faut rendre possible une colonisation agricole allemande de grande envergure*, ainsi que le rapatriement en pays d'empire de paysans allemands vivant à l'étranger, notamment en Russie et actuellement mis hors la loi; *il faut enfin accroître fortement le chiffre de nos nationaux capables de porter les armes; tout cela exige une extension considérable des frontières de l'Empire et de la Prusse vers l'Est par l'annexion d'au moins certaines parties des provinces baltiques et de territoires situés au sud de celles-ci, sans perdre de vue qu'il faut aussi rendre possible la défense militaire de la frontière allemande orientale*...

« *Pour ce qui est des droits politiques à accorder aux habitants, des nouveaux territoires et des garanties à prendre en faveur de l'influence et de l'économie allemande, nous nous référons à ce que nous avons dit au sujet de la France. L'indemnité de guerre à exiger de la Russie devra, dans une large mesure, consister en ces-*

sions territoriales. » (V. *Le Temps*, 12 août 1915.)

Dans son discours du 11 décembre 1915, le Chancelier de Guillaume II a laissé sous-entendre dans une phrase significative que telles étaient bien les prétentions de l'Allemagne.

« Nos troupes, a-t-il dit, prennent, avec les armées austro-hongroises, des positions de défense très fortifiées et situées bien loin sur le territoire russe. Elles sont prêtes à reprendre leur marche en avant. »

De même que dans l'Ouest, toutes les mesures que les Allemands ont prises dans l'Est ont été des mesures non pas seulement de défense mais d'organisation en vue de garder les territoires occupés. Ces mesures relèvent des divers ordres que j'ai signalés p. 92.

Avec les Polonais, les Allemands emploient la même tactique qu'avec les Flamands de Belgique. Les autorités prussiennes après avoir terrorisé les Polonais leur ont accordé, au point de vue de l'usage de leur langue dans l'enseignement, des facultés constituant des avantages par comparaison avec l'état de choses antérieur résultant du détestable régime bureaucratique russe qui, avec un manque absolu de clairvoyance, compromettait en Pologne, par ses mesures tracassières, les intérêts véritables de l'Empire des Tsars. Les Allemands ont favorisé encore dans

l'Est la culture, les semailles. Ils ont construit des voies ferrées et des routes. Sans doute, ces mesures ont été prises avant tout dans l'intérêt allemand. Il est bien certain que les avantages concédés aux Polonais ne peuvent être considérés que comme momentanés. Le régime prussien, appliqué en Posnanie depuis si longtemps, le prouve assez. Les Allemands se sont flattés cependant, par ces procédés, d'influencer en leur faveur certains éléments polonais qui s'imaginent, avec une insigne naïveté, que l'Allemagne va reconstituer pour la donner aux Polonais une Pologne de 20 millions d'habitants aux dépens de la Russie. C'est dans ce but que Berlin a songé à proclamer l'autonomie de la Pologne. Mais en même temps, l'Allemagne compte y établir le service obligatoire afin d'utiliser les recrues polonaises même par la force, comme les Slaves d'Autriche-Hongrie, dans l'intérêt de la Pangermanie.

*
* *

Au point de vue territorial les prétentions pangermanistes du plan de 1911 à l'Est sont résumées dans le tableau suivant. (V. la carte p. 97.)

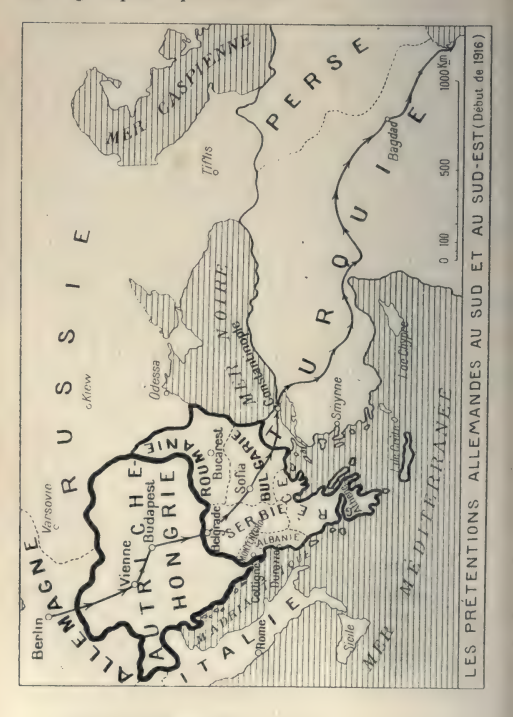
	Kilomètres carrés.	Habitants.
Les 10 gouvernements de la Pologne russe. . .	127.320	12.467.000
Les 3 provinces baltiques (Esthonie, Livonie, Courlande)	94.564	2.686.000
Les 3 gouvernements russes au sud des provinces baltiques (Kovno, Vilna, Grodno).	121.840	5.728.000
Soit au total. . . .	343.724	20.881.000

Or, au début de 1916, sur ces 343.724 kilomètres carrés, ainsi que la carte permet de s'en rendre compte, les Allemands en occupaient environ 260.000. Ils avaient donc réalisé à l'Est le plan de 1911, *aux dépens de populations non allemandes*, dans la proportion de 75 p. 100 soit des 3/4.

III

Les zones d'influence absolue directes ou indirectes que l'Allemagne, conformément au plan pangermaniste de 1911, a prétendu s'assurer au sud et au sud-est de ses frontières actuelles visent trois groupes de territoires bien distincts : l'Autriche-Hongrie, les Balkans et la Turquie. Il convient donc d'examiner l'état, au début de

1916, de l'action allemande dans chacun de ces trois groupes séparément.



LES PRÉTENTIONS ALLEMANDES AU SUD ET AU SUD-EST (Début de 1916)

1° *Autriche-Hongrie.*

Qu'on ne s'y trompe pas, l'Autriche-Hongrie

est pour l'instant aussi complètement sous la domination de Guillaume II que s'y trouve la Belgique. Le conflit européen a permis, en effet, l'occupation astucieuse, sous couleur de le défendre, de tout l'empire des Habsbourg, mainmise que prévoyait le plan de 1911. Depuis le début de 1915, toutes les troupes de François-Joseph sont entièrement sous les ordres du grand état-major de Berlin. L'Autriche-Hongrie voudrait-elle conclure une paix séparée qu'elle ne le pourrait pas car tous ses organes moteurs, militaires et diplomatiques, subissent l'impulsion exclusive des agents du Kaiser. L'alliance austro-allemande est, en réalité, un simple décor. Le procédé dont on a parlé pour incorporer à l'Allemagne la monarchie des Habsbourg par un moyen détourné, c'est-à-dire par son entrée dans le *Zollverein* ou union douanière allemande, est une monumentale comédie. Elle ne saurait tromper que ceux, malheureusement encore trop nombreux, qui sont insuffisamment informés des réalités austro-hongroises. La fusion austro-allemande sous la forme d'une union douanière n'est pas d'ailleurs une nouveauté. Ce procédé d'absorption de l'Autriche-Hongrie a été prévu et expliqué tout au long dans la brochure pangermaniste de 1895 exposant les lignes fondamentales du plan de cette

même date. Tout le bruit fait, au début de 1916, par la presse allemande sur les soi-disant désirs des Austro-Hongrois d'entrer dans le *Zollverein* allemand a constitué le plus « kolossal » et le plus déloyal des bluffs. En réalité, près des 3/4 environ des populations actuellement sujettes de François-Joseph ne veulent à aucun prix être absorbées par l'Allemagne, pas plus sous la forme économique que politique. Tout le « battage » fait dans les empires du centre à propos de l'entrée de la monarchie des Habsbourg dans le *Zollverein* a été uniquement le fait des meneurs pangermanistes de Berlin, de ceux de Vienne et de l'aristocratie magyare *et non pas du peuple magyar ce qui n'est pas la même chose*. Il convient donc de ne pas être dupes du bluff de la presse allemande sur la question du *Zollverein*. C'est une infime minorité en Autriche-Hongrie qui la veut, faisant ainsi le jeu de Berlin. Mais ce qui est incontestable c'est que, pour l'instant, l'Autriche-Hongrie est entièrement sous la domination prussienne.

2° *Balkans*.

La Serbie est entièrement envahie par les Allemands. La situation de la population serbe est atroce. Elle est ou massacrée, ou affamée systématiquement, ou déportée en Allemagne

pour travailler soit dans les usines, soit à la terre allemande. Ces effroyables mesures de coercition n'ont pas empêché le Kaiser d'avoir adressé un manifeste : « A *mon* noble et héroïque peuple serbe ». Il s'agissait de tenter par de belles paroles, de désarmer moralement ce qui reste de la population serbe terrorisée par une série de souffrances qui n'ont jamais été dépassées au cours de l'histoire. Quant à la Serbie, le Kaiser l'a offerte pour partie à l'Autriche, toujours conformément au plan de 1895 qui prévoit cette solution, car donner une fraction de la Serbie à une Autriche faisant partie du *Zollverein* c'est, pratiquement, la placer sous la domination immédiate de l'Allemagne.

Quant à la Bulgarie, alliée de l'Allemagne, elle est entièrement pénétrée et les Allemands s'y conduisent en maîtres dans toute la mesure où ils le peuvent. L'héroïque Monténégro a eu exactement le même sort que la Serbie, une partie de l'Albanie est aussi occupée. Si les Alliés avaient commis l'aberration de ne pas comprendre à la onzième heure l'importance de Salonique, la Grèce et la Roumanie qui comptent des éléments germanophiles, peu nombreux mais fort influents, suivraient elles-mêmes déjà intégralement les volontés de Berlin.

En supposant, pour la commodité du raison-

nement, la victoire allemande, nous verrions aussitôt Berlin constituer une Confédération balkanique sous la présidence de l'Autriche considérée comme puissance balkanique, toujours parce que sous l'apparence de l'Autriche ce serait l'Allemagne qui imposerait sa volonté à la future confédération.

3° *Turquie*.

L'Empire ottoman subissait au début de 1916, donc avant l'avance russe en Arménie, dans la totalité de son étendue l'action de l'Allemagne. L'influence de celle-ci a même débordé sur la Perse. C'est là un fait qui aurait eu une importance extrême pour le développement du mouvement panislamique dirigé à la fois contre la Russie, la France et l'Angleterre, si l'action anglo-russe n'avait récemment mis bon ordre aux intrigues germaniques dans l'empire du Schah.

« L'établissement de relations directes avec la Turquie a une valeur inestimable au point de vue militaire, — a dit le chancelier allemand dans son discours du 11 décembre 1915, — tandis qu'au point de vue économique la possibilité d'importer des denrées des États Balkaniques et de Turquie augmentera nos approvisionnements d'une façon propre à nous réjouir. » (V. *Le Temps*,

11 décembre 1915.) On aurait tort de voir dans ces paroles l'effet d'un simple *bluff* dont les Allemands sont souvent si prodigues. Si les Alliés laissaient à l'Allemagne le temps de tirer de la Turquie toutes les ressources militaires et économiques qu'on en attend à Berlin les événements futurs démontreraient avec évidence que les paroles du chancelier du Kaiser méritaient d'être prises au sérieux.

*
* *

En somme, le plan pangermaniste de 1911 prévoyait au Sud et au Sud-Est :

	Kilomètres carrés.	Habitants.
L'absorption de l'Autriche-Hongrie	676.616	50.000.000
L'établissement de l'influence immédiate absolue allemande sur les États des Balkans.	499.275	22.000.000
L'établissement de l'influence exclusive de l'Allemagne sur la Turquie.	1.792.900	20.000.000
Total	2.968.791	92.000.000

Or, au début de 1916, le plan de 1911 était réalisé dans les proportions suivantes.

L'Autriche-Hongrie avait ses 676.616 kilo-

mètres carrés occupés (moins la petite superficie aux mains des Italiens) soit à peu près 100 p. 100.

Dans les Balkans, étaient à cette même date sous l'influence directe allemande :

	Kilomètres carrés.
La Bulgarie	114.105
La Serbie	87.300
Le Monténégro	14.180
Soit	215.585

kilomètres carrés représentant 43 p. 100 du total des territoires des États balkaniques.

En Turquie, l'action allemande s'exerçait à cette époque sur la quasi totalité du territoire, donc dans la proportion de 100 p. 100. Si l'on réunit maintenant les chiffres afférents aux trois groupes territoriaux visés par le plan de 1911, au Sud et au Sud-Est, on constate que l'Allemagne a réalisé son programme sur :

	Kilomètres carrés.
Autriche-Hongrie	676.616
Balkans	215.585
Turquie	1.792.900
Soit au total	2.685.101

Comme le plan total visait la mainmise allemande directe ou indirecte sur 2.968.791 kilomètres carrés on constate que, considéré sous cet aspect, le but du plan de 1911 a été atteint au Sud et au Sud-Est dans la proportion de 89 p. 100, soit environ des 9/10e.

Or j'ai établi p. 95 et p. 101 que l'Allemagne occupe ou influe au début de 1916 :

A l'Ouest sur 90.478 kilomètres carrés,

A l'Est sur 260.000 kilomètres carrés.

On vient de constater qu'au Sud et au Sud-Est le plan allemand a été réalisé sur 2.685.101 kilomètres carrés.

Assurément, tous les territoires englobés dans ce dernier chiffre sont loin d'avoir la même valeur, notamment ceux d'une partie de la Turquie, mais, dans ce chiffre, *l'Autriche-Hongrie à elle seule entre pour* 676.616 *kilomètres carrés, c'est-à-dire qu'elle seule représente une mainmise qui, pour être déguisée, n'en est pas moins réelle et est infiniment plus considérable que les occupations allemandes réalisées à l'ouest et à l'est.*

Il résulte nettement de ces déductions que la partie du plan pangermaniste visant *l'Autriche-Hongrie, les Balkans et la Turquie,* c'est-à-dire l'Europe centrale et l'Orient, *constitue et de beaucoup la partie tout à fait principale du plan pangermaniste.* C'est là une constatation d'une extrême importance à faire par les Alliés et pour les neutres en raison des conséquences mondiales du Hambourg-Golfe Persique qui seront exposées au chapitre V.

IV

Le plan pangermaniste de 1911 (V. la carte p. 39) comportait :

1° La création d'une grande Confédération germanique devant placer sous l'hégémonie absolue de l'empire allemand actuel (540.858 kilomètres carrés et 68 millions d'habitants) les territoires étrangers existant autour de l'Allemagne, lesquels constituent une superficie de 1.182.113 kilomètres carrés et renfermant 94 millions d'habitants.

Les chiffres établis p. 95, p. 101 et p. 108 ont permis de constater que la mainmise allemande sur ces territoires s'étendait au début de 1916.

	Kilomètres carrés.
A l'Ouest sur.	90.478
A l'Est sur.	260.000
Au Sud (Autriche-Hongrie) sur. . .	676.616
Soit au total sur	1.027.094

L'Allemagne, *en ce qui concerne les territoires à englober dans la Confédération germanique*, a donc réalisé son programme dans la proportion de 86 p. 100, soit à peu près des 9/10e.

2° La subordination absolue à l'Allemagne de

tous les États balkaniques dont la superficie est de 499 275 kilomètres carrés renfermant 22 millions d'habitants. Page 108, on a constaté que la mainmise allemande s'étendait sur 215.585 kilomètres carrés. Le programme allemand relatif aux Balkans a donc été réalisé dans la proportion de 43 p. 100.

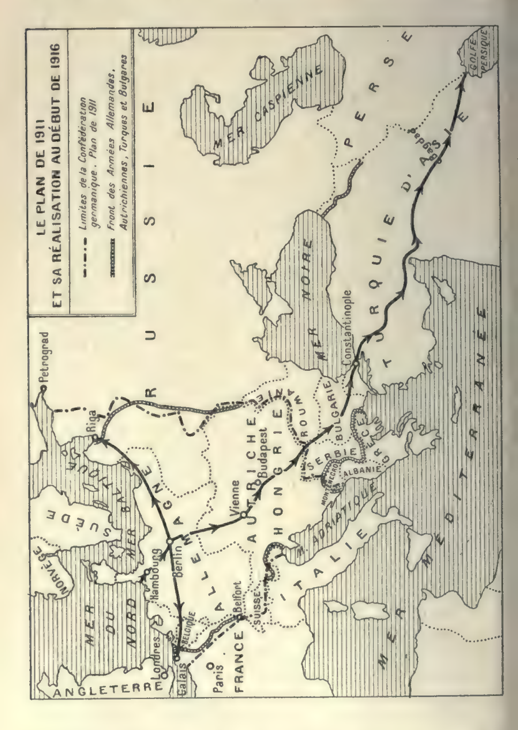
3° La mainmise, plus ou moins déguisée, de l'Allemagne sur l'Empire ottoman, soit sur 1.792.900 kilomètres carrés renfermant 20 millions d'habitants. Or, au début de 1916, l'influence exclusive allemande s'exerçait sur toute la Turquie. En ce qui concerne celle-ci, le plan allemand est donc réalisé dans la proportion de 100 p. 100.

Groupons maintenant les chiffres permettant de constater dans quel rapport l'*ensemble* du plan pangermaniste de 1911 est *actuellement* réalisé par l'Allemagne.

	PRÉVISIONS DU PLAN DE 1911	RÉALISATIONS ACTUELLES
	Kilomètres carrés.	Kilomètres carrés.
1. Territoires à englober dans la Grande Confédération germanique. . .	1.182.113	1.027.094
2. Balkans	499.275	215.585
3. Turquie.	1.792.900	1.792.900
Total.	3.474.288	3.035.579

Ces chiffres font ressortir avec évidence qu'au

début de 1916 l'Allemagne avait réalisé le plan



pangermaniste de 1911 dans l'énorme proportion de 87 p. 100 soit tout près des neuf dixièmes.

Ce chiffre se trouve graphiquement confirmé par la carte ci-contre qui d'un coup d'œil permet de constater les rapports géographiques et superficiaires existant entre les limites du plan de 1911 et les fronts occupés au début de 1916 par les armées subordonnées à la direction exclusive de Berlin.

*
* *

Ces constatations mathématiques et géographiques, dont l'importance ne saurait échapper, permettent de mieux comprendre pourquoi et sous quelle forme l'Allemagne a voulu faire la paix. Elle l'a voulu tout simplement parce que, comme l'avouait sans ambages *La Gazette de Francfort* en décembre 1915, *les buts de la guerre sont atteints.*

Le plan pangermaniste de 1911 étant pratiquement réalisé dans la proportion des neuf dixièmes, — malgré l'intervention de l'Angleterre qui a bouleversé cependant le plan de l'état-major allemand, — il est manifeste que le résultat obtenu par l'Allemagne a été extrêmement considérable. Rien ne pourrait donc lui arriver maintenant de plus favorable que de réussir à mettre un terme à la guerre alors que

l'action allemande exclusive s'étend sur la quasi totalité des territoires envahis.

Ces constatations expliquent encore pourquoi Berlin depuis longtemps s'est livré aux plus subtiles et plus complexes manœuvres susceptibles de faire entamer des négociations de paix : tentatives d'accord séparé avec la Russie, efforts pour obtenir l'intervention du pape, démarches des pseudo-socialistes du Kaiser auprès de leurs camarades de jadis des pays belligérants, incitations aux pacifistes de tous les pays neutres, etc. L'Allemagne eût conclu la paix au moment le plus favorable pour elle afin de pouvoir imposer aux terres qu'elle a conquises ou pénétrées le statut prévu par le plan pangermaniste. Mais bien entendu l'Allemagne n'eût traité que sur la base de ses occupations d'alors. Comme le disait fort nettement le major Moraht dans le *Berliner Tageblatt :* « Ce que nous avons acquis au prix du sang et du sacrifice, nos chefs militaires n'ont pas l'habitude de le rendre ». (V. *Le Matin*, 27 décembre 1915.)

Enfin, la grande raison pour laquelle Berlin a voulu la paix, c'est que la prolongation de la guerre ne peut que compromettre et finalement anéantir tous les résultats acquis par l'Allemagne.

CHAPITRE IV

CARACTÈRES SPÉCIAUX QUE LE PLAN PANGERMANISTE DONNE A LA GUERRE

I. **Toutes les grandes questions politiques du Vieux Monde sont posées et doivent être résolues.**

II. **La guerre étant faite par l'Allemagne pour réaliser un gigantesque programme d'esclavage, il en résulte qu'elle est conduite par elle en violation éclatante du droit des gens.**

III. **Une lutte de ténacité et de duplicité de la part de Berlin, de constance et de solidarité de la part des Alliés.**

La diplomatie ayant ignoré le plan pangermaniste, pour les raisons plus haut exposées (V. p. 50), il est tout naturel que les États-Majors et l'opinion publique des pays alliés ne l'aient pas connu. Il est résulté de cette méconnaissance générale une vue insuffisamment précise et complète des buts de la guerre poursuivis par l'Allemagne et, par suite, une coordination longtemps très imparfaite des efforts des alliés. Chacun de ceux-ci, en effet, ont d'abord obéi à des mobiles particuliers qui leur ont fait perdre de vue quel

devait être *l'objectif commun de leur action commune.*

Les Russes sont entrés en lutte contre les Allemands surtout pour empêcher l'écrasement de la Serbie et mettre en même temps un terme à la politique des ultimatums discrets mais profondément humiliants que Berlin pratiquait, depuis quelques années, à Pétrograd. Les Italiens, fascinés spécialement par Trente et Trieste, ont longtemps pensé qu'ils pourraient limiter leur guerre à un conflit avec la maison de Habsbourg alors qu'en réalité l'unique et véritable ennemi du peuple italien, — comme celui-ci en a de plus en plus le sentiment très net, — c'est le Pangermanisme prussien. Les Anglais, eux, sont entrés en lice pour deux raisons fondamentales : la violation de la neutralité de la Belgique les a indignés et un sens juste de leur intérêt les a convaincus qu'ils ne pouvaient laisser écraser la France sans souscrire en même temps à la disparition ultérieure de la Grande-Bretagne. Complètement impréparés à une guerre continentale, les Anglais ont très bien « réalisé » dès le début que celle-ci pourrait être fort longue, mais ils ne se doutaient nullement que les intérêts britanniques se trouveraient aussi complètement menacés qu'ils le sont devenus en Europe centrale, en Turquie, en Égypte et aux Indes.

Quant aux Français, l'agression germanique a fait surgir aussitôt devant leurs esprits et dans leurs cœurs la question d'Alsace-Lorraine. Celle-ci les a hypnotisés au point, qu'à leur détriment d'ailleurs, ils ont vu beaucoup trop longtemps dans la lutte une guerre franco-allemande alors qu'il eût fallu considérer la conflagration européenne dans toute son ampleur.

Cet aperçu fragmentaire des réalités a fait le plus grand tort à tous les alliés. Il a entraîné, en effet, cette conséquence de les empêcher de discerner en temps utile les caractères spéciaux que l'extraordinaire étendue du plan pangermaniste devait nécessairement donner à la guerre.

I

L'énormité même du plan pangermaniste de 1911, que les faits acquis établissent maintenant de façon indiscutable, démontre que Berlin en faisant la guerre entendait résoudre d'un seul coup à son profit toutes les grandes questions politiques latentes dans le Vieux Monde.

Les prétentions de l'Allemagne à l'Est, — encerclées sur la carte ci-contre par un trait noir de grosseur moyenne, — font surgir la question de Pologne dans son immense étendue et

dans toute sa complexité. Les prétentions de l'Allemagne à l'ouest, — encerclées également



sur la carte par un trait noir de largeur moyenne, — mettent en cause l'indépendance

de la Hollande, de la Belgique, du Luxembourg, de la France menacée de perdre des territoires vitaux. En outre, à l'Ouest, l'agression allemande a posé la question d'Alsace-Lorraine du point de vue français. D'autre part, comme l'Allemagne prétend établir son hégémonie absolue de Hambourg au golfe Persique afin qu'ensuite sa politique tentaculaire puisse s'étendre à l'Extrême-Orient et au monde entier par les procédés qui seront exposés au chapitre V, la guerre en cours pose encore devant les puissances toute la question d'Orient (Balkans et Turquie), — encerclées par un même trait noir sur la carte, — et toute la question d'Autriche. (Employée dans ce sens, l'expression Autriche désigne toute la Monarchie des Habsbourg, c'est-à-dire le territoire encerclé par un très gros trait noir sur la carte.) En somme, c'est la totalité des grandes questions extérieures qui sont posées d'un seul coup devant le monde du fait de l'agression du gouvernement de Berlin.

Les Allemands ayant étudié à fond depuis très longtemps tous ces problèmes ont prévu pour chacun d'eux une solution conforme à leurs intérêts les plus cyniques. Il en résulte que tous ces problèmes politiques qui se posent en même temps s'enchevêtrent réciproquement et que les Alliés ne seront vraiment vainqueurs que

lorsqu'eux-mêmes auront su imposer à l'Allemagne au sujet de ces grands problèmes des solutions qui, par la force des choses, ne peuvent être qu'entièrement contraires à celles prévues par Berlin. Il est impossible qu'il en soit autrement. La question d'Orient qui se pose maintenant devant l'Europe n'est plus la vieille question d'Orient classique, mais une question d'Orient prussianisée, pénétrée sous tous ses aspects par les ambitions des Hohenzollern présentes et futures. De même, la question d'Autriche actuelle n'est plus la question d'Autriche de jadis qui consistait alors dans la vieille lutte des Habsbourg contre leurs nationalités. Ce que les Alliés ont maintenant à considérer en Europe centrale, c'est la question d'Autriche prussianisée par deux faits essentiels : l'influence dissimulée mais exclusive que Berlin a exercée d'une façon croissante sur Vienne, depuis surtout une quinzaine d'années, et la mainmise que les Hohenzollern ont pu réaliser, à la faveur de la guerre, sur tout l'empire des Habsbourg renfermant 28 millions de populations slaves et latines réduites sous le joug et qui n'attendent plus leur salut que de l'écrasement du militarisme prussien.

II

Le plan pangermaniste enfin donne à la lutte qu'il a déchaînée un caractère d'horreur sanglante extraordinaire et sans aucun précédent dans l'histoire.

En somme, Guillaume II, après avoir, par la propagande pangermaniste, développé chez son peuple d'âpres désirs de conquête et de butin, a déclaré la guerre avec l'idée fixe qu'elle devait aboutir à l'établissement en Europe et en Turquie de l'hégémonie de 77 millions d'Allemands sur 127 millions de non-Allemands. La camarilla prussophile de Vienne, violente mais en fait peu nombreuse, un groupe d'aristocrates magyars inféodés au néfaste comte Tisza, une douzaine de pseudo jeunes-Turcs vendus à Berlin ont été les complices du Kaiser. Ce sont ainsi, en définitive, quelques hommes seulement qui ont entraîné dans la guerre les 50 millions d'Austro-Hongrois et les 20 millions d'Ottomans, donc 70 millions de belligérants qui, dans leur immense majorité, ne voulaient certainement pas de conflit sanglant. Il s'ensuit que celui-ci résulte, d'une façon manifeste, de la trahison des peuples par leurs rois ou leurs gouvernants turco-magyars.

L'origine comme le but de cette guerre en font donc l'entreprise la plus férocement réactionnaire qui se puisse imaginer. Elle l'est au point que ceux qui, en France, sont qualifiés de réactionnaires, et qui comparés aux *Junkers* prussiens sont de grands libéraux, se trouvent étroitement d'accord avec les socialistes les plus ardents pour vouloir la ruine totale d'une entreprise qui, si elle réussissait, ferait moralement rétrograder le monde moderne jusqu'au moyen âge sous la forme la plus odieuse. Mais ce serait cette fois le moyen âge rendu immuable par l'effet des forces de la science la plus récente qui serviraient à le fixer dans le temps. Le courant électrique mortel qui circule dans les fils métalliques qui actuellement forment une barrière infranchissable entre la Belgique et la Hollande constitue un symbole parfait de ce que serait pour les non-Allemands le bagne pangermaniste.

D'autre part, le fait qu'ils poursuivent un plan d'esclavage gigantesque et sans précédent a conduit logiquement les Allemands d'abord à violer cyniquement toutes les lois de la guerre entre belligérants et ensuite à commettre systématiquement d'abominables forfaits de droit commun, soit aux dépens des neutres qu'ils veulent terroriser comme les usiniers des États-

Unis, soit aux dépens des malheureuses populations civiles des régions « cambriolées » dont les souffrances sont indicibles. Les faits résultant du terrorisme pangermaniste sont tellement nombreux et si prodigieusement atroces que les historiens auront une difficulté énorme à peindre le tableau dantesque de tous ces crimes dans leur colossale horreur. Les Allemands mènent incontestablement la guerre dans des conditions qui les assimilent à de vulgaires cambrioleurs-assassins, donc à des criminels de droit commun. *Ils se sont ainsi placés au ban de l'humanité et ceux qui hors d'Allemagne les aident sciemment dans leur tâche d'asservissement de l'Europe sont purement et simplement des complices et devraient être traités comme tels.*

III

Le 19 janvier 1916, au Reichstag, le député Martin assurait : « Le peuple allemand serait mécontent si l'Allemagne restituait les territoires qu'elle occupe actuellement. (V. *Le Temps*, 21 janvier 1916.) Cette phrase résume l'opinion dominante outre-Rhin.

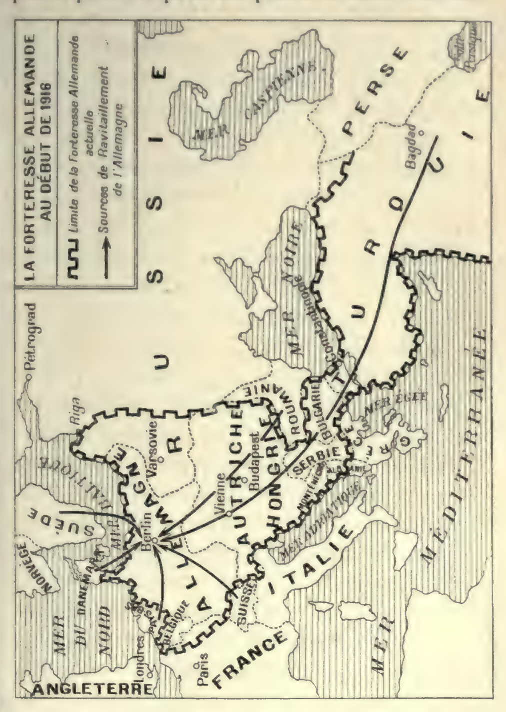
Pour tâcher de conserver la plupart des territoires qu'ils occupaient au début de 1916 les

Allemands ont combiné les moyens militaires et les manœuvres politiques.

Les Allemands se sont retranchés formidablement sur tous les fronts susceptibles d'être attaqués par les Alliés. En accumulant partout ouvrages défensifs, mitrailleuses, artillerie lourde, les Allemands espèrent pouvoir compenser l'usure de leurs effectifs et continuer à résister aux assauts des Alliés jusqu'à ce que ceux-ci soient lassés de l'effroyable lutte. L'expérience de la guerre ayant établi l'extrême difficulté qu'il y a à percer une série de lignes puissamment fortifiées paraît servir de base au calcul principal de l'état-major allemand qui semble être le suivant.

« Nous avons réalisé les 9/10e de nos acquisitions prévues. Calais, Verdun, Belfort, Riga et Salonique seuls nous manquent. Nous tâcherons d'emporter ces places si les conjonctures s'y prêtent, sinon, afin de ne pas courir des risques excessifs, nous resterons partout, en Europe, sur une défensive mordante, tout en paraissant toujours vouloir attaquer afin de dérouter nos adversaires. Si les Franco-Anglais s'obstinent à vouloir concentrer leurs efforts surtout contre nos lignes du front occidental, comme celles-ci sont multiples et très puissantes, ils éprouveront des pertes telles que même s'ils arrivent à nous

faire reculer, ils seront finalement épuisés au point qu'ils ne pourront passer le Rhin. Par con-



séquent, ils resteront impuissants à dicter la paix à l'Allemagne. »

Assurément, les Alliés enseignés par les faits peuvent déjouer ce calcul probable des Allemands par des offensives simultanées bien exécutées sur toute la périphérie accessible de la forteresse allemande et c'est ce qu'ils paraissent de plus en plus se préparer à faire.

La ligne crénelée, sur la carte ci-contre, montre la curieuse forme géographique des énormes territoires qui constituent cette forteresse. Au point de vue alimentaire, celle-ci est ravitaillée d'abord par les ressources des pays non-Allemands occupés qu'on épuise à fond et ensuite par les importations venant par la voie des neutres qui, volontairement ou non, ont répondu plus ou moins aux sollicitations de l'Allemagne : la Hollande, le Danemark, la Suède, la Roumanie, la Suisse.

D'autre part, grâce au couloir balkanique, la forteresse allemande au début de 1916 était largement ouverte sur la Perse, le Caucase, l'Asie centrale russe, l'Afghanistan, les Indes et l'Égypte. C'est dans ces diverses directions qu'après avoir armé tous les Musulmans appréhensibles et capables de porter un fusil, l'état-major allemand comptait atteindre militairement la Grande-Bretagne et la Russie. Les succès russes dans l'est de la Turquie ont entravé depuis ces projets.

D'autre part, comme les Allemands n'ont rien à gagner à la prolongation de la guerre, ils vont continuer à tenter par toutes les manœuvres politiques possibles de briser la coalition. Il est clair que la défection d'un des principaux alliés placerait nécessairement tous les autres dans des conditions infiniment plus difficiles pour continuer la lutte. Si l'on suppose cette défection, les Allemands pourraient, en effet, espérer traiter de la paix sur la base de leurs occupations actuelles. Les Allemands vont donc reprendre et accentuer leurs tentatives de paix séparée avec l'un quelconque de leurs adversaires. Quand leur situation deviendra très difficile, les Allemands, pour briser à tout prix la coalition, feront à l'un des Alliés des propositions de paix séparée donnant à celui-ci à peu près complète satisfaction, dans l'espoir que, poussé peut-être par une partie de son opinion publique lassée de la guerre, cet allié déposera les armes.

L'Etat allié qui, contrairement aux engagements pris, traiterait à part avec Berlin serait bien vite puni de son infamie. En permettant à l'Allemagne de conclure la paix à peu près sur la base de ses occupations actuelles, il se trouverait ensuite en face d'un empire germanique formidable dont il deviendrait fatalement l'une des futures et premières victimes.

Les Allemands tâcheront peut-être encore de faire aux Alliés « le coup de l'armistice ». Il y aurait là une spéculation astucieuse fondée encore sur la lassitude des combattants. Il existe, en effet, une hypothèse où un simple armistice finirait, comme suite d'une manœuvre qu'il faut dévoiler, par permettre à l'Allemagne de conserver finalement la plupart de ses acquisitions territoriales actuelles. On doit certainement faire à Berlin le calcul suivant qui psychologiquement n'est pas dénué de valeur. — « Si un armistice était signé, les soldats alliés se diraient : « On cause, donc c'est la paix et « bientôt la démobilisation ». Dans ces conditions, *la détente morale de nos adversaires aurait lieu.* » Les Allemands n'en demanderaient pas davantage. Ils engageraient des négociations de paix avec l'idée astucieuse que voici. Pour en comprendre la manœuvre, il faut se rappeler les propositions de paix que l'agent officieux Dr Alfred Hermann Fried de Vienne fut chargé de lancer comme ballon d'essai, le 27 décembre 1915, dans un article retentissant de la *Nouvelle Gazette de Zurich*. Ces propositions étaient mélangées de sous-entendus qui permettaient bien de commencer à discuter mais aussi de rompre la conversation au moment voulu. Exemple : la Belgique conserverait son indépen-

dance, mais « *à la condition que des traités, peut-être aussi des gages, rendent impossible la répétition des événements de* 1914 ». Les départements français occupés seraient sans autre rendus à la France, mais « *quelques petites rectifications de frontières seraient peut-être souhaitées dans l'intérêt des deux parties* ». (V. *Le Journal de Genève*, 29 décembre 1915.) Si, par hypothèse, les Alliés faisaient la faute énorme de discuter de la paix sur des bases aussi cauteleuses, l'Allemagne toujours retranchée derrière ses fronts rendus à peu près infranchissables finirait par dire aux Alliés : « Je ne suis pas d'accord avec vous. Après tout, vous ne pouvez pas prétendre que j'évacue des territoires dont vous êtes impuissants à me chasser. Si vous n'êtes pas contents continuez la guerre ». Comme pendant les négociations tout le nécessaire aurait été fait par les agents allemands pour accentuer la détente morale chez les soldats du pays allié le plus fatigué de la lutte, l'énorme machine militaire de l'Entente ne pourrait plus être remise en mouvement dans son ensemble. Il en résulterait la rupture, en fait, de la coalition antigermanique et finalement la conclusion de la paix à peu près sur la base des occupations actuelles. Le but de Berlin serait ainsi atteint.

Enfin, quand « le coup de l'armistice » aura, lui

aussi, échoué et que la situation de l'Allemagne se sera encore aggravée, on assistera à l'ultime manœuvre berlinoise. *Les pétitions contre les annexions territoriales se multiplieront outre-Rhin ; elles seront sous-main favorisées par le gouvernement de Berlin qui finira par dire aux Alliés* : « Finissons de nous entre-tuer. Je suis tout à fait raisonnable, j'abandonne mes prétentions sur vos territoires occupés par mes armées. Traitons de la paix sur la base de « la partie nulle ». »

Le jour où cette proposition sera faite, les Alliés se trouveront en face de la plus astucieuse des manœuvres berlinoises, du piège allemand le plus redoutable. C'est à ce moment que la ténacité, la clairvoyance et la solidarité des Alliés devront se manifester avec un particulier éclat. Pour en établir l'extrême nécessité, dans cette hypothèse, il faut déjouer par avance la manœuvre allemande en montrant nettement au cours du chapitre suivant que « *le coup de la partie apparemment nulle* », s'il réussissait, dissimulerait, en réalité, un formidable succès pour l'Allemagne et une catastrophe irrémédiable pour les Alliés et pour la liberté du monde.

CHAPITRE V

LE COUP DE LA « PARTIE NULLE » ET LE HAMBOURG-GOLFE PERSIQUE

I. Quel serait en réalité l'aboutissement du coup dit de « la partie nulle ».
II. Conséquences financières pour les alliés de la partie soi-disant nulle.
III. Les Alliés et le Hambourg-Golfe Persique.
IV. Conséquences panislamiques et asiatiques de la réalisation du Hambourg-Golfe Persique.
V. Conséquences mondiales de la réalisation du Hambourg-Golfe Persique.

Si les Alliés veulent vraiment, comme leurs gouvernements l'ont maintes fois proclamé, en finir avec le péril du militarisme prussien, il leur faut voir résolument les choses comme elles sont, même quand elles sont peu agréables pour leur amour-propre. Ils doivent donc se pénétrer de cette idée que la réalisation du plan pangermaniste a été basée pour une bonne part sur l'ignorance que Berlin savait exister avant la guerre dans les pays aujourd'hui alliés sur l'aspect entièrement nouveau donné par le travail

pangermaniste et le mouvement des nationalités, dans les dernières années, à tous les problèmes politiques des Balkans et de l'Autriche-Hongrie. On ne saurait en douter, cette ignorance des Alliés avait été aussi minutieusement étudiée et évaluée que leurs lacunes militaires et la conviction qu'ils ne comprenaient pas « ce qu'il faudrait faire » a certainement contribué à décider Berlin à déchaîner la guerre.

Or, le coup de « la partie nulle », suprême ressource du gouvernement de Berlin, est une nouvelle spéculation faite par lui sur l'ignorance des Alliés en matière de réalités extérieures.

I

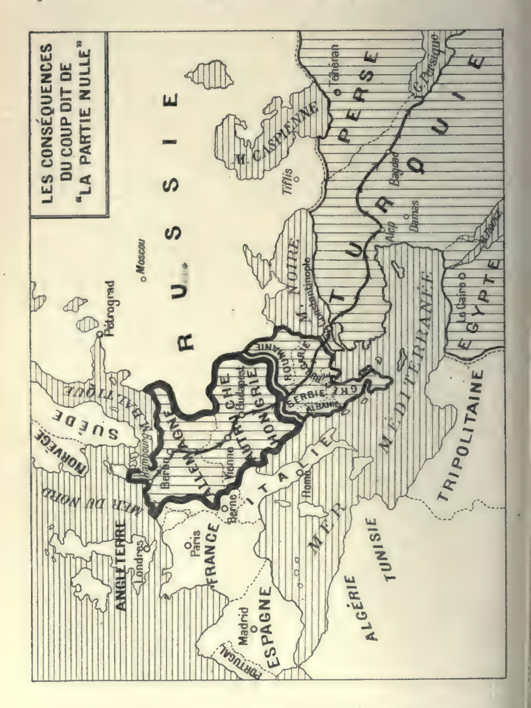
Le coup de « la partie nulle » sera basé sur le raisonnement suivant qu'on fait certainement à Berlin. « Les diplomates alliés n'ont saisi ni notre plan ni notre organisation pangermaniste bien qu'elle ait exigé vingt années de préparation. Les diplomates alliés n'ont compris ni le véritable état des Balkans au lendemain du traité de Bucarest, qui leur était cependant si favorable, ni l'importance des forces balkaniques sur l'issue de la guerre. Or, les diplomates alliés et l'opinion publique de leurs pays sont encore

bien moins informés des réalités de l'Autriche-Hongrie qu'ils ne l'étaient de celles des Balkans. En France et surtout en Angleterre, une notable partie de l'opinion publique continue à penser que l'Autriche-Hongrie est un pays en majorité allemand dont la réunion plus ou moins formelle à l'Empire est naturelle et quasi inévitable. Donc, si nous sommes contraints de céder à l'Est et à l'Ouest, avec un peu d'habileté, nous avons encore des chances de réaliser, sans que les Alliés en comprennent le danger futur pour eux, la troisième partie de notre plan pangermaniste, c'est-à-dire sa partie principale, celle visant le Sud et le Sud-Est, symbolisée par la formule : Hambourg-Golfe Persique. »

En effet, le coup de « la partie nulle » ne tend rien moins qu'à ce résultat. Il faut bien avouer que le raisonnement allemand qui vient d'être résumé ne manque pas de fondements car jusqu'à présent des journaux alliés ont publié sur l'Autriche-Hongrie des articles décelant une méconnaissance complète des réalités et ont ainsi favorisé à leur insu la thèse pangermaniste relative à l'empire des Habsbourg.

Dans la presse alliée également, l'expression « partie nulle » est employée couramment pour désigner le cas où l'Allemagne serait considérée comme vaincue du fait de l'évacuation par elle

des territoires occupés à l'Est et à l'Ouest, sans qu'on ait encore signalé avec la précision indis-



pensable que cette partie soi-disant nulle ne serait pas nulle du tout puisqu'elle permettrait à

l'Allemagne de réaliser d'énormes acquisitions qui la rendraient beaucoup plus puissante encore qu'avant la guerre.

Il faudrait cependant que les Alliés ne soient pas dupes une fois de plus d'une nouvelle manœuvre allemande dont la réussite entraînerait pour eux des suites infiniment plus graves encore que celles de toutes les erreurs déjà commises par les Alliés. Pour écarter ce danger, il suffit d'ailleurs de le voir en face en comprenant bien quelles seraient les conséquences certaines d'une paix traitée sur la base dite de « la partie nulle ».

L'expression « partie nulle » signifie évidemment que chaque pays garderait ses frontières d'avant la guerre et la charge des dépenses qu'il a faites pour soutenir la lutte, mais afin de démontrer d'une façon surabondante et aussi péremptoire que possible ce qui se cacherait devant cette apparente et relative capitulation allemande, nous raisonnerons sur une hypothèse qui serait encore infiniment plus avantageuse pour les Alliés d'Occident que la partie dite nulle.

Nous supposerons (voir la carte ci-contre) qu'à la suite d'offensives victorieuses des Alliés, l'Allemagne se déclarera finalement disposée, non pas seulement à évacuer totalement la Pologne, les départements français, la Belgique, le Luxem-

bourg, *mais encore à restituer à la France l'Alsace-Lorraine et même à céder à titre d'indemnité tout le reste de la rive gauche du Rhin, sous la seule condition tacite de garder son influence prépondérante directe ou indirecte sur l'Autriche-Hongrie, les Balkans et la Turquie.*

Il y a assurément dans les pays alliés d'Occident beaucoup de braves gens qui, actuellement, ne percevant pas plus les effets d'une pareille paix qu'ils ne comprenaient il y a un an l'influence énorme qu'exerceraient les Balkans sur l'évolution de la guerre et qui, lassés par la longueur de la lutte, diraient tout d'abord : « Après tout, ce seraient là des conditions fort acceptables : l'Alsace-Lorraine, la rive gauche du Rhin, faisons la paix ».

Il suffit d'entrer dans le fond des choses pour constater que si les Alliés traitaient avec l'Allemagne sur de pareilles bases, la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France ne pourrait être que tout à fait momentanée, car grâce à une pareille paix l'Allemagne acquerrait tous les éléments de puissance qui lui permettraient, après un très court répit, de reprendre l'Alsace-Lorraine, de venir finalement à bout de tous les Alliés et d'accomplir le plan pangermaniste intégral, non pas seulement européen mais asiatique et même mondial.

*
* *

L'abandon de la rive gauche du Rhin selon notre hypothèse ferait perdre à l'Allemagne :

Provinces.	Kilomètres carrés.	Population.
Prusse Rhénane.	27.000	7.000.000
Bavière Rhénane	5.928	1.000.000
Alsace-Lorraine.	14 522	2.000 000
Soit	47.450	10.000.000

L'Empire allemand actuel serait donc ramené à 493.408 kilomètres carrés et à 58 millions d'habitants. Mais cette perte à l'Ouest serait formidablement compensée par le rattachement étroit qui, pour être déguisé, n'en serait pas moins réel, de l'Autriche-Hongrie à l'Empire allemand. De ce chef, l'influence de Berlin s'exercerait d'une façon directe et absolue sur :

	Kilomètres carrés.	Population.
Empire allemand amputé à l'Ouest	493.408	58.000.000
Autriche-Hongrie	676.616	50.000.000
Soit.	1.170.024	108.000.000

Il est clair que le bloc d'États ainsi solidement constitué en Europe centrale sous la direction de Berlin exercerait, par l'effet de son simple con-

tact, une action absolument prépondérante sur :

	Kilomètres carrés.	Population.
Les Balkans.	499.275	22.000.000
La Turquie	1.792.900	20.000.000
Soit.	2.292.175	42.000.000

Donc, l'influence prépondérante directe ou indirecte de Berlin s'exercerait sur 3.462.199 kilomètres carrés et sur 150 millions d'habitants. On constate donc bien que, finalement, le coup dit de « la partie nulle » aboutirait, en réalité, à un énorme accroissement de l'Empire allemand et à la réalisation de la partie principale du plan pangermaniste résumée par la formule : Hambourg-Golfe Persique (v. p. 109).

Quelle serait alors la situation générale de la Grande-Allemagne ainsi constituée?

« Ayant coupé en deux l'Europe, maîtresse de l'Adriatique comme de la mer du Nord, sûre de ses flottes et de ses armées, la Grande-Allemagne pèserait lourdement sur le monde. Trieste, le Hambourg du Sud, l'alimenterait dans la paix, la ravitaillerait dans la guerre. Douée d'un outillage d'une puissance incomparable, son industrie inonderait de ses produits les pays qu'elle s'ingénie avec tant d'art à accaparer : la Hollande et la Belgique déjà pénétrées ; la Hongrie, cliente ; la Roumanie, satellite ; la

Bulgarie, barrière brisée ; la Bosnie et l'Herzégovine, portes de l'Orient. Au delà du Bosphore, elle atteindrait l'Asie Mineure, réservoir immense de richesses. Projetée depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique, sans solution de continuité, l'immense voie ferrée allemande souderait Berlin à l'Extrême-Orient.

« Alors le rêve gigantesque de l'empereur Guillaume II serait accompli. Par la force et par la richesse commerciale, l'Allemagne dominerait l'univers. Pour caractériser l'état de choses qui existerait alors, il suffirait de modifier légèrement ce que Metternich écrivait de la France napoléonienne et de dire : « Le système allemand, qui « triomphe aujourd'hui, est dirigé contre tous les « grands corps d'État, contre toute puissance « capable de maintenir son indépendance ».

Ce sont là, exactement, les lignes que j'ai publiées, il y a déjà *quinze ans*, dans mon livre *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du XXe siècle,* p. 353 (Plon et Nourrit, éditeurs, Paris), après qu'une étude minutieuse du plan pangermaniste de 1895 m'avait convaincu que toute la politique future de Berlin tendrait à la réalisation de la formule Hambourg-Golfe Persique. Ces lignes contiennent maintenant quelques nuances qui ne sont pas au point, mais malheureusement les faits acquis font qu'elles

correspondent cependant encore exactement dans leur ensemble aux réalités. « Le coup de la partie nulle » que gardent en réserve les Allemands, espérant profiter encore de l'ignorance ou de la lassitude d'une partie des Alliés aurait, en effet, pour objet incontestable de réaliser cet énorme programme. L'immense danger qui en résulterait pour les Alliés apparaîtra bien mieux encore lorsque, — en supposant qu'ils tombent dans le piège qui leur est préparé, — on aura constaté avec précision quelles seraient pour eux les conséquences de la réalisation du Hambourg-Golfe Persique.

II

Le coup de « la partie nulle » qui permettrait, — par hypothèse, — aux Allemands de réaliser, à la faveur du rattachement étroit de l'Autriche-Hongrie à l'empire allemand leur plan Hambourg-Golfe Persique comporterait des conséquences financières générales. Il faut les dégager afin de bien comprendre toute l'astuce qui se cache derrière l'éventuelle manœuvre allemande dite de « la partie nulle ».

Les Allemands n'ayant pas réussi à écraser les Alliés considèrent que leurs frais de guerre pourraient bien rester à leur charge. La *Post*,

de Berlin, a déjà calculé : « Si nous ne touchons pas une indemnité de guerre nous devons compter sur une augmentation des taxes annuelles d'au moins 4 milliards de marks. » (Soit : 5 milliards de francs pour 68 millions d'habitants.) (V. *Le Temps*, 1er février 1916.)

La déception est assurément forte pour les Allemands qui pensaient imposer rien qu'à la France une indemnité de 35 milliards, mais il faut cependant bien « réaliser » que le coup de « la partie nulle », que nous supposons réussi pour la commodité du raisonnement, placerait l'Allemagne, au point de vue financier, dans une situation infiniment plus avantageuse que les Alliés.

La conduite de la guerre a, en réalité, coûté aux Allemands beaucoup moins qu'à leurs adversaires. Il y a là un point de vue qu'il faut d'autant plus mettre en lumière qu'il contribue singulièrement à expliquer pourquoi la résistance économique de l'Allemagne est plus prolongée qu'on n'attendait généralement.

Depuis le début des hostilités, les troupes austro-allemandes vivent aux frais de vastes territoires ennemis ou alliés, comme la Turquie et la Bulgarie, dont elles épuisent lentement les ressources qui s'y trouvaient accumulées. En outre, dans les pays ennemis, notamment en

Belgique et en France, régions les plus riches de la terre, les Allemands ont fait un butin formidable. Rien qu'à la Belgique, ils ont imposé une contribution de guerre, en espèces, de 480 millions par an. De Belgique et de France, les Allemands tirent gratuitement des masses de charbon et de fer. Dans ces deux pays, ils ont fait main basse sur des matières premières, des machines, des meubles, des valeurs, etc., représentant certainement de nombreux milliards. Rien que dans les villes françaises du Nord, les Allemands ont volé pour 550 millions de laine. Partout, ils ont mis la main sur d'innombrables titres mobiliers dont ils ont même déjà tenté la réalisation aux États-Unis, sans grand succès il est vrai. Mais, si une victoire intégrale ne contraignait pas les Allemands à restituer ces titres à leurs propriétaires alliés, au moins une partie de ceux-ci, du seul fait de la rétention de leurs valeurs, subiraient une perte de capital énorme dont l'effet se répercuterait nécessairement sur la richesse générale des pays alliés. A cette perte, s'ajouterait vraisemblablement celle des nombreux milliards prêtés par des Français ou des Anglais à l'Autriche, aux pays des Balkans et à la Turquie, milliards représentés par des titres qui, actuellement, sont bien en pays alliés mais dont la valeur deviendrait singulièrement

aléatoire le jour où, l'Allemagne dominant depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique, il faudrait compter uniquement sur la bonne foi teutonne pour toucher les coupons des titres en question. La guerre a donc mis au pouvoir de l'Allemagne non seulement de vastes territoires qui lui ont permis de mener la lutte à beaucoup moins de frais que les Alliés mais encore les Allemands ont pu mettre la main sur des richesses énormes qui, représentant des dizaines de milliards dont un certain nombre réalisables en espèces, ont diminué d'autant les dépenses directement financières de guerre de l'Allemagne.

Les Alliés ne sont évidemment pas dans une situation correspondante.

Dans l'hypothèse d'une paix conclue avec Berlin sur la base de « la partie dite nulle », chaque allié devrait garder à sa charge, sans aucune atténuation, les dépenses immenses qu'il a dû faire pour soutenir la guerre que lui a imposée l'Allemagne. Il est aisé de se rendre compte que ces dépenses de guerre ont été et sont pour chacun des Alliés notablement plus élevées et plus variées que celles de l'Allemagne. Les Alliés ont eu à improviser un énorme matériel de guerre dans des conditions les plus onéreuses, alors que l'Allemagne avait pu, pendant la paix, c'est-à-dire dans des conditions

relativement économiques, créer tout l'essentiel de son outillage de combat.

Les Alliés ont à entretenir des millions de réfugiés des régions envahies, alors que les Allemands n'ont eu à supporter pareille charge que momentanément et pour une petite partie de la Prusse orientale. Après la guerre, la Belgique, la Russie, et la France surtout, auront à supporter pour quelques dizaines de milliards de charges supplémentaires pour réparation des dommages colossaux causés par les Allemands dans les territoires envahis aux particuliers, aux propriétés de l'État, aux chemins de fer ou aux routes, etc. Les Allemands n'auraient pas à faire de dépenses analogues, tout au moins, et à beaucoup près, dans les mêmes proportions. Dans leur conception de la partie nulle, les Allemands comptent certainement que ces différences financières suffiraient presque à assurer, après la paix, l'impuissance ultérieure des pays Alliés à l'égard de la Grande-Allemagne.

Quelle serait par exemple la situation de la France si elle ne devait pas toucher d'indemnité de guerre ? Le groupement de quelques chiffres connus et que chacun peut contrôler permet de se faire une opinion à ce sujet.

Si la lutte dure par exemple deux ans, on peut estimer à 50 milliards les dépenses directes

de la France pour la guerre et à environ 20 milliards ses dépenses indirectes c'est-à-dire celles qu'il faudra payer après la paix pour réparation des prodigieux dommages causés aux particuliers ou à l'état : réfections des routes, chemins de fer, etc., soit au total environ 70 milliards. La dette de la France qui était de 30 milliards avant la guerre se trouverait donc après la paix être d'environ 100 milliards.

D'autre part, le budget de la France en 1914 était en chiffres ronds de 5 milliards. Du seul chef du relèvement du prix de la vie, ce chiffre sera fatalement augmenté après la guerre, au moins de 10 p. 100, soit donc pour le budget d'après la paix une première augmentation de 500 millions. D'autre part, ce même budget aurait à supporter l'intérêt à 5 p. 100 des 70 milliards de dettes nouvelles contractées du fait de la guerre, soit une annuité de 3.500 millions. Enfin il est indubitable que les pensions à servir aux blessés, veuves des combattants, mettront à la charge du budget une annuité d'au moins un milliard, chiffre qui sera sans doute encore très insuffisant. *En définitive, le budget français de* 5 *milliards en* 1914 *devrait être relevé d'environ* 5 *milliards c'est-à-dire doublé*. (Il est d'ores et déjà certain que ce chiffre serait très inférieur à la nécessité.) Cependant cette énorme surcharge

ne laisserait aucune somme disponible pour réaliser des réformes sociales sérieuses et pour effectuer les améliorations considérables qui s'imposent pour mettre l'outillage économique national de la France à la hauteur d'une reprise intense des affaires.

On se souvient en France combien il était difficile avant la guerre de trouver par les impôts 500 millions seulement de ressources nouvelles. Comment trouverait-on annuellement un supplément de 5 milliards d'impôts dans un pays cruellement décimé par la lutte et dont la vie économique demandera une réorganisation complète? Il est clair que les impôts les plus écrasants pour tous ne permettraient pas de parfaire régulièrement une pareille somme.

Cette situation générale ne pourrait manquer par ses réactions de créer à l'État et à chaque Français individuellement des difficultés financières considérables. Il en serait de même pour toutes les entreprises économiques. Des milliers d'entre elles, actuellement mises en actions et en obligations possédées par le public, ou péricliteraient complètement, ou verraient leurs titres tomber à un cours extrêmement bas. La propriété foncière surchargée de taxes, et supportant tout spécialement les conséquences de la raréfaction de la main-d'œuvre, perdrait une

notable partie de sa valeur. De cette situation résulterait un relèvement général considérable du prix de la vie qui rendrait plus pénible encore le sort de chaque Français.

Or, cette situation financière serait analogue pour les Russes, pour les Anglais dont, de tous les belligérants, les dépenses de guerre sont les plus élevées.

Ce sont sur ces répercussions financières que comptent les Allemands pour réduire les Alliés à l'impuissance ultérieure quand ils tenteront de leur faire le coup de « la partie nulle ». La victoire intégrale que tous les Alliés veulent est donc pour eux le seul procédé d'échapper à ce danger en permettant d'imposer à l'Allemagne le paiement de l'indemnité de guerre qu'elle doit incontestablement comme responsable de la lutte. Les annuités payées à chacun des Alliés serviront de base à des emprunts qui permettront de trouver des solutions raisonnables aux graves difficultés financières qui, sans conteste, attendent tous les belligérants après la guerre.

III

La menace de réalisation du Hambourg-Golfe Persique crée entre tous les Alliés un

intérêt territorial européen *commun*, bien supérieur à tous leurs intérêts particuliers et qui doit les rendre jusqu'à la fin étroitement solidaires.

En effet, sans même parler de l'intérêt d'humanité qu'il y a à ce que, — conformément au principe des nationalités, — les nombreux peuples non-Allemands qui vivent entre la Bohême et le Golfe Persique ne soient pas définitivement asservis par le germanisme, *la France, l'Angleterre, la Russie, l'Italie ont un intérêt identique et absolument vital à ce que le Hambourg-Golfe Persique ne se réalise jamais.* Cette réalisation menace également tous les États neutres car elle garantirait, comme on va voir, à l'Allemagne, sa domination sur le Monde.

*
* *

Au point de vue économique général, la réalisation, — par hypothèse, — du Hambourg-Golfe Persique, placerait l'Allemagne à tous égards dans une situation infiniment supérieure à celle des Alliés. Sa mainmise directe ou indirecte sur l'Autriche-Hongrie, les Balkans et l'Empire ottoman assurerait à l'Allemagne une puissance économique extraordinaire contre laquelle toutes les combinaisons douanières éventuelles des Alliés seraient impuissantes.

La ténacité au travail, l'esprit d'entreprise et d'organisation des Allemands ne sont plus à démontrer. Il ne faut donc pas douter un seul instant qu'ils tireraient, à leur énorme avantage, tous les profits possibles de l'Autriche-Hongrie dont de vastes régions peuvent encore être mises en valeur. Il en serait de même des terres balkaniques, dont beaucoup sont encore totalement inexploitées et qui contiennent des richesses latentes agricoles et minières considérables. Ce serait encore le cas de la Turquie d'Asie. L'orientaliste allemand Dr Spenger constatait déjà en 1886 : « L'Asie Mineure est le seul territoire du monde qui n'ait pas encore été accaparé par une grande puissance. C'est cependant le plus beau champ de colonisation. *Si l'Allemagne ne manque pas l'occasion et s'en saisit avant que les Cosaques étendent la main de ce côté, elle aura, dans le partage du monde, acquis la meilleure part* ».

S'imaginer que les Turcs entraveraient sérieusement l'exploitation économique de leur pays par les Allemands est une illusion. Si ceux-ci étaient maîtres de l'Europe centrale et des Balkans, ils seraient en condition d'écarter tous les obstacles. Les pangermanistes prussiens en sont assurés grâce à leurs hommes-liges de Constantinople. La façon dont le prince héritier de

Turquie, Youssouf-Izzeddin a été « suicidé » à la fin de janvier 1916, parce qu'anti-allemand, le prouve assez. Les Allemands sauraient parfaitement continuer à faire aux quelques douzaines de Jeunes-Turcs de la clique Enver Pacha les avantages personnels les plus étendus et toutes les concessions d'apparences qui permettraient à Berlin d'exploiter à fond l'empire ottoman. Qu'on ne s'y trompe pas, la réalisation du Hambourg-Golfe Persique mettrait dans les mains de Berlin tous les éléments d'une puissance économique formidable et sans précédent dans l'histoire. *Elle assurerait, en effet, à l'Allemagne le monopole exclusif de l'action économique sur près de* 3 *millions de kilomètres carrés de terres européennes et asiatiques* (*Autriche-Hongrie, Balkans, Turquie*) *et comporterait, en outre, la mainmise en de nombreux points stratégiques de toute première importance.* (*Côte de l'Adriatique, de la mer Égée, Dardanelles,* etc.)

Or, la permanence de ces avantages énormes serait assurée, à la Grande-Allemagne, par l'extension du militarisme prussien. *Car il faut bien comprendre, ceci est essentiel, que le militarisme prussien dont l'anéantissement constitue pour les Alliés le véritable but légitime et nécessaire de la guerre, — but infiniment supérieur à n'importe quelle acquisition territoriale, — serait*

rendu par la réalisation du Hambourg-Golfe Persique considérablement plus puissant qu'il ne l'était en 1914.

Il est aisé de s'en rendre compte. Le rattachement étroit de l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne, en plaçant sous l'autorité immédiate de l'état-major de Berlin une population de 108 millions d'habitants lui permettrait de mobiliser au bas mot 10 millions de soldats. Or, en raison de la situation géographique centrale des deux empires et du réseau de chemins de fer austro-allemands qui serait poussé au plus haut degré de perfection technique, cette immense armée pourrait, plus aisément encore qu'actuellement, être concentrée très vite sur n'importe quel point de la périphérie de la confédération germanique. Mais ce n'est pas tout. L'action prédominante de Berlin sur les Balkans et la Turquie au moyen des alliances politiques imposées aux États satellites du Sud-Est donnerait encore à l'état-major berlinois l'influence militaire sur 42 millions d'habitants soit sur à peu près 4 millions de soldats.

C'est donc au total 15 *millions de soldats environ, — en supposant la mobilisation portant sur seulement* 10 *p.* 100 *de la population, — que la réalisation du Hambourg-Golfe Persique placerait sous l'influence directe ou indirecte des*

Hohenzollern. Ce chiffre serait de 21 millions de soldats, si la mobilisation portait sur 14 p. 100 de la population, chiffre qui a été atteint par la Serbie et qui semble être celui réalisé actuellement par l'Austro-Allemagne.

Or, la guerre en cours prouve, sans conteste, que la direction unique donnée à de grandes masses militaires, quand cette direction unique est l'objet de préparations aussi minutieuses que celle de l'état-major de Berlin, constitue une puissance infiniment plus grande que celle de masses bien plus nombreuses, mais dont la direction n'est pas suffisamment coordonnée.

La réalisation du Hambourg-Golfe Persique placerait donc l'Allemagne dans une situation militaire considérablement plus puissante que celle de tous les pays alliés réunis.

En tout cas, ceux-ci qui combattent pour la fin des grands armements se verraient à nouveau lancés dans la voie d'un militarisme à outrance car ils ne pourraient lutter contre la Grande-Allemagne qu'au prix d'armements formidables qui absorberaient toutes leurs ressources et toutes leurs préoccupations. Or, seraient-ils à même de procéder à de pareils armements avec la situation financière infiniment difficile qui serait la leur dans l'hypothèse envisagée? (Voir p. 144.) En auraient-ils d'ail-

leurs la volonté, après l'effroyable déconvenue morale de leurs peuples qui constateraient *trop tard* l'immense erreur commise par leurs dirigeants en traitant de la paix sur la base de la partie nulle en apparence, mais qui aurait permis à Berlin de réaliser le Hambourg-Golfe Persique?

D'ailleurs, les Alliés voudraient-ils tenter à nouveau d'abattre l'atroce militarisme prussien devenu encore plus oppresseur qu'avant la guerre que la Grande-Allemagne ne leur laisserait certainement pas le temps de se préparer.

Dès la paix conclue sur la base de notre hypothèse, on peut tenir pour assuré que Berlin organiserait au plus vite économiquement et militairement l'immense territoire sur lequel son hégémonie se serait étendue. Si la Russie, la France, l'Angleterre et l'Italie se disposaient à reprendre la lutte, étant donné leurs situations financières et morales supposées, elles seraient certainement réduites à l'impuissance bien avant qu'elles aient pu se mettre en état de tenir tête au nouveau colosse germanique.

* * *

Enfin, il faudrait tout ignorer de la ténacité et

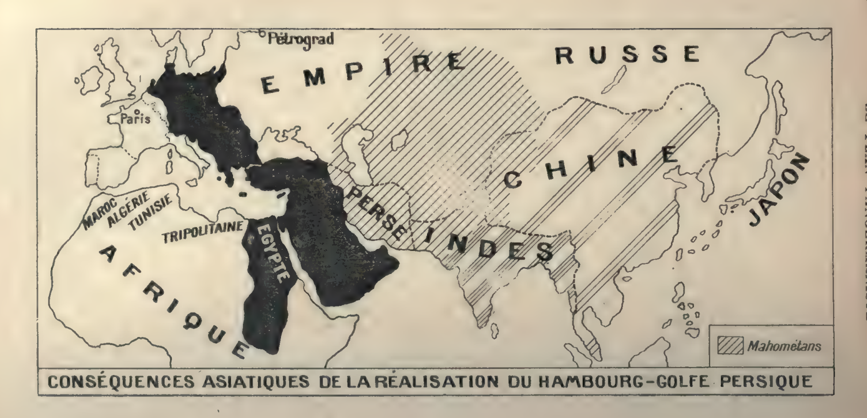
de l'ambition des Hohenzollern pour s'imaginer que la Grande-Allemagne maîtresse du Hambourg-Golfe Persique renoncerait sincèrement à dominer sur la mer du Nord et sur la Manche. Par conséquent, l'évacuation de la Belgique et la rétrocession de l'Alsace-Lorraine que, dans notre hypothèse, l'Allemagne aurait faite à la France ne sauraient être que momentanées. Cette capitulation apparente de Berlin ne serait donc qu'un astucieux artifice pour permettre à l'Allemagne, commençant à être aux abois, de se reprendre afin d'entamer une nouvelle lutte. Elle s'y prépare d'ailleurs déjà d'accord avec ses alliés actuels. *La Nation Tchèque* du 15 mars 1916, l'excellente revue que dirige M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, a dévoilé le fait suivant. Le 29 février 1916, *la Chambre de commerce de Budapest réunie en séance plénière a étudié les mesures à prendre en vue de la future guerre qui doit compléter les résultats insuffisants d'une paix qu'on envisage comme devant être « imparfaite ». Dans cette délibération, il a été déclaré qu'en vue d'une conflagration nouvelle les États qui sont alliés à l'Allemagne dans la guerre actuelle doivent former une communauté économique.* Ainsi déjà, les Hohenzollern suscitent même chez leurs alliés l'organisation de la future conflagration

qu'ils déchaîneront si les Alliés ne détruisent pas le militarisme prussien. Guillaume II et ses Pangermanistes veulent à tout prix réaliser le Hambourg-Golfe Persique, parce qu'ils savent très bien que cette réalisation, comme on va le constater plus loin, suffirait à leur donner tous les moyens d'accomplir ensuite intégralement leur programme de domination universelle.

IV

Le plan pangermaniste de 1911 prévoit l'exploitation des conséquences du Hambourg-Golfe Persique jusqu'aux plus lointaines régions de l'Extrême-Orient. Les faits acquis et les programmes pangermanistes connus permettent de concevoir quels concours l'Allemagne aurait voulu trouver en Asie pendant la guerre et quel parti elle tirerait ensuite pendant la paix du Hambourg-Golfe Persique si elle parvenait à le réaliser définitivement.

Guillaume II a tenté d'abattre la carte panislamique qui constitue l'un des principaux atouts du jeu pangermaniste. Il s'agit, en somme, de déchaîner un mouvement panislamique *politique et militaire* qui aiderait l'Allemagne à réduire à merci les puissances de l'Entente



CONSÉQUENCES ASIATIQUES DE LA RÉALISATION DU HAMBOURG-GOLFE PERSIQUE

puisque celles-ci comptent dans leurs possessions de très nombreux sujets musulmans : la France, notamment en Tunisie, en Algérie et au Maroc, l'Italie en Lybie, la Russie en Crimée, au Caucase, dans la région de Kazan, en Asie centrale et en Sibérie; l'Angleterre en Egypte, aux Indes, en Birmanie, dans les Détroits asiatiques et dans la plupart de ses autres colonies africaines.

Comme le panislamisme est basé, en apparence, sur une restauration et une extension considérables de l'influence et des pouvoirs du Sultan de Constantinople, Commandeur des Croyants, il ne pouvait que flatter profondément le néo-nationalisme des Turcs qui s'est surtout dégagé après l'insuccès des Alliés aux Dardanelles. Il en est résulté que le Kaiser, grâce au panislamisme, a pu faire marcher à fond dans le sens de ses intérêts les Musulmans, sujets du Sultan, auxquels une habile propagande a fait miroiter la reconstitution d'un grand empire plus puissant encore qu'aux anciens jours.

Le mouvement panislamique minutieusement préparé depuis longtemps pendant la paix par l'Allemagne a été mis en œuvre par celle-ci dès l'ouverture des hostilités. Sur le conseil de Berlin, le Sultan a proclamé, dès la fin de 1914, le

Djihad ou Guerre sainte. Sans doute, l'insurrection musulmane ne s'est pas produite sous une forme générale, mais l'agitation islamique n'a cependant pas été sans donner déjà des résultats locaux qu'on connaîtra mieux après la guerre et qui ont constitué une gêne pour les Alliés aux Indes, en Égypte, en Libye, dans les possessions françaises de l'Afrique du Nord.

Notamment, en avril 1915, un soulèvement de troupes britanniques hindoues à Singapour a failli entièrement réussir. À peu près vers la même époque, au Siam, de nombreux officiers allemands avec le concours de révolutionnaires indiens et birmans ont pu commencer à préparer une petite armée de 16.000 hommes qui, après avoir reçu ses armes, devait attaquer la Birmanie anglaise.

Cette agitation islamique menaçait de prendre une sérieuse extension quand le succès des Russes en Arménie et en Perse, en portant un coup très grave au prestige du Sultan, Commandeur des Croyants, est venu heureusement l'enrayer. Il n'empêche que ce que Berlin a déjà tenté de réaliser avec le concours de l'Islam doit servir aux Alliés d'avertissement sévère de ce que l'Allemagne ferait certainement dans l'avenir si la future paix lui en laissait les moyens. Dès que la jonction turco-allemande a été effec-

tuée à travers la Serbie, en octobre 1915, l'action panislamique du Kaiser s'est accentuée. Sur l'injonction de Guillaume II, son âme damnée de Constantinople, Enver pacha, qui alors était tout-puissant, a mobilisé la totalité des sujets ottomans capables d'utiliser les armes qui ont commencé à leur parvenir en abondance des Empires du centre, seulement au début de 1916, après que les communications furent établies à travers la Serbie envahie. En même temps, des centaines de mille d'Arméniens ont été systématiquement massacrés afin d'éliminer une population non musulmane qui gênait les plans d'avenir turco-germanique. Quant à l'action militaire et panislamique des Turcs, dirigée par les Allemands, elle a cherché à s'irradier de Constantinople dans de multiples directions : vers l'Égypte, vers le Caucase, la Perse, l'Asie centrale russe, l'Afghanistan et les Indes.

Après la guerre, si par hypothèse la paix se concluait sur la base de « la partie nulle », donc si le Hambourg-Golfe Persique devenait une réalité, tous ces plans seraient repris. Comment les Turcs se soustrairaient-ils à l'emprise allemande? Leur situation financière les lie entièrement à la Germanie. Les très larges avantages personnels que les agents du Kaiser ne manqueraient pas de faire à tous les Turcs dont

le concours serait considéré comme nécessaire suffiraient pour assurer la prédominance de Berlin dans l'Empire du Sultan, terre classique des backchichs. (V. la carte p. 156.)

Or, il y a en Perse, dans l'Azerbedjan, 400.000 hommes environ susceptibles de faire des soldats fort utilisables qui constitueraient un moyen d'action offensif contre la Russie. 500.000 combattants éventuels, de premier ordre, se trouvent en Afghanistan. Une fois armés, ils pourraient être lancés sur les Indes du Nord qui contiennent environ 50 millions de Musulmans. Ceux-ci, dans l'ensemble, sont restés jusqu'à présent loyalistes envers la Grande-Bretagne mais leurs sentiments pourraient changer si, en fait, l'Allemagne apparaissait comme victorieuse en restant maîtresse du Hambourg-Golfe Persique. On constate donc que très peu de temps après une paix éventuellement conclue sur ces bases, les Anglais et les Russes pourraient avoir à faire face à de très graves difficultés.

Ce n'est pas tout, la propagande allemande s'est encore étendue à toute la Chine au moyen de divers procédés. D'abord les 20 à 30 millions de Musulmans qui existent dans le Céleste Empire ont été travaillés par les agents turco-allemands comme ceux des autres régions isla-

miques. Mais comme les Musulmans chinois sont géographiquement trop mal groupés pour constituer une base d'action suffisamment puissante de l'agitation allemande, celle-ci s'est attaquée surtout aux organes vitaux et moteurs de la Chine. Les agents allemands ont acheté en Chine comme ailleurs tous les journaux utilisables pour leurs fins, notamment la *Peking Post* de langue anglaise, la revue chinoise le *Hsié-Ho-Pao*. Ils ont utilisé encore l'*Ostasiatische Lloyd* qui se publiait à Tien-Tsin avant la guerre. Ils ont fondé depuis les hostilités *La Gazette allemande de Chine*. Tous ces organes ont propagé partout dans le Céleste Empire la thèse de l'invincibilité germanique. Grâce à eux, assure *La Gazette de Francfort* : « chaque coolie sait aujourd'hui que l'Allemagne est victorieuse ».

Pour le moment, la politique que l'Allemagne poursuit en Chine consiste à créer partout le trouble et l'agitation. Dans la Chine du Nord, elle soutient le président Yuan-Chi-Kaï. Dans son entourage, les Allemands se sont créés de nombreux partisans. Grâce à leurs influences, des officiers allemands occupent déjà des postes très importants dans l'armée chinoise. Mais dans la Chine du Sud, l'Allemagne soulève les populations contre l'autorité de Yuan-Chi-Kaï. Le but

que se propose Berlin par cette politique en apparence contradictoire est de créer en Chine une situation telle qu'elle absorbe l'attention du Japon et le détourne d'intervenir avec ses troupes. en Europe, comme il en a déjà été question et comme cela serait encore possible.

La politique berlinoise du moment dans le Céleste Empire a encore pour objet de préparer la politique allemande de l'avenir en Extrême-Orient. Après la paix conclue sur les bases qu'elle escompte, l'Allemagne veut pratiquer en Chine exactement la même politique que celle prévue pour la Turquie. Alors Berlin dira aux Chinois comme maintenant aux Turcs : « Voyez, nous sommes des financiers hardis, des industriels entreprenants, des commerçants actifs. Nous allons vous aider à mettre votre pays en valeur. Nous vous procurerons les techniciens qui vous manquent. Nous vous donnerons les moyens de vous défendre contre vos voisins. Nous qui sommes les premiers soldats du monde nous mettrons en état vos forces militaires latentes, magnifiques et infinies. Avec vos 300 millions d'habitants, vous pouvez être les maîtres absolus de toute l'Asie. Nous allons donc vous constituer une formidable armée et une très puissante marine ». Il est aisé de saisir ce qui se cache derrière ce programme apparem-

ment séducteur pour les Chinois. C'est, en réalité, la préparation de la mainmise de l'Allemagne sur une partie de la Chine et son exploitation économique par l'Allemagne exactement dans les mêmes conditions et par les mêmes procédés que ceux déjà employés en Turquie. Cette politique est encore la préparation de la vengeance éclatante que l'Allemagne entend, après la victoire dont elle veut se croire assurée, tirer dans l'avenir du Japon. Sans doute, afin de tâcher de rompre l'union de ses adversaires, Berlin a déjà insinué à Tokio l'idée d'une paix séparée, mais c'est là pure tactique imposée par les nécessités du moment.

Jamais une Grande-Allemagne qui dominerait de Hambourg au Golfe Persique et qui exercerait une influence prédominante en Chine ne pardonnerait aux Japonais de l'avoir chassée de Kiao-Tchéou. Or, le jour où une immense armée chinoise aurait pu être constituée sous la direction d'officiers allemands, le Japon malgré toute la bravoure de ses soldats, en raison de la faiblesse relative de sa population (70 millions, — avec ses colonies, — contre 300 millions de Chinois) ne pourrait échapper aux conséquences de la situation intolérable dans laquelle il se trouverait placé. Le Japon est donc très directement visé par la réalisation éventuelle du Ham-

bourg-Golfe Persique qui véritablement met son avenir en cause.

En définitive, on constate que grâce à la combinaison du panislamisme et d'une politique sinophile, au moins dans les apparences, la réalisation du *Hambourg-Golfe Persique* assurerait à l'Allemagne les moyens de dominer non seulement l'Europe mais encore d'influer d'une façon prédominante sur toute l'Asie. Après s'être procuré en Europe la possibilité de tirer l'avantage exclusif de positions stratégiques d'une valeur inestimable comme les côtes de l'Adriatique, de l'Égée, les Dardanelles, l'Allemagne serait maîtresse, par voie de conséquences, du canal de Suez et disposerait, en outre, de nombreux points d'appui sur les côtes chinoises.

Empêcher la réalisation du Hambourg-Golfe Persique constitue donc une question vitale non seulement pour la France, l'Angleterre, la Russie et l'Italie, mais encore pour le Japon.

V

Afin de démontrer l'importance véritablement extraordinaire du Hambourg-Golfe Persique, il reste à établir comment sa réalisation non seulement rendrait l'Allemagne maîtresse de l'Europe et prépondérante en Asie, mais encore



CONSÉQUENCES MONDIALES DU HAMBOURG-GOLFE PERSIQUE PRÉVUES PAR LE PLAN DE 1911

entraînerait l'accomplissement du plan pangermaniste sous sa forme mondiale.

Les éléments mondiaux de ce plan, exprimés graphiquement sur la carte ci-contre, ont été exposés dans le livre d'Otto Richard Tannenberg, *La Plus Grande Allemagne, l'Œuvre du XXe siècle* paru à Leipzig en 1911. Une traduction française de cet ouvrage due à M. Maurice Millioud de Lausanne vient de paraître chez l'éditeur Payot. Comme ce livre, *daté de* 1911, contient le programme exact des mainmises pangermanistes à effectuer en Europe et en Turquie, *tel que l'état-major allemand vient de les réaliser dans la proportion des neuf dixièmes,* l'importance exceptionnelle du livre de Tannenberg ne peut plus être contestée. Il est devenu manifeste, en effet, que les annexions et mainmises qu'il préconisait en 1911 correspondaient d'une façon aussi complète que possible aux exécrables ambitions du gouvernement de Berlin.

Quant aux acquisitions territoriales que Tannenberg préconise en Asie, en Afrique, en Océanie et en Amérique, elles seraient des conséquences tout à fait logiques de la réalisation du Hambourg-Golfe Persique. Si celle-ci devenait réalité, c'est que les Alliés européens, par suite de leurs fautes dans la direction de la guerre, auraient dû renoncer à battre l'Allemagne et

laisser à l'état-major allemand la haute main sur une armée de 15 à 21 millions d'hommes. (V. p. 151.) Par conséquent, il est clair que, dans cette hypothèse, les peuples alliés après une paix décevante, épuisés moralement et financièrement, en face des formidables armées de la Pangermanie, seraient hors d'état de s'opposer aux réalisations coloniales que le Hambourg-Golfe Persique donnerait à la Grande-Allemagne tous les moyens d'effectuer puisque, toujours par hypothèse, ils auraient cédé sur une question beaucoup plus vitale encore pour eux : celle de l'indépendance de l'Europe.

Cette supposition étant faite, on se convaincra que le programme mondial d'acquisitions pangermanistes de Tannenberg est entièrement dépouillé du caractère chimérique qu'on serait tenté de lui attribuer au premier abord.

D'ailleurs, il faut ajouter que ce programme, détaillé ci-dessous, a été établi par Tannenberg dans l'éventualité, *qui était celle escomptée par le gouvernement de Berlin où l'Angleterre ne prendrait pas part à la guerre*. Pour acheter sa neutralité, Tannenberg préconisait le partage des colonies des autres puissances européennes entre Londres et Berlin. Mais aujourd'hui que l'Angleterre est entrée à fond dans la lutte, il est clair que si l'Allemagne, par hypothèse, était

victorieuse, elle s'emparerait encore de la part de colonies que Tannenberg attribuait à la Grande-Bretagne puisque celle-ci serait incapable de résister. Il s'ensuit que les acquisitions pangermanistes mondiales du plan de 1911, résumées ci-dessous, sont, en réalité, inférieures à celles que pourrait effectuer l'Allemagne puisque, ayant réalisé par hypothèse le Hambourg-Golfe Persique, aucune force organisée dans le monde ne serait plus assez puissante pour mettre un frein aux ambitions berlinoises les plus effrénées.

*
* *

On a pu plus haut constater que si les Alliés laissaient l'Allemagne asseoir sa mainmise sur l'Autriche-Hongrie, l'influence prédominante et exclusive du gouvernement de Berlin sur tous les Balkans et la Turquie serait fatale. Tannenberg (*op. cit.*, p. 323) explique que finalement l'Asie Mineure, la Syrie, la Mésopotamie, la Palestine, la Perse occidentale et la plus grande partie de l'Arabie passeraient sous le protectorat formel de l'empire allemand.

Soit 3.200.000 *kilomètres carrés et* 16.500.000 *habitants.*

Une fois maîtres des côtes de l'Adriatique, de

l'Égée, des Dardanelles, d'Aden, aidés par la propagande panislamique, la mainmise des Turco-Allemands sur l'Egypte, donc sur le canal de Suez, serait inévitable. La commande de ces points stratégiques essentiels permettrait évidemment à l'Allemagne de reprendre ses colonies d'Afrique et d'Océanie, soit :

	Kilomètres carrés.	Population indigène.
Togo	87.000	1.003.000
Cameroun.	790.000	2.540.000
Sud-Ouest africain. . . .	835.000	87.000
Afrique orientale	995.000	7.510.000
Kaiser Wilhelm-Land, archipel Bismarck, îles Carolines, Marshall, Marianes et Samoa.	245.000	647.000
Soit au total. .	2.952.000	11.787.000

Toujours dans notre hypothèse, les Alliés ayant cédé en Europe ne pourraient empêcher la Grande-Allemagne de s'emparer, conformément au programme de Tannenberg, des colonies belges, portugaises et hollandaises, soit :

	Kilomètres carrés.	Population indigène.
Congo belge.	2.365.000	15.000.000
Angola portugais.	1.270.000	4.200.000
Indes hollandaises. . . .	2.045.000	38.106.000
Soit au total. .	5.680.000	57.306.000

Ce serait ensuite le tour de celles des colonies

françaises dont le passage à la Grande-Allemagne est prévu par Tannenberg. (V. *op. cit.*, p. 313.)

	Kilomètres carrés.	Population indigène.
Maroc.	416.000	3.000.000
Congo français.	1.439.000	9.800.000
Madagascar	585.000	3.232.000
Mayotte et Comores . . .	2.000	97.000
Réunion.	2.000	173.000
Obok et dépendances. . .	120.000	208.000
Indochine.	803.000	16.990.000
Iles françaises d'Océanie .	24.000	88.000
Soit au total. .	3.391.000	33.588.000

La combinaison du panislamisme et du mouvement apparemment sinophile préparerait les mainmises allemandes sur l'Asie. Comme on l'a vu (p. 162), le plan de Berlin consiste d'abord à armer la Chine sous la direction d'officiers allemands assez puissamment pour que le Japon soit expulsé de Kiao-Tchéou et de la province du Shantoung. L'Allemagne obtiendrait ainsi une première et éclatante vengeance de l'Empire du Soleil Levant. Mais ce ne serait pas tout. La politique que Berlin prévoit à l'égard de la Chine est identique à celle pratiquée actuellement en Turquie. Si l'Allemagne armait la Chine, ce serait dans des conditions telles que le Céleste Empire devrait subir l'influence étroite de la Pangermanie. Tannenberg (*op.*

cit., p. 321), nous apprend que l'aboutissement de cette tactique serait l'établissement d'une vaste zone d'influence allemande spéciale sur tout le cours inférieur du Yang-Tsé-Kiang et le Hoangho, c'est-à-dire sur la vaste portion de la Chine qui forme l'hinterland de Kiao-Tchéou.

Soit environ 750.000 *kilomètres carrés et* 50 *millions d'habitants.*

Tannenberg précise enfin les divers protectorats allemands qui seraient établis sur la partie méridionale de l'Amérique du Sud où existent d'assez nombreux colons allemands dont les tendances envahissantes sont déjà manifestes. « L'Allemagne, dit textuellement Tannenberg, prend sous sa protection les républiques de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay et du Paraguay, le tiers méridional de la Bolivie, pour autant qu'il appartient au bassin du Rio de la Plata et la partie méridionale du Brésil pour autant qu'y règne la culture allemande. » (*Op. cit.*, p. 321.)

	Kilomètres carrés.	Population.
Argentine.	2.950.000	7.091.000
Chili	757.000	3.415.000
Uruguay . . .	187.000	1.225.000
Paraguay	253.000	800.000
1/3 Bolivie	500 000	666.000
1/5 Brésil	1.700.000	5.000.000
Soit au total. .	6.347.000	18.197.000

« L'Amérique méridionale allemande, conclut Tannenberg, nous procurera, dans la zone tempérée, un terrain de colonisation où nos émigrants pourront se fixer comme agriculteurs. Le Chili et l'Argentine conserveront leur langue et leur autonomie. Mais nous exigeons que dans les écoles l'allemand soit enseigné comme seconde langue. Le Brésil du Sud, le Paraguay et l'Uruguay, sont des pays à culture allemande. L'allemand y sera langue nationale. » (V. *op. cit.*, p. 337.)

Pendant la guerre même, l'Allemagne a préparé certaines de ces réalisations. La *Tribune* de Chicago a appris que le Comité des Affaires Étrangères du Sénat des États-Unis possède les preuves d'intrigues allemandes dans l'hémisphère américain au mépris de la doctrine de Monroe. (V. *Le Temps*, 16 février 1916.) Ces agissements pangermanistes officiels de toute évidence entièrement conformes au programme d'action en Amérique de Tannenberg, vérifient l'identité de ses vues coloniales avec celles du gouvernement de Berlin.

En résumé, le programme pangermaniste *extra-européen* aurait pour résultat d'assurer à l'Allemagne sous forme de colonies, de protectorats ou de zones spéciales d'influence :

	Kilomètres carrés.	Population.
En Asie.	4.753.000	83.490.000
En Afrique	8.906.000	46.850.000
En Océanie	2.314.000	38.841.000
En Amérique	6.347.000	18.197.000
Soit au total.	22.320.000	187.378.000

L'Allemagne, qui occupait ou influait *exclusivement, au début de* 1916, *en Europe* sur 3.576.237 de kilomètres carrés, y compris l'empire, et plus de 160 millions d'habitants environ, aurait donc un domaine universel d'action totale s'exerçant sur 25.896.237 de kilomètres carrés et 347 millions d'habitants. Ce chiffre comprenant au plus 90 millions d'Allemands en comptant très largement, donc, ceux-ci exerceraient leur hégémonie sur 257 millions de non-Allemands.

Il faut bien saisir encore que les énormes possessions de la Pangermanie dans les deux hémisphères seraient très solidement placés sous la domination de Berlin. En effet, il suffit de jeter les yeux sur la carte (V. p. 165) pour constater que le plan pangermaniste universel a pour objet de s'emparer de tous les points stratégiques essentiels qui commandent les mers de l'univers notamment, outre ceux déjà nommés plus haut, du détroit de Gibraltar par le Maroc, de celui de Malacca, de celui du cap Horn, de Madagascar et de toutes les bases navales de l'Océanie.

*
* *

En somme, le plan pangermaniste intégral a pour but de faire passer à l'Allemagne tous les moyens de domination terrestres et maritimes qui permettraient à la Pangermanie de tenir le monde entier sous la formidable étreinte du militarisme prussien porté au plus haut degré de puissance.

Pas un instant ce qu'il y a de criminel dans ce programme d'esclavage universel n'arrête les Pangermanistes. « *La guerre,* dit Tannenberg avec son monstrueux cynisme, *ne doit laisser au vaincu que les yeux pour pleurer. Modestie de notre part serait pure folie.* » (V. *op. cit.* p. 304.)

Or, et c'est là une vérité capitale dont je voudrais convaincre mes lecteurs, *le plan pangermaniste universel est entièrement et uniquement basé sur la réalisation du Hambourg-Golfe Persique qui en constitue l'armature essentielle*. Si celle-ci est brisée, tout le plan pangermaniste s'écroule et les projets de domination prussienne sont détruits à jamais. *Rendre impossible le Hambourg-Golfe Persique constitue donc, en réalité, le problème capital que les Alliés ont à résoudre, s'ils veulent assurer leur liberté et celle du monde tout entier.*

CHAPITRE VI

LE NŒUD DU PROBLÈME UNIVERSEL

I. Obligations que la menace du Hambourg-Golfe Persique impose aux Alliés.

II. L'importance capitale de la question d'Autriche-Hongrie.

III. Tous les éléments ethnographiques nécessaires à la destruction du plan pangermaniste existent en Europe centrale.

I

Maintenant qu'ils ont pu mettre la main sur les 9/10 des territoires convoités par eux (V. p. 112), les Allemands ne céderont qu'à la dernière extrémité. Maximilien Harden l'a nettement déclaré. « *Tous les moyens seront employés avec enthousiasme contre ses ennemis par le peuple allemand. Nous en reviendrons aux époques sauvages où l'homme était un loup pour l'homme.* » (Cité par *Le Temps*, 9 février 1916.)

En face d'une résolution aussi absolue de la part des Allemands de réaliser à tout prix leur

plan de domination universelle, dont le Hambourg-Golfe Persique est l'armature nécessaire mais suffisante, la destruction bien réelle du militarisme prussien s'impose plus que jamais. Seul ce résultat pourra récompenser les sacrifices des admirables « poilus » des armées alliées. S'ils sont décidés à tenir tant qu'il faudra, ce n'est pas pour conquérir la gloire militaire; c'est pour avoir la certitude que « cela ne recommencera pas », que leurs enfants ne connaîtront pas des horreurs semblables à celles de la lutte infernale déchaînée par l'Allemagne prussianisée.

Les Alliés sortiront certainement vainqueurs de cette guerre formidable mais à la condition que désormais la lutte soit guidée d'après l'enseignement des faits acquis. Ces faits essentiels procèdent des éléments géographiques, ethnographiques, économiques, stratégiques constitutifs du plan pangermaniste de 1911 momentanément réalisé ; or, ces faits acquis démontrent que les Alliés n'ont pas la possibilité de se contenter d'une demi-victoire, que seule une victoire intégrale peut les garantir contre tout retour offensif, après la paix, du militarisme prussien.

Les constatations suivantes paraissent justifier solidement ce point de vue.

« Si en France, a déclaré Harden, on croit que

le rétablissement de la paix n'est possible que par la restitution de l'Alsace-Lorraine et *si la nécessité nous oblige à signer une telle paix, les 70 millions d'Allemands la déchireraient bientôt.* » (Cité par *Le Temps*, 9 février 1916.) Est-il un seul Français raisonnable qui voudrait recouvrer l'Alsace-Lorraine dans des conditions telles qu'il faudrait faire ensuite d'incessants et épuisants efforts militaires pour la conserver? Évidemment non. La rétrocession de l'Alsace-Lorraine n'aura de valeur pour la France que lorsque l'anéantissement du militarisme prussien lui en garantira la légitime et paisible possession. Or, comme je crois l'avoir démontré, il serait impossible de compter sur cette sécurité si la France laissait Berlin réaliser le Hambourg-Golfe Persique qui donnerait à l'Allemagne des moyens surabondants de lui reprendre, après un court répit, l'Alsace-Lorraine.

La nécessité impérieuse d'échapper à la ruine financière oblige encore les Alliés à la victoire intégrale. En effet, seule celle-ci leur permettra d'éviter la plus atroce misère pour les Etats alliés comme pour leurs citoyens. Les dépenses fantastiques qu'exige la guerre en cours font que celle-ci est séparée par un abîme, au point de vue financier, de toutes les guerres précédentes.

Après 1870, l'État a pu rétablir relativement

très vite sa situation et les particuliers ont pu dès le lendemain de la paix faire prospérer leurs affaires malgré les malheurs de la patrie. Mais après cette guerre actuelle, si les Alliés n'avaient pas la victoire intégrale, les Etats comme les particuliers alliés (voir p. 146) se trouveraient aux prises avec des difficultés pécuniaires à peu près inextricables. Les répercussions économiques infinies qui résulteraient d'impôts écrasants, impossibles à percevoir régulièrement et durablement seraient telles que les Etats et la plupart des particuliers alliés se verraient réduits à l'impuissance et partant à la misère. C'est cependant bien là la situation qui serait celle des pays alliés si l'Allemagne réalisait le Hambourg-Golfe Persique puisque cette solution lui conserverait son énorme butin de guerre et lui permettrait de mettre la main sur des richesses considérables. (V. p. 142.)

Or, ne serait-il pas d'une iniquité suprême que les peuples de France, de Russie, d'Angleterre, d'Italie, fussent réduits pour des dizaines d'années à une prodigieuse misère parce qu'il a plu à l'exécrable ambition des Hohenzollern de vouloir réduire l'Europe en esclavage?

La victoire intégrale seule peut sauver les pays alliés de la ruine financière parce que, quoiqu'en disent certains, l'Allemagne pourra

payer les frais de la lutte qu'elle a déchaînée. En raison de sa responsabilité, l'Allemagne doit déjà à l'ensemble des Alliés une somme colossale qu'on peut estimer globalement entre 250 et 300 milliards. Mais, si le crédit de l'empire allemand est destiné à disparaître le jour de sa défaite, les richesses matérielles de l'Allemagne qui sont des plus considérables subsisteront. Elles représenteront bien plus de 300 milliards. Assurément, l'Allemagne ne pourra qu'acquitter très lentement sa dette fantastique. Mais lorsque les moyens de perception des revenus allemands auront été systématiquement étudiés à loisir par les Alliés vainqueurs, lorsque ces perceptions de revenus seront assurées, non pas évidemment par des promesses allemandes écrites, chiffons de papier sans valeur, mais par des garanties réelles conformes aux précédents de l'histoire, que le gouvernement de Berlin d'ailleurs a fortement contribué à établir en 1870, l'Allemagne pourra parfaitement verser à chacun des grands alliés vainqueurs environ 2 milliards par an. Or, cette annuité, grâce aux combinaisons financières modernes, sera suffisante pour permettre à chaque Etat allié de gager des emprunts annuels relativement peu élevés, donc faciles à faire souscrire, qui lui permettront d'éviter à ses citoyens les impôts non pas seule-

ment écrasants mais mortels auxquels il serait impossible de se soustraire s'il devait renoncer à se faire rembourser par l'Allemagne ses dépenses de guerre.

Or, cette victoire réellement intégrale, indispensable aux Alliés à tant de points de vue, est parfaitement possible malgré les fautes commises par les Alliés qui seules l'ont retardée.

Un raisonnement aide d'abord à justifier cette possibilité. Harden lui-même a été contraint, comme on l'a vu plus haut, d'envisager l'hypothèse de la cession à la France de l'Alsace-Lorraine. Or, il est clair que lorsqu'à Berlin on en sera venu là, c'est que l'Allemagne aux abois, à la limite du désastre absolu, essaiera de traiter avec les Alliés pour sauver le Hambourg-Golfe Persique qui lui permettrait après un court répit de reprendre à la France l'Alsace-Lorraine ainsi d'ailleurs qu'en avertit également Harden. Donc, à partir de ce moment, l'effort à faire par les Alliés pour passer d'une victoire douteuse, qui dissimulerait, en réalité pour eux, une catastrophe, à la victoire intégrale, sera relativement faible. Cet effort ne représentera peut-être que la centième partie de tous ceux déjà faits par les Alliés. Il faudrait être fou ou criminel pour ne pas l'accomplir car c'est cet ultime effort qui déterminera la fin de l'atroce cauche-

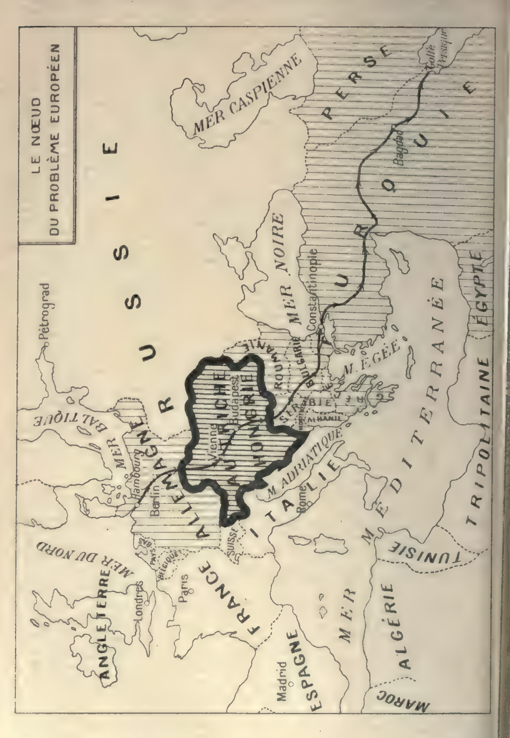
mar que le militarisme prussien fait planer sur le monde.

*
* *

Pour assurer cette victoire intégrale, il ne nous faut plus que tirer l'enseignement des fautes commises. Comme l'a dit M. Briand à Rome, la solidarité des Alliés doit être plus étroite que jamais. Ils « doivent mettre en commun toutes leurs ressources, toutes leurs énergies, toutes leurs forces vives ». Mais la coordination des efforts des Alliés, réclamée de toutes parts, serait singulièrement facilitée si l'*objectif commun* géographique, militaire et politique de l'*action commune* de *tous* les Alliés apparaissait désormais très nettement.

Les Alliés surpris par l'agression allemande ont dû tout d'abord lui résister. Puis par la force même des choses, des buts particuliers ont surtout guidé les opérations de chacun d'eux. L'Angleterre et la France ont des raisons d'honneur et d'intérêt personnel de vouloir l'indépendance absolue de la Belgique. La France doit recouvrer ses départements envahis et libérer l'Alsace-Lorraine. La Russie doit non seulement reconquérir ses frontières de l'Ouest, mais libérer la Pologne entière à laquelle elle a promis l'autonomie. L'empire des Tsars doit encore en finir

avec la menace turco-allemande au sud du



Caucase. L'Italie doit recouvrer ses terres *irredenta* détenues par la maison des Habsbourg.

Mais tous ces buts particuliers si légitimes, si nécessaires qu'ils soient ont empêché longtemps les Alliés de voir la guerre dans son ampleur européenne et par suite détourné leur attention de l'objectif géographique, militaire et politique *commun* à tous leurs efforts d'un intérêt cependant capital *car l'atteinte de cet objectif, à la fois, les délivrait de la menace du Hambourg-Golfe Persique qui est commun à tous les Alliés et, en portant un coup décisif au militarisme prussien, garantirait l'obtention et la permanence des résultats pratiques que poursuit chacun des Alliés.*

Or, cet objectif commun, ce nœud géographique, militaire, politique, de tous les problèmes que les Alliés ont à résoudre est représenté par l'Autriche-Hongrie. A son sujet, la diplomatie des Alliés paraît, grâce encore à M. Briand et à ses collaborateurs, être entrée dans la bonne voie. *Le Matin* du 4 février 1916 signalait la réception par M. Briand du professeur Masaryk, un des chefs les plus écoutés de la Bohême. *Le Matin* ajoutait à ce sujet ces lignes significatives qui méritent de retenir l'attention. « M. Briand a encouragé M. Masaryk à persévérer dans sa propagande et il lui a exprimé ses vœux et sa sympathie pour les légitimes revendications du peuple tchéco-slovaque. » Or, la Bohême est

la pierre angulaire du groupement des peuples non-Allemands de l'Autriche-Hongrie dont l'indépendance est l'une des conditions inéluctables de l'anéantissement du militarisme prussien. La grande opinion publique alliée doit donc comprendre désormais très clairement le rapport étroit exposé ci-dessous, qui existe entre la question d'Autriche-Hongrie, encore si insuffisamment connue et la fin du cauchemar pangermaniste. Elle aura alors une raison de plus, extrêmement puissante, de se convaincre que la victoire *intégrale* qu'impose aux Alliés le plan pangermaniste ne peut plus, s'ils le veulent et évitent de nouvelles fautes, leur échapper.

II

L'Autriche-Hongrie représente le nœud du problème européen et même universel posé par l'agression allemande, parce que :

1° L'Autriche-Hongrie est entrée dans la lutte dans des conditions très particulières. *Cet État n'est ennemi des Alliés que de par la volonté de la dynastie Habsbourg qui, cédant aux injonctions de Berlin, a trahi ses peuples.* En effet, François-Joseph a déclaré la guerre sans même oser consulter son Parlement, car il savait bien que près des trois quarts de ses sujets, sympathiques à

la Russie, à la France et à l'Angleterre et nettement hostiles à l'Allemagne, se seraient opposés par la voix de leurs représentants à toute lutte sanglante devant profiter au germanisme.

2° Il est manifeste que l'Allemagne ne peut mener la guerre contre l'Europe que grâce à la mainmise astucieuse qu'elle a pu réaliser sur les soldats austro-hongrois dont certainement l'immense majorité ne se battent que contraints par la férocité des cadres allemands qui les commandent.

3° Il est clair qu'après la paix, — en supposant que l'Allemagne évacue tous les territoires qu'elle occupe à l'Est et à l'Ouest et restitue l'Alsace-Lorraine à la France, — si l'Allemagne devait conserver sa mainmise, plus ou moins déguisée, sur l'Autriche-Hongrie, Berlin aurait tous les moyens de reprendre, après un court délai, l'Alsace-Lorraine à la France, *puisque*, comme on l'a saisi, au chapitre précédent, *la mainmise allemande sur l'Autriche-Hongrie impliquerait la réalisation inéluctable du Hambourg-Golfe Persique*.

4° Il résulte de cette dernière constatation que si l'Allemagne devait conserver à la paix sa mainmise déguisée, sur l'Autriche-Hongrie, la promesse solennelle faite par la France, l'Angleterre, la Russie, de rétablir la Serbie dans

son indépendance et dans son intégrité serait pratiquement tout à fait irréalisable.

5° Par contre, l'indépendance assurée, au moins de la majorité des territoires de l'Autriche-Hongrie actuelle, à l'égard de l'Allemagne, après la paix, empêcherait absolument dans l'avenir tout retour agressif du militarisme prussien. *Du fait de cette indépendance, en effet, l'état-major de Berlin serait privé d'effectifs militaires qui sont indispensables à la réalisation par la force des projets pangermanistes.*

6° La seule vue de la carte (p. 182) permet de constater que du fait de sa situation géographique l'indépendance de la majorité des territoires de l'Autriche-Hongrie à l'égard de l'Allemagne seule peut permettre aux Alliés de tenir leurs promesses envers la Serbie et, *en brisant définitivement le grand axe du plan pangermaniste*, d'écarter l'immense péril du Hambourg-Golfe Persique dont tous les Alliés, sans aucune exception (France, Angleterre, Russie, Italie, Japon, Belgique, Serbie, Monténégro), ont un intérêt absolument vital à empêcher la réalisation. Or, comme on le constatera à la fin de ce volume, cet intérêt est aussi celui de tout l'univers civilisé.

* * *

Le fait que l'importance capitale, essentielle, de la question d'Autriche-Hongrie pour l'issue de la guerre et l'avenir de l'Europe n'est pas encore apparue très nettement à l'opinion publique des pays alliés tient à des causes diverses qu'il faut préciser.

D'abord, la question d'Autriche-Hongrie constituée d'éléments ethnographiques et sociaux, très complexes, est incontestablement fort difficile à bien connaître.

Ensuite, le regrettable manque d'intérêt pour les questions extérieures qui a régné jusqu'à la guerre dans les pays alliés fait que leur opinion publique est encore imprégnée de notions fort inexactes sur l'Autriche-Hongrie que systématiquement les agences germaniques d'information de presse ont réussi depuis bien longtemps à faire passer dans les journaux des pays aujourd'hui alliés.

Il en résulte que dans ces pays, — et surtout en Angleterre, — très nombreux sont ceux qui s'imaginent encore que l'Autriche-Hongrie (50 millions d'habitants) est un pays en majorité allemand ce qui est absolument faux. Cette erreur considérable est même commise à ma connaissance par des hommes occupant parfois des situations fort importantes.

Évidemment, une bonne partie du public n'en

est plus tout à fait là. Il n'empêche que pour lui la question d'Autriche-Hongrie est encore pleine d'obscurités. Comment s'en étonner? Les diplomates officiels eux-mêmes en général, quelle que soit leur intelligence personnelle, mais pour les raisons exposées (V. chapitre I, § 3) et à cause des méthodes d'observation et d'information archaïques qu'ils sont contraints d'employer n'ont pu pénétrer que très incomplètement les affaires intérieures de l'empire des Habsbourg.

Enfin les savants qui ont étudié l'Autriche-Hongrie seulement en historiens, c'est-à-dire de l'étranger et dans les livres, quelle que soit leur valeur, ne peuvent pas connaître la situation intérieure exacte de cet État qui s'est profondément transformée, surtout depuis dix ans. Or, c'est cet état actuel seul qu'il importe de bien saisir.

Cette absence de notions bien nettes sur l'Empire des Habsbourg comporte un très grand danger pour les Alliés. Elle a contribué largement aux fautes fort graves qu'ils ont commises dans la conduite générale de la guerre. La fin de cette ignorance est indispensable. Vraiment, il ne faudrait pas qu'à propos de l'Autriche-Hongrie les Alliés continuent à commettre des erreurs aussi capitales que celles qui ont constitué la politique des Alliés dans les Balkans. Ils en seraient encore plus cruellement punis.

L'unique moyen d'éviter ces erreurs serait d'écouter les quelques hommes, citoyens des États alliés, qui, *dans les dernières années, en raison de leurs études poussées à fond et de leurs voyages nombreux dans toute l'Autriche-Hongrie ont pu acquérir une connaissance vraiment exacte et générale des réalités présentes*.

Ceux qui répondent à ces conditions sont très peu nombreux. Je citerai notamment deux Russes : M. de Wesselitsky, correspondant du *Novoie Vremia* à Londres qui non seulement connaît l'Autriche-Hongrie mais toute l'Europe et a des vues très profondes ; M. Briantchaninoff, de Pétrograd. Je sais bien que celui-ci est considéré dans les milieux officiels comme ayant des idées trop ardentes ou excessives, mais il est un des rares Russes qui ont beaucoup voyagé pour apprendre les affaires extérieures. Fort intelligemment libéral et clairvoyant, il préconise depuis très longtemps l'octroi par la Russie de l'autonomie la plus large et la plus sincère à la Pologne. En ce qui concerne l'Autriche-Hongrie qu'il a souvent visitée, il mériterait d'être écouté.

Deux Anglais spécialement sont d'excellents connaisseurs de la Monarchie des Habsbourg : M. Wickham Steed, directeur de la politique étrangère du *Times*, qui a été dix ans à Vienne

le correspondant remarquable de ce puissant organe ; M. Seton-Watson, qui sous le nom de *Scotus Viator* a publié depuis une dizaine d'années, à la suite de multiples enquêtes, des ouvrages de la plus haute valeur sur les nationalités soumises au joug germano-magyar.

En France, nous trouvons M. Louis Léger, membre de l'Institut, qui, depuis cinquante et un ans, a étudié d'une façon très particulière tous les peuples d'Autriche-Hongrie et les connaît admirablement. Il vient de publier chez Alcan une excellente brochure au titre significatif : *La liquidation de l'Autriche-Hongrie ;* M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, qui a écrit une remarquable histoire de la Bohême. En se documentant sur place pour écrire cet ouvrage, il a acquis une connaissance très complète du peuple tchèque lequel, de par sa situation géographique en Bohême et en Moravie, constitue la base indispensable de toute reconstitution de l'Autriche-Hongrie sous une forme moderne.

Enfin, on me permettra de me citer moi-même puisque, depuis vingt-deux ans, par une série de multiples enquêtes sur place, je me suis efforcé de comprendre le détail des problèmes si complexes qui constituent la question d'Autriche-Hongrie.

*
* *

Or, j'ai des raisons de croire que ces hommes qui ont étudié à fond l'Autriche-Hongrie et que, par conséquent, il faudrait croire, sont d'accord sur les lignes générales de ce que les Alliés devront faire à l'égard de la Monarchie des Habsbourg. Je pense bien ne pas me tromper en disant que les opinions que je vais exprimer sont dans l'ensemble en harmonie avec les leurs.

Comprenons d'abord que ceux qui soutiennent encore la thèse de la conservation de l'Autriche-Hongrie telle qu'elle est, donc restant soumise à la dynastie des Habsbourg, retardent d'au moins vingt ans. Adopter cette solution serait faire le jeu de l'Allemagne car il est pratiquement impossible de séparer les Habsbourg des Hohenzollern. Ce serait assurer le joug germanique sur les Slaves et les Latins sujets des Habsbourg, donc faciliter la réalisation du Hambourg-Golfe Persique. Enfin, la dynastie des Habsbourg a donné suffisamment de preuves de son incapacité, de sa duplicité et de sa docilité aux suggestions de Berlin pour qu'on ne puisse pas envisager sérieusement son maintien à la tête des peuples de l'Autriche-Hongrie.

A aucun degré, les Alliés ne doivent être dupes de la comédie que les pangermanistes de Berlin, de Vienne et de Budapest, organisent actuellement pour tâcher de profiter de l'igno-

rance des Alliés des réalités austro-hongroises.

Toutes les mesures tendant à faire entrer l'Autriche-Hongrie dans le *Zolleverin* allemand, *ce qui rendrait ensuite inévitable son absorption politique*, doivent être tenues pour une comédie, pour un simple cambriolage des volontés de l'immense majorité des populations de la Monarchie des Habsbourg. Cela est tellement vrai que certains nobles Magyars qui jusqu'à présent avaient été des Alliés déterminés de Berlin émettent déjà des protestations contre le joug prussien qu'ils comprennent enfin qu'on veut leur imposer. Le comte Théodore Batthyany, vice-président de la gauche indépendante à la Chambre hongroise, à la fin de mars 1916, a déclaré :

« On dit souvent chez nous que la future union douanière créera dans notre pays de meilleures conditions économiques. *Cela est plutôt vrai pour l'Allemagne qui tiendra et les rênes et le fouet dans la combinaison*... Du reste les Allemands ne cachent pas que dans le futur pacte il y aura d'autres Etats agricoles qui seront nos concurrents directs. (Allusion à la Turquie et aux Etats balkaniques). Certes, à partir de la conclusion de l'union, les capitaux nous viendront d'Allemagne et plus jamais d'ailleurs. *Les Allemands auront le monopole des capitaux chez nous et*

vous savez ce que c'est qu'un monopole et ce qu'il coûte. L'argent nous coûtera cher ». (V. *Le Temps*, 1er février 1916.)

En Autriche, M. Nemetz, président de la Chambre de Commerce de Prague, a déclaré :

« Tous les arguments présentés en faveur d'une union douanière avec l'Allemagne ne résistent pas un instant à la critique. *Un obstacle infranchissable s'oppose à une union douanière intime entre les deux empires : leurs intérêts ne sont pas solidaires mais concurrents* ». (Cité par *Le Temps*, 9 février 1916.)

Ces déclarations catégoriques établissent quelles résistances la manœuvre pangermaniste dans l'empire des Habsbourg rencontre déjà. Les Alliés peuvent tirer un grand parti de ces constatations car elles prouvent la réalité de l'opposition profonde existant entre les intérêts de l'Allemagne pangermaniste et ceux de la majorité des peuples de l'Autriche-Hongrie.

Mais il reste un point essentiel à établir car il trouble particulièrement cette partie de l'opinion publique des pays alliés qui vit encore sur cette idée fausse : l'Autriche-Hongrie, pays surtout allemand. Cette opinión publique se demande si l'application du principe des nationalités dont les Alliés réclament l'application n'aurait pas pour résultat d'accroître fatalement et considé-

rablement l'Allemagne en lui incorporant les Allemands de l'empire des Habsbourg.

Il importe donc de démontrer par des chiffres et des arguments géographiques et ethnographiques précis que cette crainte est tout à fait chimérique. L'Autriche-Hongrie contient tous les éléments d'un nouvel Etat à constituer sur des bases justes et durables, dans des conditions telles, qu'il formera dans l'avenir une barrière infranchissable au pangermanisme. C'est là, comme on va voir sur la route du Hambourg-Golfe Persique, en Europe centrale, et nulle part ailleurs, que réside la solution essentielle du formidable problème posé devant l'univers par l'ambition exécrable des Hohenzollern.

III

Examinons schématiquement ce que donnerait en Europe centrale l'application du principe des nationalités qui doit constituer la base morale des Alliés pour la reconstitution de la future Europe. Le congrès socialiste français de la fin de 1915 a donné une définition excellente, selon moi, du principe des nationalités en fonction de la guerre actuelle. « *Pas de paix durable*, a déclaré le manifeste du congrès, *sans que soient*

restaurés dans leur indépendance économique et politique les petites nations martyrisées... Pas de paix durable sans que soient rendue aux populations opprimées de l'Europe la libre disposition d'elles-mêmes ». (V. *L'Humanité*, 30 décembre 1915.)

Comme rien n'est absolu en ce monde, il est clair que le principe des nationalités ne pourra pas toujours recevoir pratiquement une application intégrale. Pour constituer des Etats viables, il faut en effet tenir compte non seulement des nationalités, mais des nécessités stratégiques défensives, historiques, économiques, de la majorité. Il y a d'ailleurs des pays comme la Macédoine et comme certaines régions de l'Autriche-Hongrie où les nationalités sont tellement enchevêtrées que l'application du principe des nationalités ne saurait être que relatif.

D'autre part, des sacrifices doivent parfois être faits à l'intérêt général européen aux dépens du principe des nationalités. Ainsi par exemple, la France ne peut pas songer à récupérer ceux qui parlent français en Belgique ou en Suisse. Les premiers veulent rester Belges et les seconds Suisses. Leur volonté doit être d'autant plus respectée que le maintien de l'Etat belge et de l'Etat suisse est nécessaire à l'équilibre et à la paix de l'Europe. Or, il y a d'autres parties du continent

où cette considération présente un intérêt supérieur à celui des nationalités.

Ces explications et réserves nécessaires étant faites, voyons ce que donnerait, dans les grandes lignes, l'application du principe des nationalités à l'empire allemand. En vertu de ce principe, il devrait rendre à la liberté les peuples qu'il a englobés par la force dans ses frontières, c'est-à-dire environ :

	Habitants.
Polonais	5.000.000
Alsaciens-Lorrains	1.500.000
Danois	200.000
Soit au total	6.700.000

L'Allemagne actuelle qui comptait 68 millions d'habitants en 1914, — y compris les non-Allemands, — serait donc ramenée à environ 61.300.000, 61 millions en chiffres ronds d'Allemands authentiques.

Mais l'application logique du principe des nationalités donnerait à cette Allemagne la faculté d'absorber ceux des Allemands de l'Empire des Habsbourg qui se trouvent dans des conditions historiques, stratégiques et géographiques permettant honnêtement de les rattacher à cette Allemagne ramenée de 68 à 61 millions d'habitants. Quel pourrait être le résultat?

Reportons-nous, page 68, à la carte qui résume

la situation ethnographique de l'Autriche-Hongrie. Sur cette carte, les nationalités slaves et latines sujettes des Habsbourg, nommées dans la légende de la carte, sont indiquées par des grisés différents. La région habitée par des Allemands et celle peuplée par des Magyars est restée en blanc. Ces deux derniers groupes ethnographiques sont séparés par une ligne en pointillé. Or, cette carte ne donne qu'une idée fort imparfaite des réalités ethnographiques parce qu'elle est dressée d'après les documents ethnographiques allemands et magyars *qui sont volontairement tendancieux*. En réalité, les régions slaves s'étendent très sensiblement plus qu'il n'est indiqué sur les zones blanches (Allemands et Magyars). Cela est particulièrement vrai dans la zone blanche au nord et au nord-ouest de la région purement tchèque.

Vienne, qui cependant est au centre d'une zone tout à fait blanche, n'est pas du tout, comme on le croit généralement, une ville purement allemande. *Sa population est slave pour un tiers environ* (Polonais et surtout Tchèques). Ce fait, qui est certain, n'est cependant reconnu par aucune statistique officielle autrichienne *parce que celles-ci sont dressées par des fonctionnaires allemands chargés de les fausser*. Voici leur principal procédé de truquage.

Dans l'Autriche entière, tout Slave ou Latin qui sait seulement quelques mots d'allemand est compté, bien malgré lui d'ailleurs, pour un Allemand. Or, tous les Slaves qui vivent à Vienne savent au moins quelques mots d'allemand. C'est ce qui permet aux statisticiens allemands du gouvernement autrichien de conclure qu'il n'y a pas de Slaves à Vienne et de diminuer *considérablement* leur nombre dans tout le reste de l'Autriche.

En Hongrie, les statistiques sont également cyniquement truquées par les fonctionnaires du gouvernement de Budapest en faveur de l'élément magyar.

Voici cependant les résultats que donnent pour toute la Monarchie des Habsbourg les statistiques officielles germano-magyares.

Chiffres du recensement de 1910 sans les étrangers.

Autriche.

	Chiffres arrondis en dizaines de mille.
Allemands	9.950.000
Tchèques	6.440.000
Polonais	4.970.000
Ruthènes	3.520.000
Slovènes	1.260.000
Serbo-Croates	790.000
Italiens	770.000
Roumains	280.000
Total	27.980.000

Hongrie.

Magyars	10.050.000
Roumains	2.950.000
Serbo-Croates	2.940.000
Allemands	2.040.000
Slovaques	1.970.000
Ruthènes	480.000
Total	20.430.000

Bosnie et Herzégovine.

Serbo-Croates (orthodoxes ou musulmans d'origine serbe)	2.000.000

D'après ces chiffres, les Allemands sont 12 millions dans l'Empire des Habsbourg, mais on va voir qu'à beaucoup près ces 12 millions d'Allemands ne sauraient être rattachés à l'Allemagne. En effet :

1° Comme le tableau permet de le constater, un peu plus de 2 millions d'Allemands sont en Hongrie où ils se trouvent disséminés par petits paquets parmi les autres nationalités. Ils ne sauraient donc être rattachés à l'Allemagne.

2° Sur les 10 millions environ d'Allemands d'Autriche, ceux de Bohême, au nord et au nord-ouest de la zone purement tchèque, ne sauraient être rattachés à l'Allemagne parce que, dans cette zone, ils sont mélangés à de nombreux Tchèques et que la ligne pointillée qui, sur la carte de la page 68, sépare la Bohême de l'Empire allemand

actuel représente les frontières historiques et stratégiques du royaume de Bohême. Or, il serait impossible, sans ces frontières, d'assurer l'indépendance aux Tchéco-Slovaques. On ne peut évidemment songer à sacrifier près de 9 millions de Tchéco-Slovaques à 1 million d'Allemands de Bohême qui d'ailleurs ne se sont installés jadis dans cette région qu'à la faveur de la fraude et de la violence.

3° De ce fait, les 10 millions d'Allemands d'Autriche apparemment récupérables sont ramenés à 9 millions environ. Ceux-ci forment sur la carte le groupe blanc qui s'étend de la Suisse à la ligne pointillée indiquant la frontière ethnographique magyare. Or, il y a de sérieuses raisons de penser qu'un examen approfondi des réalités ethnographiques, c'est-à-dire le mélange de Slaves et d'Allemands existant à l'est de ce groupe, donc entre le groupe purement tchèque au nord de Vienne et le groupe purement slovène au sud de Vienne, ne permettrait pas de laisser se réunir à l'Allemagne la totalité de ce groupe allemand. Comme il ne saurait être question d'entrer ici dans ces détails ethnographiques très ardus et *faisant à ce sujet les plus expresses réserves*, nous supposerons cependant pour la commodité de la démonstration que la totalité de ce groupe allemand serait rattachée à l'Alle-

magne. Mais de ces 9 millions d'Allemands, il y aurait certainement lieu de défalquer encore les Slaves qui se trouvent compris dans ce chiffre en raison du truquage systématique des statistiques autrichiennes. L'exemple topique de la ville de Vienne cité plus haut montre cette nécessité. Comme ce truquage est fait dans d'énormes proportions aux dépens des Slaves, on peut admettre que le chiffre vrai des Allemands se trouvant dans cette partie de l'Autriche et que nous supposons géographiquement récupérables par l'Allemagne est seulement de 7 à 8 millions. Prenons ce dernier chiffre. Si ces 8 millions étaient rattachés à l'Allemagne dans la future Europe, l'Allemagne actuelle, ramenée à 61 millions d'habitants pour les raisons indiquées page 196, trouverait aux dépens de l'Autriche 8 millions d'habitants de plus. Elle aurait donc au total 69 millions d'habitants.

Donc, comme l'Empire allemand actuel avait en 1914 68 millions d'habitants, *on constate que l'application du principe des nationalités ferait gagner à l'Allemagne au sud-ouest à peu près l'équivalent de ce que ce même principe lui ferait perdre sur la périphérie de l'empire actuel.*

Une Allemagne de 69 à 70 millions d'Allemands authentiques serait-elle dangereuse pour l'Europe ? Je ne le pense pas car, comme on va voir,

l'application du principe des nationalités aurait pour conséquence de soustraire radicalement à l'influence du pangermanisme de Berlin tout ce qui resterait des habitants de l'Autriche-Hongrie.

En effet, si sur les 50 millions d'habitants de l'Autriche-Hongrie actuelle, 8 millions environ passaient à l'Allemagne, 42 millions de sujets austro-hongrois resteraient. Sur ce chiffre :

5 millions de Polonais passeraient à la Pologne ;

4 millions de Ruthènes passeraient à la Russie ;

3 millions de Roumains passeraient à la Roumanie ;

1 million d'Italiens passeraient à l'Italie.

Soit au total : 13 millions d'habitants.

Resterait donc un groupe compact formé de 29 millions d'habitants, formé de Tchéco-Slovaques, de Magyars, d'Allemands dilués dans la masse magyare et de Serbo-Croates. Comme ces derniers veulent s'unir aux 5 millions de Serbes de Serbie, on constate ainsi la présence en Europe centrale d'une masse de 34 millions d'habitants ne contenant qu'une proportion tout à fait infime d'Allemands et qui, bien groupés géographiquement, pourraient parfaitement former des Etats-Unis où les droits de chaque nationalité et la forme gouvernementale de chaque Etat seraient respectés et qui constitueraient cependant un territoire économique assez vaste

pour correspondre aux nécessités modernes.

L'obstacle à la création de tels Etats-Unis pourrait sembler être le fait que les Magyars qui actuellement font à fond le jeu des Allemands ne voudraient pas s'entendre avec les nationalités voisines. Cette objection disparaît quand on sait ceci qui malheureusement n'est connu que d'un très petit nombre de spécialistes. Sur les 10 millions de Magyars, il y a environ 9 millions de pauvres ouvriers presque tous agricoles, exploités cyniquement par la noblesse magyare qui possède à peu près toute la terre. Or, ce sont ces nobles, énormes propriétaires fonciers qui avec les fonctionnaires magyars qu'ils nomment, soit au total 1 million de Magyars seulement, sont, et encore pas tous, prussophiles. Il faut savoir encore que les 9 millions de prolétaires magyars, en fait, ne sont même pas actuellement représentés au Parlement de Budapest car les élections en Hongrie constituent des vols éhontés pratiqués cyniquement au seul profit du million de Magyars qui exploitent leurs compatriotes pauvres. Or, les 9 millions de malheureux paysans magyars ne sont nullement prussophiles. Ils sont, en outre, parfaitement disposés à faire bon ménage avec les autres masses démocratiques représentées par les nationalités qui les entourent. Donc, le jour où le vrai peuple magyar

sera délivré de la noblesse féodale qui l'opprime et deviendra lui aussi maître de ses destinées, il ne se refuserait pas du tout à la création des Etats-Unis envisagés. Je suis parfaitement sûr de cet état d'esprit car, dans mes derniers voyages à Budapest, j'ai pu entrer en rapport avec des chefs des organisations démocratiques magyares. C'est ainsi que j'ai appris que déjà avant la guerre, ils essayaient de trouver un terrain d'entente avec les autres nationalités slaves de la Hongrie. Cette tendance était si forte qu'elle a d'ailleurs contribué à pousser le néfaste comte Tisza à déclarer la guerre afin d'éviter le mouvement démocratique qui menaçait les privilèges de la noblesse magyare dont il est un des chefs.

En définitive, on constate donc qu'il y a en Autriche-Hongrie et en Serbie une masse de 34 millions d'habitants, pratiquement purs d'éléments germaniques, qui permettraient de constituer en Europe centrale des Etats-Unis qui pourraient devenir plus tard l'embryon des Etats-Unis d'Europe.

Tous les éléments ethnographiques existent donc bien qui rendraient possible d'élever en Europe centrale une triple barrière très puissante contre tout retour offensif du Pangermanisme. (V. p. 84.) La création de cette barrière serait

la solution du grand problème posé par le péril pangermaniste. Elle libérerait du joug prussien pour toujours de nombreuses nationalités. Elle serait conforme aux intérêts non seulement de tous les Alliés mais encore du monde entier, car, comme j'espère le prouver au chapitre IX, les Américains du Sud et ceux du Nord ne seraient pas moins vitalement touchés que les Alliés européens et le Japon par la réalisation du Hambourg-Golfe Persique.

Donc, comme je voudrais l'avoir établi, l'armature nécessaire, mais suffisante, du plan pangermaniste, représentée par le Hambourg-Golfe Persique peut être sûrement détruite en Europe centrale et ne peut l'être que là. *Il en résulte que la question d'Autriche-Hongrie constitue le nœud du problème non pas seulement européen mais universel, posé à tous les Etats civilisés par la guerre déchaînée par l'Allemagne prussianisée et l'ambition exécrable des Hohenzollern.*

La question d'Autriche-Hongrie a encore un aspect social d'intérêt universel que les libéraux et les socialistes des pays alliés ou neutres n'ont peut-être pas encore suffisamment envisagé. L'hégémonie de l'Allemagne que l'Autriche-Hongrie aurait, en effet, cette *conséquence sociale* de portée infinie : un bail nouveau de puis-

sance écrasante et renforcée serait assuré à l'aristocratie allemande autrichienne, à l'aristocratie magyare de Hongrie, à l'aristocratie allemande de l'empire allemand et surtout aux exécrables *Junkers* prussiens, les principaux responsables de la guerre. Ce triomphe insolent et considérable de l'esprit *junker,* consolidé par les moyens de la domination universelle mis à la disposition du gouvernement de Berlin comme suite de la réalisation du Hambourg-Golfe Persique, aurait pour effet réflexe fatal un refoulement des mouvements démocratiques et libéraux en évolution légitime et nécessaire non seulement dans les pays alliés mais encore dans le monde entier. Il en résulterait finalement de nouvelles crises révolutionnaires, causes de perturbation qu'il est d'un haut intérêt d'éviter en ne laissant pas perdre aux idées de justice sociale et de liberté le terrain qu'elles ont déjà si péniblement conquis.

Ces considérations permettent donc de conclure : *la libération définitive du joug allemand de tous les peuples slaves et latins de l'Autriche-Hongrie est d'intérêt social général. Elle constitue, en effet, une condition essentielle du progrès des idées libérales, du développement pacifique et de l'organisation de la démocratie dans l'Univers entier.*

CHAPITRE VII

LES BALKANS ET LE PLAN PANGERMANISTE

I. **Le lien existant entre le plan pangermaniste et le plan d'hégémonie bulgare.**
II. **La Grèce et les ambitions pangermanistes.**
III. **La Roumanie et le plan pangermaniste.**

En raison du fait qu'ils font géographiquement partie de la zone Hambourg-Golfe Persique, les États des Balkans sont d'une importance extrême soit pour la réalisation, soit pour l'anéantissement du plan pangermaniste tout entier. Au surplus, les événements se sont chargés de démontrer aux plus sceptiques l'influence de ces États sur l'évolution de la lutte. L'opinion publique, alliée ou neutre, doit donc saisir très nettement combien étroit est le rapport existant entre les facteurs balkaniques et le plan pangermaniste universel.

Il ne peut s'agir ici que des facteurs balkaniques fondamentaux, de ceux ayant un caractère durable et permanent et non pas de l'attitude de certains gouvernements de la péninsule orien-

tale. Cette attitude, depuis un an surtout, est singulièrement vacillante. Elle subit, en effet, l'action des influences parasitaires allemandes qui, par l'intermédiaire des liens dynastiques des familles régnantes, renforcés par les intimidations berlinoises, s'exercent sur ces gouvernements contrairement aux intérêts nationaux que ceux-ci ont cependant à défendre. D'ailleurs, une entière équité oblige à reconnaître que les fautes diplomatiques commises par les Alliés, surtout en 1915 en raison de leurs faibles connaissances des réalités balkaniques, a singulièrement favorisé le succès des influences germaniques.

Ainsi, par exemple, à Athènes, le cabinet actuel, constitué d'ailleurs à la suite de dissolutions arbitraires du Parlement hellène et, par conséquent, dépourvu de toute autorité constitutionnelle, pratique sous l'impulsion du roi Constantin, beau-frère de l'empereur Guillaume II, une politique que tous les Grecs autorisés et libres de parler considèrent comme désastreuse pour les intérêts vitaux de l'Hellénisme. De même à Bucarest, des Roumains éminents critiquent très vivement l'attitude du cabinet Bratiano. Ainsi *La Roumanie*, organe de M. Take Ionesco, à propos du récent accord commercial germano-roumain vient d'assurer : « Cet accord fait de

la Roumanie la dupe de l'Allemagne ». (V. *Le Journal*, 20 avril 1916.) La décision finale de certains gouvernements balkaniques est donc pour l'instant encore en suspens, mais quelle qu'elle soit, chacun des peuples balkaniques verrait inéluctablement ses intérêts futurs servis ou menacés par le triomphe du plan pangermaniste. Ce sont ces vues d'avenir qu'il importe de dégager. Pour le Monténégro et la Serbie, tout examen est inutile tant il est évident que la victoire allemande signifierait pour ces deux États la disparition définitive et sans appel.

I

Il en est autrement pour la Bulgarie. A la vérité, la clef de toute la situation balkanique réside dans le plan d'hégémonie bulgare qui, comme on va le constater, se raccorde étroitement, au moins dans son principe, avec le plan pangermaniste.

Il y a longtemps qu'on l'a dit, les Bulgares sont les Prussiens de l'Orient. Or, c'est leur idée fixe de réaliser à tout prix leur rêve de domination balkanique qui a amené les Bulgares à faire leur jeu avec Berlin sans comprendre que si dans une première phase, ils pourraient bénéfi-

cier de cette combinaison, ils seraient finalement les victimes de la Pangermanie.

Les prétentions des Bulgares à l'hégémonie, encore plus ignorées que le plan pangermaniste,



sont cependant relativement anciennes. En voici une preuve irrécusable.

La carte ci-dessus constitue un document de première importance car elle va permettre de saisir sur le vif d'abord la politique bulgare et ensuite celle des autres États balkaniques. Cette

carte est une traduction et une reproduction fort exacte de la carte se trouvant à la page 56 de la partie historique du livre édité en bulgare, à Sofia, et intitulé : *Le camarade du soldat, manuel pour les soldats de toutes les armes.* Cet ouvrage de propagande *officielle* dans l'armée, *donc dans le peuple bulgare tout entier, puisque tous les Bulgares passent à la caserne*, a été publié conformément à l'ordre n° 76 du 14 mars 1907, du ministère de la Guerre bulgare, approuvé et autorisé par le chef du grand État-Major de l'armée bulgare. Ce manuel a été recommandé par le ministère de la Guerre bulgare par la circulaire n° 28 du 21 mars 1907. *Nous nous trouvons donc en présence d'un livre officiel bulgare datant de* 1907, *qui établit très nettement, et sans contestations possibles, quelles idées ont été systématiquement inculquées, depuis au moins neuf ans, au peuple bulgare tout entier.*

Sur cette carte intitulée *La Grande Bulgarie* et qui est coloriée dans la huitième édition du livre bulgare original que je possède, la partie dite *déjà délivrée par les Bulgares* est teintée en rose, — figurée en hachures larges sur notre carte, — les parties dites *non délivrées par les Bulgares* sont teintées en rouge, — représentées en hachures plus denses sur notre carte. Ce document officiel bulgare permet de comprendre à la

fois tout ce qui s'est passé pendant les guerres balkaniques et la conduite du gouvernement de Sofia pendant la guerre européenne.

En réalité, lorsqu'en 1912 les Bulgares firent alliance avec les Grecs et les Serbes contre la Turquie, ils n'étaient déjà pas sincères envers leurs alliés. Ils avaient alors très peu d'estime militaire pour les Grecs et les Serbes. Mais ils trouvaient fort expédient d'utiliser les forces de ceux-ci contre l'ennemi principal, la Turquie, se réservant ensuite de profiter plus tard de l'accroissement de puissance de la Bulgarie réalisé aux dépens de l'Empire ottoman pour régler ensuite le sort de leurs alliés momentanés. Comme ces arrière-pensées étaient soupçonnées à Belgrade et à Athènes, on conçoit que dès le début de leur action commune, les gouvernements grec et serbe n'aient pas eu une confiance absolue dans celui de Sofia. La défiance des Grecs et des Serbes fut d'ailleurs mise très nettement en éveil quand, après ses premières victoires contre les Turcs, le roi Ferdinand, avant de voir ses troupes se buter aux lignes de Tchataldja, manifesta la prétention d'entrer à Constantinople avec l'évidente volonté d'y rester si possible.

Etant données les revendications bulgares à l'Ouest, qu'expose notre carte-document, on

s'explique encore que, quand, en 1913, les Serbes, écartés de l'Adriatique par l'Europe, malgré leurs victoires, demandèrent aux Bulgares une compensation équitable au sud d'Uskub, les Bulgares, dont le caractère est d'ailleurs foncièrement intransigeant, refusèrent toute transaction.

En outre, toujours poussés par leurs désirs d'hégémonie et incités à l'action par Vienne et par Berlin, les Bulgares crurent le moment venu d'anéantir les Serbes et les Grecs. Les Bulgares firent donc l'attaque brusquée du 17/30 juin 1913 contre leurs anciens alliés. Mais les Serbes et les Grecs qui se méfiaient furent prêts à recevoir le choc. *La Roumanie qui, pas plus que la Grèce ou la Serbie, ne consent à l'hégémonie bulgare*, fit avancer ses troupes jusqu'à 10 kilomètres de Sofia. Les Bulgares furent écrasés par les Serbes à la Bregalnitza et durent signer, le 10 août 1913, le traité de Bucarest. Mais, dès cet instant, animés d'une haine incommensurable pour leurs vainqueurs, ils n'eurent qu'un désir, s'en venger *successivement* et avant tout détruire le traité de Bucarest dès que l'occasion s'en présenterait, d'où :

1° Les traités passés par Sofia avec Berlin et Constantinople, dès avant avril 1914, ainsi que vient de le révéler M. Radoslavoff. (V. *Havas*,

cité par *Le Petit Parisien*, 26 mars 1916 et *Le Temps*, 10 avril 1916.)

2° La participation à la guerre européenne de la Bulgarie aux côtés de l'Allemagne dont les plans d'avenir étaient menacés comme les ambitions bulgares par les conséquences du traité de Bucarest. (V. chapitre II, § 1.)

* * *

L'analyse de notre carte-document bulgare permet de constater *que les prétentions bulgares à l'hégémonie, de même que celles du Pangermanisme, ont pour objet d'absorber, en dehors de toute question de langue ou de race, les régions dont la possession est considérée comme utile à la Bulgarie*. Il y a donc identité absolue entre la doctrine acquisitive des Bulgares et celle des Prussiens. De ce fait, l'entente des deux peuples s'est donc trouvée psychologiquement facilitée. En effet, la Grande Bulgarie de notre document officiel de 1907 (v. la carte, p. 210) englobe : la Dobroudja roumaine jusqu'à Galatz et Sulina sur laquelle les Bulgares ne peuvent évidemment pas élever aucune prétention justifiable, le littoral de la mer Egée, de Serres à Gumuldjina, où domine l'élément grec, la région de Nich qui est serbe, la région de Prizrend qui avait été

reconnue comme serbe par les Bulgares eux-mêmes dans leur traité d'alliance avec les Serbes en 1912. En ce qui concerne la région d'Uskub jusqu'au lac d'Okhrida près de l'Albanie, les Bulgares la reconnaissaient par leur traité avec les



LA SERBIE MACÉDONIENNE

Serbes pour contestable. Son sort devait être réglé par l'arbitrage de l'Empereur de Russie, arbitrage dont les Bulgares n'ont jamais voulu sérieusement et auquel ils ont mis un obstacle radical par leur agression contre les Serbes, en juin 1913. Enfin, quant à la région se trouvant au sud d'Uskub, c'est-à-dire la portion de la Macédoine constituant le sud de la Serbie actuelle, elle nécessite un exposé détaillé spécial. Celui-ci

est indispensable, car c'est au sujet de la Macédoine serbe que beaucoup d'erreurs propagées par la presse alliée ont déterminé les fautes balkaniques des Alliés en 1915. Il est donc tout à fait nécessaire que ces erreurs soient rectifiées si les Alliés veulent éviter dans les Balkans de nouvelles fautes dont ils auraient encore à payer le prix fort élevé.

En somme, pour envisager nettement les difficultés en face, il s'agit de répondre à cette question : le sud de la Serbie est-il bulgare ? (V. la carte ci-contre.)

Le territoire du sud de la Serbie sur lequel ont porté les opinions divergentes est représenté assez exactement :

1° Par un triangle dont le sommet se trouve un peu au nord de Vélès et dont les autres angles sont déterminés par Guevgheli, à l'est, et le lac d'Okhrida, à l'ouest ;

2° Par la bande de terre située à l'est de ce triangle et qui, entre la rive gauche du Vardar et la Bulgarie contient les régions de Kotchana, de Stip et de Stroutmitza-gare. Les Bulgares soutiennent que *tout* le territoire ainsi constitué par ce triangle et cette bande latérale est incontestablement bulgare ; l'an dernier, quelques écrivains alliés ont appuyé cette thèse. D'abord, disait-on, le traité de San-Stefano (1878) a attribué à la

Bulgarie ce qui est maintenant le sud de la Serbie. On oublie qu'en 1878 les études ethnographiques sur l'Empire ottoman étaient encore inexistantes et qu'à cette époque les Russes et les Anglais, pour des motifs différents, avaient tendance à considérer volontiers comme Bulgares, sans contrôle ni distinction, à peu près tous les habitants de la Turquie d'Europe. Les Russes, *qui alors visaient à s'établir ultérieurement dans les Balkans*, étaient incités par ce point de vue à considérer les Bulgares comme extrêmement nombreux. Quant aux Anglais, enflammés par les éloquentes *Bulgarian atrocities* de Gladstone, ils ne songeaient, fort généreusement d'ailleurs, qu'à libérer du joug turc le plus de chrétiens possible, qu'en Macédoine on qualifiait alors sans distinction de Bulgares.

Quoi qu'il en soit, c'est seulement après San-Stefano que les études ethnographiques un peu sérieuses de la Macédoine ont commencé. Encore convient-il d'ajouter que la plupart des écrivains qui ont écrit sur ce sujet ont puisé leurs renseignements non dans des enquêtes sur place mais à Belgrade, à Athènes et à Sofia. Dans ces trois centres, on leur a donné des statistiques minutieuses, fort bien imprimées, d'apparence convaincante mais dont les résultats sont aussi contradictoires qu'il est possible. Pour ma part,

j'avoue n'être arrivé à une idée relativement nette de l'ethnographie si compliquée de la partie de la Macédoine considérée qu'à la suite de mon enquête de 1914, non plus dans les capitales balkaniques mais sur place, notamment à Uskub, à Prizrend, à Prichtina, à Monastir, à Okhrida et à Strouga.

Cette enquête faite six mois avant la guerre m'a amené aux constatations suivantes. La Macédoine serbe contient deux groupes bien distincts de population.

1° L'un est formé de Turcs, d'Albanais, de Koutzo-Valaques ou Roumains, de Grecs, de Juifs et de Tziganes qui se trouvent disséminés dans tout le pays.

2° Le second groupe est constitué par les Slaves macédoniens.

En l'absence de statistiques offrant des garanties, il est impossible de dire lequel de ces deux groupes est numériquement le plus fort. Ainsi, à Uskub, les Turcs et les Juifs seuls étaient estimés comme aussi nombreux que les exarchistes, c'est-à-dire ceux qui, fréquentant les églises et les écoles de l'exarchat bulgare, étaient considérés comme Bulgares.

Mais ce qui est bien certain c'est que les Serbes et les Bulgares se trouvent dans le second groupe de la population, celui des Slaves

macédoniens. Or ce groupe comprend lui-même quatre fractions : les Serbes d'origine, les Bulgares d'origine, les Serbes « flottants » et les Bulgares « flottants ». Les deux fractions « flottantes » semblent être numériquement plus importantes que les deux fractions d'origine. Cette expression singulière de « flottante » est justifiée par l'explication suivante. En 1870, les Bulgares de Macédoine, alors sujets ottomans, obtinrent du Sultan d'être considérés, au point de vue religieux, comme dépendant non plus comme auparavant de l'église orthodoxe grecque, mais d'une église séparée et autonome, l'exarchat bulgare, dont le siège fut fixé à Constantinople. Les Bulgares de Bulgarie, qui se rattachèrent également à la nouvelle église, profitèrent de l'état de choses résultant de cette création pour organiser en Macédoine, sous la direction et avec le concours de l'exarque bulgare, Mgr Joseph, qui résidait à Constantinople et était sujet ottoman, une propagande d'apparence religieuse mais qui, en réalité, avait pour objet de gagner à la cause nationale bulgare le plus possible de Slaves macédoniens. Ceux-ci étaient alors des paysans très pauvres, opprimés par les Turcs depuis des siècles et le plus grand nombre d'entre eux n'avaient aucune conscience d'appartenir à une nationalité particulière. La propagande exarchiste

bulgare se heurta en Macédoine à la propagande grecque et un peu plus tard à la propagande serbe qui, dirigées d'Athènes et de Belgrade, avaient un objectif identique. Ces trois propagandes employèrent en Macédoine les moyens les plus divers : argent, écoles, procédés terroristes, pour conquérir des Slaves macédoniens nationalement encore indéterminés à la cause nationale bulgare, à la cause nationale grecque, à la cause nationale serbe.

Ces propagandes aboutirent bien souvent à des résultats extravagants qui en démontrèrent le caractère artificiel. Ainsi, avant la guerre européenne, on voyait dans beaucoup de villages macédoniens trois frères dont l'un se disait grec, l'autre serbe, et le dernier bulgare. Parfois, sous l'effet des pressions dont ils étaient l'objet, leurs convictions nationales respectives changeaient et c'était alors le Serbe qui se disait Bulgare ou inversement. L'expression employée plus haut de « Serbes et de Bulgares flottants » est donc bien justifiée. Il est toutefois incontestable que la propagande serbe ayant commencé en Macédoine environ quinze ans plus tard que la propagande bulgare avait recruté moins d'adhérents « flottants » que la propagande bulgare parmi les Slaves macédoniens indéterminés. Les deux éléments constitutifs du groupe bulgare de Macé-

doine, Bulgares d'origine incontestable et Bulgares « flottants » ont d'ailleurs une répartition géographique relativement définie. Quoique mélangés à des éléments turcs, les habitants de la région de Kotchana et d'Istip (Stip en serbe), donc sur la rive gauche du Vardar et limitrophe de la Bulgarie (v. la carte, p. 216) sont, pour la plupart, des Bulgares d'origine incontestable. Si, lors du traité de Bucarest, les Serbes ont réclamé ces régions de relief montagneux c'était pour des motifs stratégiques afin de pouvoir assurer la défense du chemin de fer, vital pour eux qui, passant par la vallée du Vardar relie Belgrade, Nich et Uskub à Salonique. La guerre actuelle a prouvé que ce point de vue n'était pas sans justification.

Par contre, sur la rive droite du Vardar, donc dans la plus grande partie de la Macédoine serbe, les éléments bulgares authentiques ou flottants sont plus ou moins disséminés parmi tous les autres éléments ethnographiques. Assurément, il y a à l'ouest du Vardar des Bulgares d'origine fort ancienne et incontestable. Un certain nombre venus de ces régions exercent même en Bulgarie une influence politique prédominante. Ainsi le général Boyadjeff est né à Okhrida, M. Ghenadieff est né à Monastir. Mais ces Bulgares d'origine sont certainement une

minorité dans l'ensemble ethnographique macédonien. Ainsi à Monastir, sur 60.000 habitants, il y avait, en 1914, environ un tiers de Bulgares. Autour de Monastir et d'Uskub, on trouvait bien des villages habités presque entièrement par des Bulgares, mais à côté de ces villages il en était d'autres formés par des nationalités macédoniennes différentes (Serbes, Roumains, etc.).

Quant aux Bulgares « flottants », après cinq mois seulement d'occupation serbe consécutive au traité de Bucarest, déjà beaucoup se disaient serbes. Par exemple, le maire serbe de la petite ville de Strouga était du temps des Turcs l'ancien directeur de la propagande bulgare dans la région de Strouga. Les cas analogues étaient extrêmement nombreux. Les Bulgares de Sofia ne pouvant nier ce passage en masse au serbisme d'anciens Bulgares dus à la propagande de l'exarchat, prétendaient que cette évolution était la conséquence du régime de fer et de sang employé selon eux par les Serbes pour assurer leur domination en Macédoine. Cette affirmation ne me paraît pas défendable. J'ai parcouru la plupart des routes de la Macédoine serbe en hiver (janvier 1914), accompagné seulement d'une ou deux personnes. J'ai croisé bien souvent des soldats serbes qui, quittant leurs garnisons de la frontière albanaise, allaient en permission dans la Serbie du Nord.

Or, ces soldats s'en allaient seuls ou par groupes de deux ou trois. Un simple bâton à la main, ils franchissaient les 60 ou 70 kilomètres qui les séparaient de la plus proche voie ferrée. Si la région avait été réellement peuplée de Bulgares convaincus et exécrant les Serbes, n'est-il pas évident qu'il y aurait eu des attentats contre ces soldats serbes isolés et sans défense ? Or ces attentats ne se produisaient pas et ainsi que j'ai pu le constater la plus complète tranquillité régnait dans la Serbie macédonienne qui, du temps des Turcs, était le théâtre de meurtres incessants lesquels, d'ailleurs, le plus souvent, résultaient des moyens terroristes employés par la propagande bulgare.

Ce qui est certain, c'est qu'au début de 1914 les Bulgares « flottants », en réalité les plus nombreux, acceptaient sans résistance le régime serbe et se disaient Serbes. L'exarque bulgare, Mgr Joseph, qui avait organisé et dirigé depuis 1870 la propagande bulgare en Macédoine ne s'étonnait nullement de ce résultat. Il convint devant moi, à Sofia, en février 1914, que la partie était perdue par la Bulgarie dans le sud de la Macédoine et qu'au bout de très peu de temps la plupart des adhérents qu'il avait recrutés jadis se montreraient de très bons Serbes. Il en prenait d'ailleurs son parti, car Mgr Joseph avait été

opposé à l'attaque de juin 1913 contre les Serbes et les Grecs et il estimait que la Bulgarie devait s'incliner devant un fait accompli dont elle avait assumé la responsabilité et dont elle devait subir les conséquences.

Pour ces raisons multiples, on ne peut donc pas dire que le sud de la Bulgarie est bulgare. Mais le peuple bulgare de Bulgarie a été complètement intoxiqué par l'intense propagande qui a été organisée surtout depuis trente ans, en Bulgarie même, par des Bulgares originaires de Macédoine ottomane. Ceux-ci, hommes généralement fort énergiques, se sont en réalité emparés en Bulgarie de tous les postes importants : militaires, politiques, administratifs. Ils ont si bien propagandé que le dernier des paysans bulgares de Bulgarie croit « dur comme fer » que toute la Macédoine serbe est bulgare. On conçoit aisément le parti que la politique allemande a pu tirer à Sofia d'un tel état d'esprit pour précipiter le peuple bulgare dans la mêlée aux côtés du germanisme.

En réalité et pour résumer, le sud de la Macédoine est vraiment la Macédoine, c'est-à-dire un territoire habité par des populations bigarrées à peu près partout intimement mélangées. Les Bulgares qui s'y trouvent ne peuvent donc pas légitimement prétendre que le traité de Bucarest

en attribuant la Macédoine du sud-ouest à la Serbie a violé à leur détriment le principe des nationalités. En effet, précisément parce qu'elle est la Macédoine, c'est-à-dire un mélange extraordinaire de populations diverses, *le principe des nationalités est impossible à appliquer en Macédoine*. En toute équité, le sort de cette contrée si particulière ne saurait être réglé que d'après les nécessités générales stratégiques et économiques des États environnants. Or, s'il y a des Bulgares en Macédoine il y a aussi des Serbes, et ni stratégiquement, ni économiquement, le sud de la Macédoine n'est nécessaire à la Bulgarie. Au contraire, la Serbie a un intérêt économique et défensif réellement vital à être en contact géographique direct avec la Grèce, afin, par Salonique, d'avoir à la mer Egée l'accès qui lui est indispensable.

*
* *

Ce qui prouve d'ailleurs et surabondamment que ce n'est pas sur des bases ethnographiques que se fondent les prétentions acquisitrices bulgares, c'est qu'actuellement les ambitions du gouvernement de Sofia dépassent considérablement même les limites extrêmes de notre carte-

document (v. p. 210). En effet, non seulement la Bulgarie veut conserver la région de Nich mais elle prétend encore s'étendre jusqu'à la Hongrie qui d'ailleurs, elle aussi, veut mordre sur la Serbie. En février 1916, M. Take Ionesco a déclaré à Bucarest qu'il tenait de source sûre que l'Allemagne venait d'assurer à la Bulgarie *Salonique et la Dobroudja roumaine* jusqu'à Sulina (V. *Le Matin*, 25 février 1916), c'est-à-dire exactement cette partie de la Dobroudja roumaine que, d'après notre carte-document, les Bulgares convoitent depuis au moins 1907. Quant au roi Ferdinand, il prétend obtenir pour son fils toute l'Albanie centrale, ce qui permettrait à la Bulgarie, sous couleur d'un arrangement éventuel plus ou moins imposé à quelques tribus albanaises, de s'étendre de la mer Noire jusqu'à l'Adriatique, projet ancien que n'ignorent pas les initiés aux ambitions du Cobourg de Sofia. Il est d'ailleurs probable, tant en ce qui concerne l'Albanie que la Dobroudja roumaine, que le gouvernement de Berlin tiendra pour le moment en brides les ambitions bulgares, afin de ménager les susceptibilités de Vienne et de prolonger la neutralité de la Roumanie en entretenant les illusions du cabinet Bratiano. Il sera bien temps plus tard de punir la Roumanie de ses hésitations à accepter la sujétion allemande,

quand elle aura définitivement laissé passer l'heure de s'y soustraire.

Le traité secret, dont *Le Temps* du 29 février 1916 a dévoilé la négociation entre le Kaiser et le tsar Ferdinand, donnerait à celui-ci la certitude de parfaire ultérieurement son plan d'hégémonie bulgare. Mais ce traité « liant le sort de la Bulgarie à celui de l'Allemagne, militairement, économiquement et politiquement, la Bulgarie entrerait dans la Confédération germanique ». Donc, finalement, toujours conformément au plan de 1911, la Bulgarie servirait de large pont entre la Confédération germanique de l'Europe centrale et la Turquie prussianisée.

Cette nouvelle récente achève de démontrer comment et sous quelle forme le plan d'hégémonie bulgare se relie étroitement au plan pangermaniste de domination mondiale.

II

Il semble bien que l'évidence des faits accomplis amène les Grecs à constater maintenant que si les Alliés ont commis des fautes dans les Balkans, — d'ailleurs par excès de candeur, par méconnaissance des facteurs psychologiques et avec les meilleures intentions du monde, — le gouvernement d'Athènes s'est également trompé

dans les derniers mois sur le plus sûr procédé de sauvegarder les intérêts helléniques.

D'après son traité d'alliance avec la Serbie, du 16/29 juin 1913, la Grèce devait venir en aide à son alliée au cas où celle-ci serait attaquée par *toute tierce puissance*. Ce texte était clair. Il est inutile d'épiloguer à son sujet car, même sans traité, la nécessité vitale pour la Grèce de ne pas laisser les Bulgares rompre à son détriment l'équilibre balkanique et s'interposer entre la Grèce et la Serbie commandait au gouvernement d'Athènes de ne pas laisser écraser la Serbie. Or, comme on sait, la jonction des soldats alliés du général Sarrail avec les troupes du voievode Putnik, à la fin de 1915, a manqué de fort peu. Il est donc manifeste que si, dès le débarquement des Alliés à Salonique, la Grèce avait uni ses efforts aux leurs, la Serbie, à peu près certainement, aurait été sauvée. C'est ce que comprenait fort bien M. Venizelos et une grande partie de l'opinion hellénique mais c'est ce que le roi Constantin n'a pas voulu admettre. L'histoire établira si en cette circonstance si grave pour son pays sa qualité de beau-frère du Kaiser n'a pas grandement nui au jugement du roi des Hellènes. Ce qui est sûr, c'est que l'attitude du roi Constantin ne s'explique pas encore rationnellement et que sa politique a soulevé les

protestations des colonies helléniques à l'étranger qui, étant libres de parler, dans un appel rédigé par leurs congrès, en février 1916, ont déclaré :

« En nous complaisant dans une neutralité inconcevable qui provoque la dérision, nous courons le danger non seulement de ne jamais voir réaliser les aspirations que nous ont léguées nos pères mais aussi de compromettre notre indépendance... » (Cité par *Le Temps*, 26 février 1916.)

La véhémence de ces protestations s'explique car, du fait même de la politique suivie depuis quelques mois par le gouvernement d'Athènes, la Grèce se trouve désormais en présence de problèmes vitaux qu'elle doit absolument solutionner sans tarder si elle veut assurer son avenir.

La carte ci-contre, — qui rappelle l'état de la Grèce avant et après les guerres balkaniques, — va permettre de saisir les intérêts essentiels que la Grèce a à défendre.

La Grèce s'est toujours préoccupée au plus haut point des nombreux Hellènes vivant en Orient en dehors de son territoire. Elle voudrait ou les récupérer ou du moins leur assurer une existence possible.

Ces Hellènes se trouvent dans les régions ethnographiques quadrillées sur la carte que j'ai exactement reproduites d'après la carte n° 2 de

l'*Atlas pangermaniste* de Paul Langhans, édité



à Gotha chez Justus Perthes, en 1900. Ce sont

donc les Pangermanistes eux-mêmes qui reconnaissent la présence de nombreux Grecs dans le sud de l'Albanie et surtout en Bulgarie et en Turquie. Sans doute, depuis les guerres balkaniques, la densité des Grecs dans les régions hellènes de Bulgarie et de Turquie a subi de sérieuses modifications. Beaucoup de ces Grecs ont été massacrés soit par les Turcs, soit par les Bulgares. Sous l'effet des persécutions turco-bulgares, 500.000 Hellènes environ ont dû, depuis 1912, se réfugier en Grèce. Mais les Grecs ayant des raisons d'être exactement informés estiment qu'il reste encore environ 200.000 Grecs sur les côtes de l'Égée de la nouvelle Bulgarie et 2.300.000 dans l'Empire ottoman. Il est clair que si la Bulgarie et la Turquie, grâce au concours de l'Allemagne, étaient finalement victorieuses, ces 2.500.000 Grecs seraient définitivement perdus pour l'hellénisme. - Le gouvernement d'Athènes s'il veut sauver les Grecs a donc une première raison fondamentale de s'opposer vite au succès aussi bien des Bulgares que des Turcs. Or, les Grecs ottomans sont actuellement molestés de la façon la plus systématique par les séides jeunes-Turcs. D'autre part, les succès russes en Arménie produisent à Athènes, sinon sur le gouvernement du roi Constantin au moins sur l'opinion publique, une sensation profonde.

Les Grecs de Grèce connaissent trop bien la vétusté de l'Empire ottoman pour ne pas comprendre que ses jours sont comptés. La majorité de l'opinion hellène saisit que le moment approche où en s'associant aux Alliés, adversaires de la Turquie, la Grèce doit s'assurer une voix au chapitre afin d'y faire régler à la paix, conformément aux intérêts grecs, le sort des Hellènes de Turquie qui, — la carte l'établit, — présentent ce caractère particulier d'être disséminés par petits paquets sur les côtes ottomanes sans cependant former nulle part une agglomération assez étendue pour constituer un droit incontestable à une part bien définie de l'Empire ottoman.

En ce qui concerne la Bulgarie, l'intérêt de la Grèce est double. Il consiste d'abord à empêcher au plus vite les Grecs de Bulgarie et de la Serbie envahie de continuer à être molestés, déportés, violentés et volés méthodiquement comme ils le sont présentement. Mais la Grèce a surtout un intérêt absolument vital à ce que le gouvernement de Sofia ne réalise pas son plan d'hégémonie sur les Balkans. (V. la carte p. 210.) On sait parfaitement bien à Athènes que les Bulgares convoitent Salonique et que, même sans englober cette ville, si la Grande-Bulgarie s'étendait jusqu'à l'Albanie, la Grèce ainsi coupée au

nord du reste de l'Europe par un voisin haineux et intransigeant se trouverait dans une situation intenable militairement et économiquement. C'est ce danger considérable que montrent avec insistance les journaux de M. Venizelos, lequel a été vraiment le rédempteur de la Grèce depuis 1909. Comme cette conviction est profondément ancrée dans l'âme de la quasi-totalité des Grecs qui ont pour les Bulgares, qu'ils considèrent comme leurs ennemis héréditaires, une aversion irréductible, il y a là à la fois une conviction réaliste et un facteur psychologique qui, selon toute vraisemblance, inclineront finalement la Grèce plus encore que tous les autres motifs à comprendre le danger pour la Grèce de l'alliance des Bulgares et des Allemands.

Enfin le plan pangermaniste lui-même menace de la façon la plus directe les intérêts de la Grèce mais c'est là une vérité, il faut le reconnaître, qui n'est pas encore suffisamment « réalisée » par l'opinion hellénique. Il est cependant manifeste que la Grande-Allemagne a pour objectif final de dominer à Salonique, sinon d'abord directement, au moins par l'intermédiaire des Bulgares prussianisés. Or, la grande voie ferrée qui partant de Vienne passe par Belgrade, Nich, Uskub, Salonique, aboutit maintenant au Pirée depuis que, tout récemment, le raccordement

vient d'être effectué par la prolongation de la ligne grecque de Larissa, de Papapouli à Guida, station du tronçon des chemins de fer de Salonique à Monastir. Grâce à ce raccordement de 96 kilomètres, une grande voie ferrée continentale vient d'être ainsi constituée qui, à la paix, aura pour la Grèce et même pour l'Europe entière une importance économique considérable. En effet, la Grèce forme la pointe la plus méridionale du continent vers l'Orient. Alors que le trajet Athènes-Paris exige en temps de paix normal cent heures au minimun, il n'en demandera plus que soixante par la nouvelle voie ferrée. En outre, tous les voyageurs à destination de l'Égypte et de l'Extrême-Orient, auront le plus grand intérêt à ne plus passer par Brindisi, encore aujourd'hui le plus court chemin. Le trajet maritime Brindisi-Alexandrie exige soixante-dix heures, il en suffira de seize pour aller du Pirée en Égypte. La nouvelle voie ferrée sera donc de beaucoup la préférable non seulement pour les voyageurs mais encore pour les marchandises périssables et les transports postaux. Il est par suite incontestable qu'une partie du trafic maritime de l'Europe passera, après la paix, de Marseille et des ports italiens au Pirée. De ce déplacement d'activité économique, il résultera pour la Grèce des profits cer-

tains et importants sans compter qu'une notable fraction de la clientèle riche du continent qui chaque année va passer plusieurs mois en Égypte, s'arrêtera à Athènes avant de s'embarquer et fera aux ruines classiques des excursions qui, sous la forme touristique, laisseront dans le pays des profits fort appréciables. Si la Serbie est reconstituée, la Grèce est certaine de tirer tous les profits de cette situation nouvelle. Par contre, si le plan pangermaniste sur les Balkans réussissait c'est la Grande-Allemagne qui saurait s'assurer tous les avantages de la nouvelle grande artère ferrée balkanique sur laquelle elle convoite de dominer comme ailleurs. Or, il est clair que si l'Allemagne triomphait, la mainmise économique sur Salonique, sur le Pirée et sur toute la Grèce ne pourrait pas être évitée et que, sous cette forme encore, la Grèce perdrait son indépendance.

Par conséquent, le plan pangermaniste menace tous les intérêts vitaux de la Grèce puisque son succès par voie de conséquences implique pour celle-ci : envahissement économique, ruine de l'hellénisme, et hégémonie bulgare dans les Balkans. Par contre, la victoire de l'Entente seule permettra à la Grèce d'éviter tous ces dangers. L'opinion publique hellène le comprend de mieux en mieux. En outre, dans une lettre pu-

bliée par *Le Temps* le 20 février 1916, le prince Nicolas de Grèce, qui est le diplomate fort averti de la famille royale, s'est manifestement proposé d'écarter loyalement les malentendus qui ont existé entre le gouvernement d'Athènes et l'Entente. De cette lettre, il faut surtout retenir les déclarations suivantes qui, venant du frère du roi Constantin, ont une portée qui ne saurait échapper. « Il n'y a en Grèce que deux courants : l'un pousse à faire entrer la Grèce dans la lutte à côté de l'Entente, l'autre est neutraliste. Mais personne n'a jamais exprimé l'idée qu'au cours de cette guerre nous aurions dû y participer en nous rangeant du côté des puissances centrales. La Grèce est restée neutre. *Elle n'a jamais déclaré ne vouloir à aucun prix sortir de la neutralité.* »

Le 9 mars, la *Patris* d'Athènes publiait un article du général Danglis, ancien ministre de la guerre dans le cabinet Venizelos, concluant : « la Grèce doit sans retard procéder à la révision de toutes les classes de son armée susceptibles d'être appelées sous les armes *car la Grèce sera sans aucun doute obligée d'utiliser ses forces pendant la guerre actuelle.* (V. *Le Temps*, 10 mars 1916.)

III

L'alliance de l'Allemagne avec la Bulgarie, en raison des conséquences considérables qu'elle entraînerait pour la Roumanie, est de nature à obliger celle-ci, en dépit de l'attitude temporisatrice de son gouvernement, à défendre finalement ses intérêts vitaux. Ceux-ci apparaissent maintenant d'une façon de plus en plus nette. D'abord, il est certain que le plan d'hégémonie bulgare dans les Balkans (V. p. 210) est aussi peu admis par le peuple roumain que par le peuple grec. Les incidents de frontière qui se sont multipliés récemment entre Bulgares et Roumains sont des indices manifestes de l'aversion réciproque et irréductible des deux peuples. En outre, les Roumains ont été spécialement alarmés par ce qui s'est passé dans cette partie de la Dobroudja que la Bulgarie a dû céder en 1913 à la Roumanie (quadrillée sur la carte ci-contre). Les syndicats de paysans bulgares de cette région ont manifesté leurs tendances séparatistes. En outre, il a été récemment découvert que dans la Nouvelle-Dobroudja, l'espionnage bulgare était organisé, sous prétexte d'excursions archéologiques, par des Allemands qui faisaient ensuite parvenir aux autorités militaires bulgares des photographies

et des relevés topographiques de haute importance. Enfin, M. Take Ionesco a fait connaître, au début de 1916 à Bucarest, que l'Allemagne



avait promis à la Bulgarie non seulement le territoire qu'elle a perdu en 1913 aux dépens de la Roumanie mais encore la Dobroudja roumaine jusqu'à [Galatz et Sulina. Depuis sans doute,

Berlin, par tactique, a dû assurer Bucarest qu'il limiterait les ambitions bulgares. Mais cette promesse, ressemblant fort à un chantage inspiré par les nécessités du moment, est singulièrement précaire pour les Roumains. Ils se sentent menacés par les ambitions bulgares et il paraît peu douteux que, dès que les circonstances lui paraîtront favorables, si son gouvernement ne se laisse pas « méduser » par celui de Berlin, la Roumanie, — selon les expressions mêmes de l'*Universul* dont les attaches officieuses avec les sphères militaires de Bucarest sont connues, — en finira avec le péril bulgare comme « il eût fallu en finir en 1913 ». (Cité par *Le Temps*, 19 mars 1916).

D'autre part, la politique nationale roumaine est influencée au plus haut point par les deux questions de Bessarabie et de Transylvanie. Comme la carte ci-contre permet de le constater, la Roumanie *irredenta* est formée de deux grands éléments ethnographiques et territoriaux : 1.000.000 de Roumains environ se trouvent dans la Bessarabie russe, mais 3.700.000 Roumains habitent la Transylvanie et la Bukovine, c'est-à-dire de vastes régions de la Hongrie et de l'Autriche. L'idéal roumain intégral serait évidemment de récupérer, à la fois, les frères roumains de l'est et de l'ouest, mais comme l'absolu n'est

pas possible il faut choisir. Les germanophiles de Bucarest, menés par MM. Carp et Marghiloman, soutiennent que la Roumanie doit opter pour la Bessarabie, donc marcher contre la Russie. Ce à quoi les politiques réalistes de Bucarest répondent : « Nous désirerions assurément aussi récupérer les Roumains de Bessarabie mais cette politique ne serait possible que si l'Empire russe avait été complètement détruit par l'Allemagne, ce qui n'est pas le cas et ne peut pas être, car les faits acquis prouvent que la Russie ne saurait être vaincue définitivement. La Roumanie ne peut donc pas sensément se mettre en état d'hostilité permanente avec l'énorme empire des Tsars. En outre, pour récupérer le million de Roumains de Bessarabie, nous devrions abandonner les 3.700.000 Roumains de Transylvanie et par surcroît accepter dans les Balkans l'hégémonie des Bulgares puisque ceux-ci sont les Alliés des empires du Centre. »

Tels sont les arguments essentiels qui inclinent l'opinion roumaine à opter très nettement pour l'acquisition de la Transylvanie. Pour que les rapports russo-roumains deviennent cordiaux au point de permettre une alliance entre Pétrograd et Bucarest, il reste, peut-être, à ce que la Russie rassure la Roumanie au sujet du régime

futur des Détroits. On comprend certainement très bien à Bucarest qu'après les énormes sacrifices de la Russie il est tout naturel qu'elle ne reste pas embouteillée dans la mer Noire par les Turcs et qu'elle occupe, après la paix, une situation prépondérante à Constantinople. D'autre part, il est de l'intérêt de l'Europe entière et de la Russie elle-même qu'elle assure dans l'avenir un régime très libéral aux Détroits. On ne voit donc pas pourquoi l'entente ne pourrait pas se faire sur cet important sujet entre Bucarest et Pétrograd.

Pour écarter ou au moins retarder l'intervention roumaine que Berlin redoute grandement, la diplomatie du Kaiser fait pression sur Vienne et sur Budapest afin d'y obtenir de « larges concessions » en faveur des Roumains de Transylvanie et de ceux de Bukovine. Mais à Bucarest, on sait par expérience ce que peuvent valoir les promesses viennoises et surtout celles des féodaux magyars. En outre, comme la Roumanie veut l'annexion pure et simple de la Transylvanie et de la région roumaine de Bukovine, ce ne sont pas de simples concessions qui pourraient la satisfaire. Les offres des empires du Centre à Bucarest ont donc peu de chances d'être prises au sérieux.

Elles le seront d'autant moins que les Rou-

mains se rendront plus complètement à l'évidence en constatant que si le plan pangermaniste *prévoyait la cession par l'Allemagne de la Transylvanie à la Roumanie, aux dépens de la Hongrie,* ce plan n'en menace pas moins cependant leur indépendance de la façon la plus directe et la plus incontestable. Pour tâcher de gagner la Roumanie à sa cause, Berlin a promis à la Roumanie aux dépens de la Russie la Bessarabie avec Odessa. Pour apprécier le caractère et la sincérité de cette offre, les Roumains n'ont qu'à se reporter à la brochure propagée jadis par l'*Alldeutscher Verband,* qui expose le plan fondamental de 1895 et que j'ai citée souvent. *La Grande Allemagne et l'Europe centrale en* 1950. Elle définit ainsi, page 36, le sort que le Pangermanisme réserve à la Roumanie à l'est. « Au cas d'une guerre victorieuse contre la Russie, la Roumanie pourrait obtenir la Bessarabie supérieure jusqu'au Dniester. *L'Autriche annexerait la Bessarabie inférieure sous forme de margraviat de Bessarabie et la transformerait, grâce aux colonies allemandes déjà existantes, en une région purement allemande.*

« *Les limites de ce margraviat austro-allemand de Bessarabie engloberaient les villes d'Odessa, Bender, Borodino, Formosa, Beni, Ismaïl et les bouches de Sulina... Un échange*

réciproque de populations avec les pays voisins assureraient aisément la colonisation exclusivement allemande de ce margraviat. Des vaisseaux de guerre allemands monteraient la garde dans la mer Noire à l'embouchure du Danube allemand. »

Ce plan fondamental qui date de vingt et un ans serait maintenant complété, comme on l'a vu, p. 210, par l'installation *ultérieure* en Dobroudja roumaine des Bulgares qui ainsi seraient en contact direct avec le nouveau margraviat de l'Autriche prussianisée.

Par conséquent, en supposant la victoire allemande, les Roumains qui ont été fort alarmés par l'idée de voir les Russes s'installer à Constantinople se trouveraient en présence du danger autrement considérable d'être à brève échéance entièrement coupés à la fois de la mer Noire et de la Méditerranée. Les Bulgares s'empareraient de la Dobroudja roumaine, les Allemands resteraient à Constantinople et aux Dardanelles, *où ils sont déjà*, et, en outre, domineraient à Odessa et aux Bouches du Danube selon le plan dressé, *dès* 1844, par le futur maréchal de Moltke (V. p. 27). L'autorité de ce nom prouve aux Roumains qu'il ne s'agit pas de fantaisies.

En outre, il est bien évident qu'une Roumanie encerclée ne pourrait plus songer, comme elle e désire si ardemment, à se créer une industrie

nationale puisqu'elle constituerait simplement un territoire économique réduit à l'impuissance et strictement réservé aux produits fabriqués de la Pangermanie.

On constate donc, en définitive, que c'est bien en réalité une question de vie ou de mort qui se pose pour la Roumanie. Son indépendance, en effet, serait mise en péril de la façon la plus directe et la plus incontestable par une victoire prussienne. Il semble bien que l'opinion roumaine dominante se rende compte de ce danger et de la nécessité pour la Roumanie d'intervenir dans le conflit. Reste à savoir si les influences allemandes à Bucarest seront assez habiles et puissantes pour abuser jusqu'au bout les dirigeants roumains et leur faire manquer l'heure décisive.

CHAPITRE VIII

MANŒUVRES ALLEMANDES TENDANT A FAIRE AUX ALLIÉS LE COUP DE « LA PARTIE NULLE », C'EST-A-DIRE A ASSURER LA RÉALISATION DU HAMBOURG-GOLFE PERSIQUE COMME RÉSULTAT MINIMUM DE LA GUERRE.

I. **L'importance exceptionnelle de l'union économique des Empires du centre et le danger pour les Alliés d'établir une connexité entre cette union et leurs propres mesures économiques pour l'après-guerre.**

II. **Raisons de la tactique turco-allemande tendant à une paix séparée de l'Empire ottoman avec les Alliés.**

III. **Pourquoi une paix séparée et prématurée des Alliés avec les Bulgares ferait le jeu de la Pangermanie.**

Au moment où paraît ce livre, les Allemands n'ont certainement pas encore renoncé à l'espoir de maintenir à titre définitif leurs occupations actuelles à l'ouest et à l'est, mais toujours fort prévoyants, ils envisagent cependant l'éventualité où ils se résigneraient à évacuer l'ouest, soit : 90.478 kilomètres carrés, et l'est soit 260.000 ki-

lomètres carrés, afin de conserver la quasi totalité de la partie principale des occupations pangermanistes, c'est-à-dire celles réalisées directement ou indirectement au sud et au sud-est; l'Autriche-Hongrie (676.616 kilomètres carrés), les Balkans (215.585 kilomètres carrés), la Turquie (environ 1.792.900 kilomètres carrés). Soit au total 2.685.101 kilomètres carrés.

Pour maintenir sur ces territoires sa domination, le gouvernement de Berlin se livre dès maintenant à trois sortes de manœuvres fort astucieuses, très bien coordonnées entre elles, quoique revêtant des aspects différents et dont chacune correspond à chacun des trois territoires-étapes essentiels du Hambourg-Golfe Persique : l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie qui forme le pont entre ces deux territoires-étapes.

I

En ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, le programme berlinois se résume ainsi : *profiter de l'occupation des territoires de la Monarchie des Habsbourg par les troupes de Guillaume II pour imposer, par tous les moyens, tant à la Hongrie qu'à l'Autriche, une série de mesures d'union dite économique avec l'Allemagne qui laissent subsis-*

ter en apparence l'indépendance de l'Autriche-Hongrie, de façon à faire illusion aux Alliés, mais, en fait, la subordonne absolument aux volontés de Berlin.

Jusqu'à présent, cette tactique n'a pas pu revêtir de décor légal. Depuis la guerre, les pangermanistes de Vienne n'ont même pas osé convoquer le Parlement autrichien sachant fort bien que les députés slaves et latins eussent protesté de la façon la plus véhémente contre l'assujettissement de leurs pays à l'Empire allemand. Actuellement, les Allemands de Vienne, en terrorisant les Slaves autrichiens, *et en leur persuadant que les Alliés les ont abandonnés*, s'efforcent de préparer une réunion du Reichsrath qui aurait l'air de sanctionner les faits accomplis. Mais on conçoit que cette comédie ne s'arrange pas aisément quand on sait que même les Magyars, qui ont lié étroitement partie avec l'Allemagne, commencent à résister depuis que Berlin est contraint de démasquer ses procédés d'esclavage dont la Hongrie doit supporter les effets comme les autres Etats destinés à être assujettis à la Pangermanie. On prétend que le grand complice magyar de Guillaume II, le comte Tisza lui-même, proteste. En tous cas dans le *Pesti Hirlap*, de Budapest, du 12 avril 1916, son ami assure-t-on, le sénateur Eugène

Rakosy, vient de publier les lignes suivantes particulièrement significatives.

« Toute cette épidémie centre-européenne n'aura d'autre but que de faire tirer aux Hongrois les marrons du feu pour les Allemands. On veut que nous construisions pour les Allemands des routes nationales vers l'Orient... *Toutes ces alliances et unions centre-européennes ne signifient rien sinon qu'on nous propose d'aliéner notre intelligence nationale au joug germanique.* » (Cité par *Le Temps*, 19 avril 1911.)

Mais que les Alliés n'aient pas la moindre illusion. Les protestations les plus véhémentes des Magyars n'y feront rien. Les Allemands occupent l'Autriche-Hongrie et ont la force. Qu'ils cachent leur asservissement de ce vaste empire sous des formules diverses ; extension du *Zollverein,* union économique des empires du Centre, unification des lois commerciales austro-allemandes, etc., ou que même, par tactique, pour endormir les craintes des Alliés, les Allemands renoncent à l'emploi de toute formule positive, le résultat final sera toujours le même : mainmise politique de l'Allemagne sur la monarchie des Habsbourg dissimulée sous des décors d'apparences économiques.

A ce résultat les Allemands tiennent par-dessus tout *parce qu'il est la base de tout le plan pan-*

germaniste, depuis 1895, et la condition même du Hambourg-Golfe Persique, comme on en trouvera les raisons détaillées, il y a quinze ans, dans mon livre L'Europe et la Question d'Autriche au seuil du XXe siècle *et parce que c'est pour réaliser tout au moins sur l'Autriche-Hongrie cette mainmise absolument essentielle pour les plans de Guillaume II que l'Allemagne a fait la guerre.*

Seule, la victoire intégrale des Alliés peut faire renoncer Berlin à ce plan de domination et libérer les peuples non allemands de la monarchie des Habsbourg. En attendant, les Allemands prennent toutes les assurances possibles contre cette éventualité. On a vu p. 154 comment déjà, sous leur pression, les Magyars concertent avec eux les mesures économiques à prendre en vue de la future guerre destinée à compléter les résultats insuffisants d'une paix qu'on considère déjà à Berlin comme devant être « imparfaite ». Impossible donc aux Alliés d'avoir le moindre doute sur la nouvelle guerre qui sortirait fatalement, plus ou moins tôt, de l'union économique, et forcément politique, des empires du Centre. On a pu constater au chapitre V que les conséquences certaines de cette union économique seraient :

1° D'assurer à l'Allemagne la conservation de son butin de guerre et le monopole exclusif de

l'action commerciale sur près de 3 millions de kilomètres carrés contenant d'immenses richesses.

2° Par contre, de laisser aux Alliés tous leurs frais de guerre, c'est-à-dire de condamner leurs peuples à la ruine.

3° De rendre le militarisme prussien plus puissant que jamais puisque, du fait du rayonnement du bloc de l'Europe centrale, il disposerait d'une armée de 15 à 21 millions de soldats.

4° De donner à l'Allemagne l'hégémonie sur la plupart des points stratégiques essentiels terrestres et maritimes ce qui procurerait à Berlin tous les moyens de réaliser progressivement et intégralement son plan de domination mondiale.

Or, il semble que ces conséquences formidables de la mainmise allemande sur l'Autriche-Hongrie n'ont pas été encore bien « réalisés » dans les pays alliés. C'est ce que tendent tout au moins à faire croire les opinions suivantes exposées dans quelques journaux français et anglais. « Les déclarations de M. Runciman, ministre du Commerce du Royaume-Uni, constatait *Le Temps* du 25 mars 1916, prouvent que la Grande-Bretagne est résolue à travailler sans retard à la formation d'une alliance économique *contre les puissances de l'Europe centrale.* »

M. Hughes, premier ministre d'Australie, dans une conférence au « Carlton Club » a donné à entendre qu'il ne faut pas laisser l'empire allemand espérer qu'il lui sera possible de placer *d'autres* pays sous sa dépendance commerciale (V. *Le Temps*, 23 mars 1916.) A la suite de ces déclarations naquit l'idée d'une entente économique entre les Alliés afin de constituer, constatait *Le Petit Parisien*, « la réponse efficace des Alliés au projet d' « Europe centrale » conçu par nos ennemis ».

M. Jules Siegfried dans une lettre au *Temps*, 3 avril 1916, a déclaré à ce sujet: « L'Allemagne qui sent le danger cherche à faire une union douanière avec l'Autriche, la Bulgarie et la Turquie. Il est donc nécessaire pour nous de parer à ce danger ». M. Hewins, président du *Business commitee* de la Chambre des Communes, a assuré à Londres le 6 avril : « Mais la France et l'Angleterre victorieuses *prétendront, vis-à-vis du bloc austro-allemand*, à une prépondérance qui leur permettra d'imposer leurs tarifs, etc. ». (V. *L'Echo de Paris*, 7 avril 1916.) M. Edmond Théry, dans *Le Matin* du 13 avril 1916, envisageant le même problème, conclut : « Il suffira donc aux nations alliées d'élever en même temps et dans des conditions identiques une puissante barrière douanière entre leur marché intérieur respectif

et les produits *de l'Allemagne et de ses complices*, pour porter un coup mortel à son industrie, à son commerce et à son crédit ». Ces déclarations ne sont-elles pas surprenantes? Comment le problème économique à résoudre par les Alliés peut-il, même par l'effet d'une évidente « inadvertance », être posé sur des bases de toute évidence aussi inexactes? Comment, en effet, admettre volontairement la moindre connexité entre la conférence économique des Alliés et l'union économique des empires du centre, cette union étant d'une façon manifeste en contradiction certaine avec le but général de la guerre que les Alliés sont cependant parfaitement d'accord pour poursuivre? En effet, continuer à dire que les Alliés vont constituer une alliance économique des Alliés *pour lutter après la guerre contre le bloc économique de l'Europe centrale*, et pour ne pas laisser l'empire allemand espérer placer *d'autres* pays que l'Autriche-Hongrie sous sa dépendance commerciale, c'est laisser supposer par voie de déduction logique que les Alliés consentent à la mainmise de l'Allemagne prussianisée sur les 50 millions d'habitants de l'Autriche-Hongrie, ce qui assurerait à Berlin les moyens de réaliser le Hambourg-Golfe Persique. Il est cependant clair que cette solution est radicalement incompatible avec le but supérieur et

idéal de la guerre que veulent atteindre les Alliés, but que proclament sans cesse leurs gouvernements, c'est-à-dire la destruction du militarisme prussien.

Il y a donc incontestablement eu erreur de la part de quelques Français et Anglais cependant qualifiés, dans « la position de la question » et l'association de leurs idées. Cette erreur s'explique sans doute par le fait qu'en Angleterre des notions insuffisamment précises règnent encore sur le plan pangermaniste et sur l'Autriche-Hongrie. Beaucoup s'imaginent encore outre-Manche que la majorité de la population de cet empire est allemande alors qu'en vertu du principe des nationalités, l'Allemagne pourrait tout au plus récupérer 7 ou 8 millions d'Allemands, actuellement sujets des Habsbourg. (V. p. 201.) Ces idées inexactes qui règnent en Angleterre sont très difficiles à détruire. Ce sont d'ailleurs elles qui ont déterminé les erreurs de nos alliés britanniques au sujet des Balkans et de Salonique alors que cependant, en raison de l'Egypte et des Indes, l'Angleterre était plus intéressée encore que tous les autres Alliés à la réalisation rapide de cette expédition.

Quoi qu'il en soit, comme les Alliés ne peuvent plus se permettre le luxe sanglant de nouvelles fautes graves, il convient de montrer pourquoi

le projet d'entente économique des Alliés doit être absolument indépendant du projet berlinois d'union de l'Europe centrale.

En effet, si cette dissociation n'était pas bien faite, on déterminerait les conséquences néfastes suivantes qui retarderaient encore la victoire pour l'obtention de laquelle les peuples alliés font des sacrifices si gigantesques.

1° Laisser entendre dans les journaux alliés, même par inadvertance, que l'union économique que l'Allemagne prétend imposer à l'Autriche-Hongrie peut être admise par les Alliés, ce serait fournir aux journaux allemands les moyens de « raffermir » le moral du peuple allemand qui faiblit en lui montrant qu'il peut encore compter sur la réalisation de la partie principale du plan pangermaniste *qu'il considère comme le but essentiel de la guerre*.

2° Le projet allemand de mainmise économique sur l'Autriche-Hongrie est radicalement incompatible avec les engagements pris par les Alliés envers la Serbie. Dans son toast au prince de Serbie, M. Poincaré déclarait : « *Avec l'armée serbe, les Alliés libéreront le territoire serbe, rétabliront sur des bases solides l'indépendance et la souveraineté de votre noble pays et vengeront le droit opprimé* ». (V. *Le Temps*, 23 mars 1916.) Or, il suffit de regarder la carte page 134

pour constater que la mainmise de l'Allemagne sur l'Autriche-Hongrie rendrait cette promesse solennelle absolument irréalisable. La Grande-Allemagne en contact avec les Balkans c'est, en effet, l'Allemagne maîtresse de ceux-ci et par conséquent, pour la Serbie, l'impossibilité même d'espérer vivre.

3° Laisser supposer que le projet d'union économique de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pourrait être même envisagé par les Alliés serait plonger dans le plus affreux désespoir les 28 millions de Slaves et de Latins, sujets des Habsbourg, *qui attendent les Alliés comme des libérateurs et qui, en raison de leurs sympathies pour eux, supportent les effets du plus atroce terrorisme*. Nul doute que la presse allemande ne se servirait de phrases douteuses, parues dans la presse alliée, à propos du *bloc économique* de l'Europe centrale, pour persuader à ces malheureux qu'ils sont abandonnés définitivement par les Alliés et qu'ils n'ont plus qu'à se soumettre au joug germano-magyar. Or, il est manifestement de l'intérêt politique et militaire actuel des Alliés qu'au contraire les 28 millions de Slaves et de Latins d'Autriche-Hongrie sachent, dès maintenant, qu'ils peuvent compter sur les Alliés et que la victoire de ceux-ci impliquera la fin de leur propre esclavage. Ce résultat à obte-

nir de la guerre ne constitue pas seulement un incontestable devoir moral pour les Alliés, il est, en outre, strictement conforme à leur intérêt futur car *l'indépendance des 28 millions de Slaves et de Latins d'Autriche-Hongrie est absolument indispensable à l'établissement d'une nouvelle Europe viable qui, fondée sur le principe des nationalités, constituera en même temps en Europe centrale une barrière infranchissable à tout retour offensif du pangermanisme.*

4° Toute erreur, même apparente, au sujet du sort réservé à l'Autriche-Hongrie par les Alliés d'Occident soulèverait les plus vives protestations chez nos Alliés russes. Comme le disait excellemment M. Milioukoff, dans un discours à la Douma : « *Après la liquidation de la Turquie qui s'esquisse déjà, la liquidation d'un autre Etat parasite s'impose, celle de l'Autriche-Hongrie.* Nous sommes certains que les nombreuses nationalités faisant partie de la monarchie dualiste auront leur liberté des mains de la Russie ». (Cité par *Le Temps*, 27 mars 1916.) Or, le point de vue exposé par M. Milioukoff, qui est celui de tous les vrais connaisseurs de l'Autriche-Hongrie (V. p. 189), ne peut qu'être celui de tous les Alliés puisqu'ils veulent la destruction du militarisme prussien et qu'ils ne mènent évidemment pas la plus atroce des guerres pour que celui-ci

en sorte avec des éléments de puissance infiniment plus grands encore qu'avant la lutte.

Pour ces multiples et très fortes raisons, on voit donc combien il est nécessaire qu'aucune équivoque ne puisse avoir lieu dans la presse alliée au sujet de la conférence économique des Alliés. Que celle-ci s'occupe dès maintenant de prendre pour après la paix des « mesures concertées pour lutter contre les pratiques déloyales pour lesquelles l'Allemagne a poursuivi l'anéantissement de ses rivaux », pour prévenir les nouvelles mainmises allemandes en pleine paix, sur les établissements financiers alliés, pour empêcher les Allemands de tourner les tarifs douaniers comme ils savent le faire, etc., rien de mieux, mais qu'à aucun prix la moindre solidarité même apparente ne puisse subsister entre ces études des Alliés et la prétention de Berlin de fonder le bloc économique de l'Europe centrale. D'ailleurs, comme l'a dit M. Lloyd George, avec son robuste bon sens : « Avant de discuter le régime commercial à adopter pour après la guerre, il s'agit d'abord de gagner la guerre. *Tout dépend de cela* ». (Cité par *Le Temps*, 25 mars.) Or, la guerre ne sera vraiment gagnée par les Alliés que quand tout retour ultérieur offensif du Pangermanisme sera rendu impossible ; ce qui implique précisément la plus

énergique opposition à la mainmise de l'Allemagne sur la majorité des terres formant actuellement l'empire des Habsbourg.

II

Une manœuvre astucieuse dont l'objet est de réserver l'avenir du Pangermanisme et du clan Enver Pacha en Turquie a été déjà esquissée par les Allemands. Comme elle sera certainement tentée à nouveau, si, comme tout l'indique, Berlin a intérêt à la pousser à fond, il faut donc la démasquer complètement par avance. En février 1916, les nombreux agents turcs installés en Suisse et qui semblent bien avoir des intelligences dans les pays alliés, ont commencé à mettre en circulation le bruit que la Turquie était prête à conclure une paix séparée. Enver Pacha avait été assassiné, ce qui d'ailleurs était faux, etc. Cette manœuvre a eu pour objet de commencer à trouver dans les pays alliés le concours de ces naïfs irréductibles, cuirassés d'une ignorance épaisse sur les affaires d'Orient et qui cependant ne sont pas toujours sans influence sur les milieux dirigeants. Si je suis exactement informé, la tactique astucieuse des agents turcs avait momentanément recruté certains de ces naïfs. Pour ceux-ci, conclure une

paix séparée avec la Turquie eût été très habile puisque l'Allemagne serait ainsi privée du concours de son alliée ottomane, etc. Ce sont là des illusions singulièrement dangereuses et il faut montrer comment et pourquoi cette solution ferait le jeu de Berlin et compromettrait gravement la victoire des Alliés.

Les Turcs fort inquiets des succès russes en Arménie voient, en outre, leur rêve de mouvement panislamique s'évanouir. Ils sont bien obligés de commencer à se rendre compte que les Allemands les exploitent cyniquement, les acheminent vers la famine en razziant toutes leurs ressources alimentaires et les font tuer pour le plus grand intérêt de la Pangermanie. Mais si la masse turque peut bien avoir des sentiments anti-allemands naissants, elle est entièrement dans la dépendance des meneurs jeunes-Turcs qui, eux, sont irrémédiablement compromis avec les Allemands, lesquels en Turquie sont de plus en plus maîtres des organes d'administration et de gouvernement. Il n'y a donc guère à compter sur une révolte efficace de la population turque qui d'ailleurs est entièrement dépourvue d'esprit d'organisation. D'autre part, les Allemands sont des gens prévoyants, ils comprennent parfaitement que la Turquie se rapproche de la catastrophe. *Or, déterminer une*

paix séparée de la Turquie avec les Alliés ce serait faire reconnaître par ceux-ci la permanence de l'Empire ottoman, donc le sauver du désastre et par conséquent ménager à Berlin la possibilité d'y reprendre l'action allemande après la conclusion de la paix sur la base de « la partie nulle ». (V. chap. V.)

Au contraire, si la question d'Orient ottomane reçoit enfin ses solutions logiques, tout espoir de réaliser plus tard le rêve pangermaniste de Constantinople au golfe Persique est définitivement anéanti. D'autre part, une paix séparée ferait aussi l'affaire des meneurs jeunes-Turcs, agents allemands, car c'est évidemment la seule solution qui leur permettrait de conserver le pouvoir et les empêcherait d'être massacrés par leurs compatriotes le jour où la débâcle ottomane se produira. On voit donc pourquoi les bruits de paix séparée de la Turquie avec les Alliés, qui ont été mis en circulation et ensuite démentis en attendant d'être propagés à nouveau, constituent bien une manœuvre turco-allemande. D'ailleurs le journal arabe *Al-Mokattam* du Caire (22 avril 1916) a constaté « qu'une paix turque séparée ne serait pas de nature à inquiéter l'Allemagne, *à laquelle la sortie de la Turquie du conflit actuel enlèverait la responsabilité de l'assistance qu'elle prête aux Turcs* ». Enfin la *Vos-*

sische Zeitung a avoué « qu'une paix de la Tur-



quie avec les ennemis de l'Allemagne ne portera aucun préjudice aux Austro-Allemands ». (Cité par *Le Journal de Genève*, 25 avril 1916.)

Il n'est d'ailleurs pas à supposer que les dirigeants de l'Entente se laisseront prendre à la manœuvre turco-allemande. La question d'Orient est un véritable ulcère qui « empoisonne » la politique européenne depuis une centaine d'années; elle est le cauchemar des chancelleries. Toutes les tentatives de réformes de l'Empire ottoman ont toujours échoué. En réalité d'ailleurs, cet état vermoulu n'a subsisté qu'en raison des rivalités des puissances. Puisque la victoire des Alliés doit assurer au Vieux Monde une très longue période de paix, la source inépuisable de troubles et de guerres qu'est la Turquie doit être tarie. Une raison de justice supérieure commande, en outre, cette solution.

En Turquie, comme ailleurs, pour constituer un nouvel état de choses viable, le principe des nationalités doit être appliqué dans toute la mesure du possible. Or, sur les 20 millions d'habitants de l'Empire ottoman, 4 grandes nationalités (V. la carte ci-contre) en absorbent environ 18. En l'absence de statistiques offrant la moindre garantie, on estime qu'il y a en Turquie environ :

2 millions de Levantins, d'Européens, de Juifs et de divers,

2 millions de Grecs,

2 millions d'Arméniens,

8 millions d'Arabes,

6 millions seulement de Turcs.

En ce qui concerne les Grecs, qui malheureusement ne forment pas un bloc unique (V. p. 230), il y a plusieurs solutions à étudier afin de leur permettre d'avoir une fraction de l'Empire ottoman s'ils participent à la lutte dans les Balkans aux côtés des Alliés. Quant aux Arabes, ils détestent les Turcs qui les oppriment depuis des siècles. L'affranchissement des Arabes du joug turc est donc à réaliser dans toute la mesure du possible. Quant aux Arméniens, dont plusieurs centaines de mille viennent d'être massacrés par les Turcs, il est évidemment impossible d'envisager le maintien de ce qui reste de ce malheureux peuple sous la domination des séides d'Enver pacha, Talaat, etc. Quant aux 6 millions environ de Turcs, *représentant moins du tiers des populations de l'Empire ottoman*, ils n'habitent vraiment que l'Anatolie, c'est-à-dire cette fraction de l'Empire ottoman comprise entre la mer Noire et la Méditerranée. Partout ailleurs, les Turcs ne sont que de détestables fonctionnaires qui, depuis la conquête des Sultans Osmanlis exploitent cyniquement les autres populations de l'empire ottoman. Sans doute le paysan turc de l'Anatolie, lorsqu'il n'est pas en proie à une de ces crises de fanatisme religieux

qui le prend périodiquement, est généralement un brave homme. Très sobre et résistant, il fait un excellent soldat, mais ce Turc d'Anatolie a une « mentalité » de plusieurs siècles en arrière. Il est incapable de se gouverner lui-même à l'époque moderne. Il y a bien quelques milliers de Turcs qui font d'excellents employés dans les services de la Dette ottomane, mais c'est à la condition expresse qu'ils soient incessamment contrôlés et dirigés par des cadres européens. Parmi les Turcs de Constantinople, il n'existe aucun groupement offrant des garanties sérieuses pour la direction de la masse turque. Autant le paysan turc d'Anatolie présente des qualités natives incontestables, autant les Turcs de Constantinople sont, sauf de rares exceptions, corrompus jusqu'aux moelles. Etant données ces conditions d'ensemble, s'imaginer qu'un empire turc vraiment indépendant puisse encore être constitué c'est donc caresser une chimère absurde. Quant à Constantinople, ce n'est même pas une ville turque, c'est une cité essentiellement cosmopolite. Ses 1.200.000 habitants sont Turcs (43 p. 100), Arméniens (18 p. 100), Grecs (17 p. 100), Juifs (16 p. 100), Européens, Levantins et divers (6 p. 100).

D'autre part, il est bien évident que cette guerre fantastique ne peut pas se terminer sans que la

Russie acquière une situation prépondérante à Constantinople. La Russie n'a certainement pas voulu la guerre, mais elle a été contrainte de la mener et de faire massacrer des millions d'hommes en supportant des charges financières formidables. A ces sacrifices gigantesques, la Russie doit trouver des compensations. L'octroi de l'autonomie que la Russie fera à la Pologne, qui est juste et conforme à l'intérêt commun des Polonais comme des Russes, ne peut évidemment pas être considéré comme de nature à payer la Russie de ses énormes sacrifices. La compensation nécessaire, la Russie doit donc la trouver ailleurs. Or, il suffit de regarder la carte et de connaître le caractère cosmopolite de Constantinople pour comprendre que la Russie ne peut pas continuer à être embouteillée dans la mer Noire. Autant il est nécessaire à la paix de la future Europe que le régime que la Russie donnera aux Détroits soit aussi libéral que possible, autant il faut qu'on comprenne bien en Occident combien est juste, même au prix d'incontestables sacrifices des puissances occidentales, que la Russie occupe à Constantinople une situation prépondérante. Si les soldats du Tsar font preuve d'une abnégation sans exemple, si, malgré des revers cruels, ils montrent une ténacité inébranlable, c'est qu'ils obéissent à deux mobiles : la

haine de l'Allemand qui a « empoisonné » la bureaucratie russe et l'ardent désir de satisfaire l'espoir qui anime le plus humble des moujiks russes : assurer à la Russie une issue libre sur la Méditerranée. Ce sont là des sentiments dont M. Milioukoff a traduit la profondeur et la puissance en disant à la Douma : « *Nous ne terminerons pas la guerre sans réaliser la sortie sur la mer libre. L'annexion des Détroits ne sera pas une annexion territoriale car la vaste Russie n'a pas besoin de territoires nouveaux mais elle ne peut pas prospérer sans la mer libre* ». (V. *Le Journal de Genève*, 28 mars 1916.) Or, en répandant le bruit de paix séparée avec la Turquie, les Allemands espèrent tirer de cette manœuvre le parti suivant. Ils comptent que quelques journaux alliés d'Occident feront accueil à cette idée. Les Allemands en feraient aussitôt usage pour soulever en Russie un violent courant d'indignation et de doute contre les Alliés d'Occident. L'exemple de 1915 doit servir à ceux-ci d'avertissement contre toute imprudence imprimée. On ne sait pas assez en France que l'an dernier les Allemands ont largement exploité la passivité apparente des troupes françaises, lorsque les Russes ont dû subir leur longue retraite de cinq mois. Cette passivité n'était certes pas le fait d'une mauvaise volonté de la part des Français

à l'égard de leurs alliés russes ; elle était la conséquence de cette théorie néfaste du front occidental considéré alors comme principal et exclusif, théorie qui a empêché l'intervention par Salonique, alors qu'elle aurait pu se produire encore aisément entre mai et juillet 1915. Il n'empêche que cette passivité apparente a été exploitée en Russie par les Allemands contre les Français, non sans succès, car pendant longtemps beaucoup de Russes leur en ont voulu d'une immobilité qui leur paraissait inexplicable. Ce précédent permet aisément d'imaginer quel désastreux effet aurait en Russie la nouvelle qu'en Occident des journaux ou des cercles plus ou moins influents envisagent comme possible, l'idée d'une paix séparée avec la Turquie, au moment précis où les succès russes s'affirment en Arménie et où ces succès, non seulement réconfortent les soldats du Tsar de leurs échecs antérieurs, mais encore rendent aux Alliés l'incontestable service commun de décongestionner d'effectifs turcs la péninsule balkanique, ce qui évidemment est de nature à faciliter l'offensive des Alliés partant de Salonique vers le Nord. Tels sont les divers effets auxquels tend le nouveau coup astucieux de paix séparée avec l'empire ottoman. Il suffit assurément de les bien connaître pour que les alliés d'Occident

ne se laissent pas prendre à cette nouvelle manœuvre turco-allemande.

III

En même temps que le bruit d'une paix séparée des Turcs a été répandu, en février 1916, on a mystérieusement insinué aux Alliés d'Occident que les Bulgares voudraient également traiter avec eux. Les deux manœuvres d'ailleurs, comme on va voir, sont complémentaires. Si les Bulgares venaient dire aux Alliés : « Nous nous sommes trompés ; abusés par Berlin, nous avons fait une politique odieuse. Comme preuve de notre bonne foi nous allons évacuer immédiatement les territoires serbes envahis et, dans toute la mesure du possible, nous réparerons le mal que nous venons de faire. Accordez-nous la paix sur ces bases ». Il est clair qu'il y aurait lieu d'écouter Sofia. Mais il faudrait tout ignorer du caractère des Bulgares et de leur gouvernement pour s'imaginer qu'ils pourraient même songer à une pareille proposition. Ce que les Bulgares voudraient bien, ce serait la paix avec les Alliés *en conservant* leurs acquisitions territoriales dont, le 1er mars 1916, M. Radoslavoff proclamait le caractère définitif. Cette solution ferait d'ailleurs,

ainsi qu'on va le constater, entièrement l'affaire à la fois de Sofia et de Berlin.

Au fond, les Bulgares voudraient bien la paix, la continuation de la guerre ne pouvant guère désormais leur procurer plus que ce qu'ils détiennent déjà. Par contre, l'offensive des Alliés par Salonique, si elle est bien organisée, doit apporter aux Bulgares le châtiment qu'ils redoutent surtout depuis l'échec des Allemands devant Verdun et les succès des Russes en Arménie. Le peuple bulgare est d'ailleurs profondément mécontent des lourdes pertes qu'il a déjà éprouvées par le feu et la maladie dans sa campagne contre la Serbie. Il voit toute la Bulgarie aux mains des officiers allemands. Quant à l'armée bulgare, elle se trouve dans une situation fort peu satisfaisante qui a déjà déterminé des mutineries locales et de nombreuses désertions. Dans ces conditions, la Bulgarie ferait évidemment à tous égards une excellente opération si elle concluait une paix séparée avec les Alliés. Or, la manœuvre bulgare que, bien entendu, on n'avoue pas à Sofia, mais qui est pratiquée dans l'ombre et probablement, pour les raisons qu'on va voir, d'accord avec Berlin, est fort dangereuse car, il faut bien le dire dans l'intérêt de la cause commune alliée et de la vérité, elle a trouvé des points d'appui dans les pays alliés chez ceux

qui, faisant preuve d'une irréductible inclairvoyance, ont encore sur les Balkans des idées vieilles de quarante ans.

Il y a ainsi des Russes qui continuent à s'imaginer qu'en 1915 la diplomatie alliée a eu tort de ne pas détruire les conséquences du traité de Bucarest, — ce qui a cependant été fait et même a constitué comme on l'a vu, chapitre II, § 1, l'erreur balkanique fondamentale des Alliés, — afin de rétablir la Bulgarie dans les limites du traité de San-Stefano. C'est la thèse que soutenait encore en mars 1916 M. Milioukoff à la tribune de la Douma. J'ai expliqué, p. 216, pourquoi à l'ouest, la Bulgarie du traité de San-Stefano ne correspondait nullement à des réalités ethnographiques et pour quelles raisons la Macédoine, formant le sud de la Serbie, est très loin d'être bulgare. Une preuve péremptoire résulte de ce fait que les Bulgares viennent d'y massacrer une quantité de Serbes. Au sujet de l'ethnographie de cette région, il faut encore verser au débat un argument nouveau aussi original que probant, semble-t-il. En réalité, ce sont les cuisiniers qui, à travers les âges, ont le plus exactement transmis la vérité ethnographique sur la Macédoine telle qu'elle a été appréciée par la tradition séculaire. Dans le grand dictionnaire Larousse, tome X, p. 855, édition de 1873, donc

antérieure de cinq ans au traité de San-Stefano (1878), on peut lire : *Macédoine*. Mets composé d'un grand nombre de légumes ou de fruits différents. « *Ce mot* (Macédoine), *dit Ch. Nodier, s'est probablement employé d'abord en parlant d'un mets très composé, par allusion à cette variété incroyable de peuples auxquels Philippe et Alexandre firent subir les lois de la Macédoine.* »

Or, ces peuples variés, ce sont les Turcs, les Albanais, les Bulgares, les Juifs, les Roumains et les Serbes qui peuplent le sud de la Serbie. La plus lointaine tradition transmise par les cuisiniers, dont l'impartialité ethnographique est incontestable, contredit donc la thèse de l'unité ethnographique de la Bulgarie de San-Stefano qu'en 1878 la diplomatie russe avait des raisons particulières (V. p. 217), qui d'ailleurs n'existent plus, de considérer comme exclusivement bulgare. Les paroles de M. Milioukoff prouvent que les idées erronées de 1878 subsistent encore chez certains Russes. Heureusement que devant l'évidence des faits l'immense majorité de nos Alliés de l'Est s'est dépouillée de ses sentiments bulgarophiles jadis irréductibles. Les Bulgares ont d'ailleurs eux-mêmes fortement aidé les Russes à une plus juste appréciation des réalités actuelles. Fin 1915, dans la première ivresse de

leurs sentiments germanophiles, les journaux de Sofia ont, en effet, proclamé que les Bulgares ne sont pas des Slaves mais des Tartaro-Mongols et que cette raison ethnographique s'ajoute aux autres pour leur faire former avec les Turcs et les Magyars, le *bloc touranien* qui, associé au germanisme, assurera en Europe la domination des Slaves et des Latins. La manœuvre bulgare d'une paix séparée avec les Alliés a donc fort peu de chances d'être accueillie sérieusement en Russie. Mais malheureusement quelques-uns de ces mêmes Anglais dont les informations erronées ont grandement contribué aux fautes balkaniques de 1915 lui prêtent un concours réel. Je ne ferai naturellement allusion ici qu'à des Anglais n'ayant pas de caractère officiel. Parmi ceux-ci il faut surtout citer les frères Charles et Noël Buxton, à la tête, depuis longtemps, d'un comité dit balkanique mais qui, en réalité, a toujours été systématiquement bulgarophile. Or, par un hasard curieux, les frères Buxton ont par surcroît des tendances germanophiles. *Le Temps* du 10 janvier 1916 signalait d'eux un livre singulier paru récemment en le qualifiant de « Rêveries pacifistes ». Ils semblent ainsi partisans d'une paix prématurée avec Berlin aussi bien qu'avec Sofia, ce qui est caractéristique de leur action. Plus dangereuse encore, est

l'activité de termites tenaces de quelques correspondants de journaux anglais dans les Balkans. Il en est parmi eux qui ayant encore les idées justes du temps de Gladstone, mais inexactes aujourd'hui, sont systématiquement bulgarophiles. Leur parti pris a été tel qu'ils n'ont pas compris la portée du traité de Bucarest ni même aucunement soupçonné les traités passés par la Bulgarie avec l'Allemagne et la Turquie *au printemps de 1914*, dont M. Radoslavoff vient de révéler l'existence (V. p. 213). Ces correspondants, en raison du crédit qu'on leur faisait à Londres, bien à tort, ont fortement contribué à abuser en 1915 les autorités britanniques sur les véritables intentions de la Bulgarie jusqu'à son entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne. Il est résulté de cette très lourde erreur l'écrasement de la Serbie avec ses multiples conséquences. Or, les faits acquis n'ont cependant pas convaincu ces quelques Anglais irréductibles. Tout en reconnaissant les très grandes difficultés de la situation actuelle des Bulgares, ils arrivent cependant à cette conclusion paradoxale que les Alliés doivent faire la paix avec les Bulgares *en leur laissant leurs conquêtes actuelles*.

Quoi qu'il en soit, cette agitation sourde, limitée mais très active qui s'est faite récemment à Londres en faveur des Bulgares a été naturelle-

ment réprouvée par l'opinion britannique bien informée. Les Anglais qui, en avril 1916, ont fait un si chaleureux accueil au prince de Serbie ont redouté qu'une nouvelle faute balkanique ne soit commise. C'est pour la prévenir qu'une question a été faite, le 28 mars, à la Chambre des Communes. « *Un député a demandé qu'on lui donne l'assurance que la Bulgarie ne sera pas admise à une paix séparée et surtout qu'elle ne sera pas autorisée à acquérir des territoires aux dépens des peuples qui se sont battus aux côtés des Alliés durant la guerre.* » (V. *L'Œuvre*, 29 mars 1916.) Cette motion britannique est conforme à la fois aux intérêts moraux et matériels récents et futurs des Alliés.

D'abord, on ne doit pas compter, comme certains en ont l'illusion, sur un mouvement vraiment efficace du peuple bulgare contre son gouvernement. Le tsar Ferdinand a toujours fait ce qu'il a voulu en Bulgarie et maintenant qu'il a partie liée avec Berlin, les Allemands lui prêteront main-forte pour se maintenir. Quant au peuple bulgare, il est sans doute victime de cette situation mais il le restera. Le peuple bulgare a des qualités incontestables. Il est travailleur, énergique et sobre. Mais le peuple bulgare « ressemble en beaucoup de points » aux Prussiens, ainsi que le proclamait tout récemment,

en ces propres termes, le nouveau ministre d'Allemagne à Sofia. (V. *Le Temps*, 18 mars 1916.) En effet, le peuple bulgare a l'âpreté au gain, la duplicité et l'esprit de domination des Brandebourgeois. Au surplus, le peuple bulgare est la proie des politiciens bulgares qui eux, entêtés comme des buffles et d'une intransigeance dont rien ne peut donner idée, sont irréductibles sur la question de Macédoine. Sans doute, les politiciens bulgares fort astucieux pourraient bien, comme en 1915, avoir l'air de négocier avec les Alliés *pour faire retarder par ceux-ci l'offensive partant de Salonique, que redoute au plus haut point Berlin*, mais croire qu'il est possible de conclure avec la Bulgarie une entente durable et de bonne foi serait caresser la plus pernicieuse des chimères. Faire une paix prématurée avec les Bulgares comporterait d'ailleurs pour les Alliés d'autres résultats funestes qu'il est aisé de mettre en lumière. Pour traiter avec les Bulgares qui de concert avec les Allemands viennent de massacrer systématiquement un nombre énorme de Serbes, il faudrait, de toute évidence, trahir la Serbie et considérer que les crimes des Bulgares puissent devenir pour eux constitutifs de droits. Il est clair que l'opinion publique alliée n'admettrait pas une pareille infamie. En outre, au point de vue militaire, le calcul ne serait guère

judicieux. Pour éviter d'avoir à se battre contre 350.000 Bulgares *dont les forces d'ailleurs doivent être divisées entre le front roumain et le front de*



Salonique, les Alliés devraient d'abord renoncer au concours des 150.000 soldats serbes qui, évidemment, ne marcheraient plus le jour où les Alliés traiteraient avec la Bulgarie. En outre, l'entente avec celle-ci aurait cette conséquence, politique et militaire à la fois, de ruiner l'orientation favorable de l'Entente des Grecs et des Roumains.

Comme je l'ai montré au chapitre VII, la haine des Roumains et des Grecs pour les Bulgares est le grand facteur psychologique des Balkans.

Le plan officiel d'hégémonie bulgare, rappelé schématiquement par la carte ci-contre, explique cette haine car il établit que les ambitions des Bulgares empiètent considérablement sur tous les États voisins. Elles prétendent même maintenant s'étendre jusqu'à l'Adriatique par l'Albanie. On conçoit donc aisément que ce plan d'hégémonie bulgare est le cauchemar des Grecs et des Roumains. Or, les Bulgares, comme les Prussiens, en raison de leurs caractères analogues, ne renonceront à leur programme de domination que quand ils auront reçu des Alliés, avec le concours précisément des Grecs et des Roumains, la « râclée » qu'ils ont cent fois méritée *et qui est nécessaire à l'établissement d'une longue période de paix dans les Balkans.* Or, il est clair que si des négociations de paix séparée avec les Bulgares s'esquissaient, les Grecs (250.000 hommes), et les Roumains (600.000 hommes), voyant une fois de plus leurs intérêts incompris des Alliés renonceraient définitivement à marcher avec ces derniers.

Enfin, une paix séparée laissant à la Bulgarie ses conquêtes lui permettrait de constituer définitivement le pont entre les empires du centre

et la Turquie. *C'est précisément ce que veut Berlin afin de pouvoir réaliser le Hambourg-Golfe Persique*. Cet aboutissement éventuel fait que les tentatives occultes de la Bulgarie pour conclure une paix séparée constituent au premier chef une manœuvre bulgaro-allemande complémentaire de celle turco-allemande plus haut exposée (V. p. 258).

Les Alliés ne se laisseront évidemment pas prendre à ces grossiers artifices. L'enseignement des fautes balkaniques de 1915 est si net qu'il préservera les dirigeants de l'Entente de toute erreur sérieuse nouvelle. *Il est indispensable d'ailleurs à la victoire des Alliés et pour qu'une paix durable puisse s'établir en Europe que le coup allemand dit de « la partie nulle » échoue complètement.*

CHAPITRE IX

LES ÉTATS ENCORE NEUTRES DONT L'INDÉPENDANCE SERAIT DIRECTEMENT MENACÉE PAR LA RÉALISATION DU HAMBOURG-GOLFE PERSIQUE, DONC PAR LA MAINMISE DE L'ALLEMAGNE SUR L'AUTRICHE-HONGRIE.

I. **L'exemple du Portugal.**
II. **La Hollande.**
III. **La Suisse.**
IV. **Les États du sud de l'Amérique.**
V. **Les États-Unis.**

La quasi-totalité des États neutres, sans s'en douter encore suffisamment, ont un intérêt vital à ce que l'Allemagne non seulement abandonne ses conquêtes à l'est et à l'ouest mais encore et surtout à ce qu'elle n'établisse pas, à la faveur de la guerre, son hégémonie sur l'Autriche-Hongrie. Ce dernier point de vue est parfaitement logique puisque cette hégémonie allemande sur l'Europe centrale aurait pour conséquences d'assurer au gouvernement de Berlin des moyens de domination terrestres et maritimes formidables (V. p. 173). Donc, par effet réflexe de cette per-

turbation colossale dans le rapport général des forces des États, en raison de cette concentration extraordinaire des instruments de la puissance dans les mains allemandes, l'indépendance de tous les États neutres en serait certainement affectée de la façon la plus grave. Dans ce chapitre, on examinera la situation des pays encore neutres qui seraient plus particulièrement touchés par la réalisation du Hambourg-Golfe Persique.

I

L'exemple du Portugal est caractéristique car il s'agit d'un petit État qui, dans l'opinion de beaucoup, pendant longtemps semblait pouvoir rester en dehors du conflit alors qu'au contraire la nécessité de se défendre contre les projets allemands d'absorption qui le visaient l'a finalement contraint à se jeter dans la guerre.

Depuis l'ouverture des hostilités européennes, les intrigues allemandes les plus intenses se sont exercées au Portugal où, avant l'éclatement de la conflagration européenne, elles avaient été préparées aussi minutieusement qu'ailleurs. Agissant surtout sur les milieux réactionnaires portugais elles avaient pour but le plus apparent de rétablir sur le trône Emmanuel de Saxe-

Cobourg et Gotha-Bragance, détrôné le 5 octobre 1910 par la Révolution d'où naquit la République portugaise, et qui, le 4 septembre 1913,



LE PORTUGAL
ET LE PANGERMANISME COLONIAL

épousa la princesse allemande Augustine-Victoria de Hohenzollern-Sigmaringen. Les agents allemands agirent encore sur certains milieux anarchistes portugais afin, par tous les moyens possibles, de provoquer des troubles dans ce pays dont la ruine était très nettement prévue par

le plan pangermaniste de 1911. On a vu, p. 169, quelles colonies portugaises ce plan visait particulièrement. Or, en 1912, le gouvernement de Berlin préparant ardemment et astucieusement sa guerre européenne sur la base de l'abstention de l'Angleterre qu'il s'agissait d'endormir par l'avantage de profits coloniaux momentanés avait, dans des négociations officieuses avec Lord Haldane, tenté de s'entendre avec le cabinet de Londres pour partager les colonies portugaises d'Afrique.

Ces colonies (Iles Açores, Madère, du cap Vert, du Prince, de Saint-Thomé, Guinée, Angola, Mozambique), dont la carte ci-contre donne la vue d'ensemble, ont une grande importance pour le Portugal. Avec leurs 2 millions de kilomètres carrés et leurs 8.300.000 habitants, elles sont les restes imposants du magnifique empire colonial portugais de jadis ; elles constituent donc une base essentielle pour le commerce portugais et surtout pour une future renaissance économique du Portugal que, très naturellement, le gouvernement de Lisbonne voudrait pouvoir provoquer.

Dès l'ouverture des hostilités européennes, les Allemands, escomptant leur victoire en Europe, avaient envahi l'Angola et c'est seulement tout récemment que les soldats portugais ont réussi

à les en chasser. L'état de guerre existait donc, en fait, depuis longtemps entre le Portugal et l'Allemagne *et c'est celle-ci qui en avait pris l'initiative*. Le gouvernement portugais s'est ainsi trouvé, dès le début, avoir des raisons multiples et concordantes d'éprouver de la sympathie pour la cause des Alliés. Il la leur a témoignée d'ailleurs de la façon la plus effective dans toute la mesure de ses moyens.

En représailles des incessantes intrigues allemandes sur son territoire continental et des actes de guerre commis sur son territoire colonial par des soldats de Guillaume II, le Portugal a fini par saisir les nombreux navires allemands qui se trouvaient internés dans ses ports depuis le début de la conflagration européenne.

L'Allemagne a riposté, en mars 1915, par une déclaration officielle de guerre qui, en réalité, n'a fait que sanctionner un état de choses existant depuis longtemps par suite de l'agression allemande sur l'Angola.

Dès cette rupture officielle accomplie, le Portugal a parfaitement saisi que, pour sauver son existence, il devait s'engager à fond aux côtés des Alliés. Le 25 mars 1916, le ministre de la Guerre portugais a lancé un ordre à l'armée dans lequel il dit :

« *Quiconque a suivi avec une anxiété patrio-*

tique les actes de l'Allemagne depuis la conférence de Berlin de 1885 ne peut douter que sa victoire représenterait la perte de nos colonies, peut-être même de notre nationalité.

« *Nous devons tous, par suite, bien graver dans notre esprit que les combats qui se livrent actuellement sur tant de points du monde sont des combats qui nous touchent de très près, que cette guerre est notre guerre, la guerre pour notre liberté, pour notre indépendance, pour l'intégrité du territoire de la patrie et que nous devons la faire là où notre action militaire pourra frapper le plus efficacement le pouvoir de l'Allemagne...*

« Il faut que la haine pour l'Allemand ennemi et barbare soit répandue dans les cœurs de tous, et pour qu'elle s'établisse et pénètre dans l'armée, il devient nécessaire qu'on explique au soldat les raisons de cette guerre, qu'on lui raconte les offenses que nous ont infligées les Allemands, qu'on lui fasse comprendre les intentions et les projets de l'Allemagne à l'égard des petites nations comme la Belgique, comme la Serbie, comme le Portugal. »

Cette proclamation du ministre de la guerre portugais mérite d'être retenue car elle exprime fort exactement les sentiments généraux qui deviendront ceux des États encore neutres au

fur et à mesure qu'ils « réaliseront » clairement que leur indépendance future est véritablement subordonnée à la défaite intégrale de l'Allemagne.

II

Les lignes ci-dessous résument quelles étaient, dans le plan pangermaniste de 1895, les vues et la tactique adoptées par les Allemands à l'égard des Hollandais.

« Quand nos frères de race bas-allemande auront triomphé de leur frayeur presque puérile de « l'annexion par les Prussiens », ils admettront que l'entrée de la Hollande dans la Grande-Allemagne est avantageuse aux deux parties. D'ailleurs, au sein de la Grande-Allemagne, les Hollandais pourraient conserver dans la mesure raisonnable leurs caractères particuliers.

« Le Royaume des Pays-Bas entrant non seulement dans l'Union douanière allemande, mais encore dans la Confédération pangermaniste avec la plénitude de ses droits, renoncera à entretenir une flotte indépendante, mais organisera un corps d'armée indépendant, avec des prérogatives analogues à celles de la Bavière, ainsi qu'une armée coloniale. Il restera en possession de ses colonies et pourra même se char-

ger d'administrer la Nouvelle-Guinée et toutes les colonies allemandes du Pacifique.

« La langue officielle restera le bas-allemand



(le hollandais) pour la législation et l'administration, dans l'État, l'École et l'Église. Le haut-allemand ne sera employé que pour les affaires concernant la Confédération. Il est d'ailleurs évident qu'on l'emploiera rapidement dans le commerce et dans les sciences, mais volontairement.

« Si le Rhin devient, de sa source à son embouchure, un fleuve vraiment allemand, alors ce sont les villes commerçantes et les ports marchands bas-allemands (ou hollandais) situés près de l'embouchure qui y gagneront le plus.

« Il en résulte qu'une perspective vraiment séduisante s'ouvre pour l'avenir économique et politique des Pays-Bas, s'ils veulent devenir membres de la Confédération pangermaniste. Puissent nos cousins bas-allemands renoncer enfin à ce soin jaloux de leur indépendance particulariste que nous autres, Allemands d'Empire, avons aussi connu jusqu'en 1866 et 1870. » (V. *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950 p. 13, Thormann et Goetsch, S. W. Bessel-Strasse 17. Berlin, 1895.)

Donc. il y a une vingtaine d'années, les Allemands comptaient sur la persuasion pour amener les Hollandais à comprendre les beautés de la Pangermanie. Cet espoir était fondé surtout sur ce que beaucoup de Hollandais, depuis des siècles adonnés aux fructueux commerces d'outremer, songent surtout à gagner de l'argent et ont peu de goût pour les situations exigeant des résolutions belliqueuses.

Cet état d'esprit explique d'ailleurs pourquoi les Allemands ont pu assez aisément, depuis le début de la guerre, trouver en Hollande des

ravitailleurs habiles qui leur ont procuré, en dépit du blocus, des ressources de toute nature fort abondantes.

Mais, depuis 1895, les idées pangermanistes ont marché et, comme on l'a vu p. 169, le plan de 1911 prévoit le passage des colonies hollandaises à la Pangermanie dans des conditions qui ne permettraient plus aux Pays-Bas de conserver la moindre illusion sur la conservation éventuelle de leur indépendance.

Or, il résulte des plans allemands de cambriolage et d'accaparement des biens d'autrui, aujourd'hui manifestes, que les Hollandais, en dépit de leur désir intense de ne pas être mêlés à la grande guerre, sont bien obligés par les événements de voir progressivement les choses comme elles sont.

A la vérité, la situation morale des Hollandais est difficile car ils sont encore actuellement « tiraillés » par deux sentiments de nature à leur dicter des décisions contradictoires. D'une part, les souvenirs historiques et les rivalités du commerce maritime continuent à leur faire redouter vivement l'Angleterre ; d'autre part, ils sont bien contraints de constater que le danger pangermaniste est devenu pour eux imminent. Il est clair, en effet (voir la carte p. 286), que si l'Allemagne consolidait sa mainmise sur la

Belgique ou si elle sortait de la guerre considérablement renforcée du fait de l'établissement de son hégémonie sur l'Autriche-Hongrie, la Hollande serait fatalement contrainte, au bout de fort peu de temps, même en pleine paix, d'accepter d'être la vassale de sa formidable voisine : la Pangermanie.

Les Hollandais sont d'autant plus perplexes et hésitants avant de prendre une ferme résolution que l'attitude de leur gouvernement sur lequel, comme on sait, peuvent s'exercer des influences allemandes directes et puissantes, les déroute parfois. Ces quelques lignes du journal le *Telegraaf*, qui d'ailleurs valurent à leur auteur, M. Schroeder, des poursuites sous prétexte qu'elles mettaient en danger la neutralité du pays, caractérisent ainsi la situation.

« De notre côté, disait le *Telegraaf*, nous ne cesserons pas de combattre un gouvernement et une presse complice qui, sous le déguisement d'une « digne neutralité », approvisionnent l'Allemagne par une politique d'exportation inconsidérée d'articles de première nécessité, mettant cette dernière dans la possibilité de poursuivre la guerre et trahissant ainsi non seulement les intérêts de leur propre pays, mais aussi la cause de l'humanité ». (Cité par *Le Temps*, 30 mars 1916.)

Quant à l'état d'esprit actuel général et dominant de l'opinion publique hollandaise, M. Holdert, directeur du *Telegraaf*, qui est particulièrement à même d'exprimer une opinion qualifiée, l'a résumé ainsi :

« Chaque fois que se produira un incident pouvant amener la Hollande à prendre une grave décision, rappelez-vous, avant de formuler un pronostic, que *le peuple* là-bas, *ne veut pas la guerre. Chez nous, le négoce, l'argent, le gain, tout cela est considéré comme extrêmement, suprêmement, infiniment important.*

« Aujourd'hui la majorité de mes concitoyens gagnent grassement leur vie. De quoi s'inquiéteraient-ils encore?

« *Oui,* 80 *p.* 100 *de la population sont en faveur des Alliés.* La France surtout est aimée et il est peu de choses qu'on lui refuserait si elle osait demander. Mais cette très réelle affection est comme lointaine. On tourne vite maintenant la page où sont imprimées les nouvelles de la guerre ». (V. *Le Journal*, 5 avril 1916.)

L'opinion hollandaise paraît donc stagnante, cependant, quoiqu'avec une extrême lenteur, elle évolue puisqu'elle commence à se demander si, malgré tous ses efforts et ses désirs intenses de paix, cette guerre formidable pourra se terminer sans que la Hollande y prenne part.

Sans doute, les mesures militaires prises par le gouvernement de La Haye l'ont été exclusivement dans le but de défendre la neutralité hollandaise. Mais des faits comme le torpillage du *Tubantia* font beaucoup pour augmenter le nombre de ces patriotes hollandais clairvoyants et énergiques qui, comme l'admirable et vigoureux artiste Raemaekers, admettent et proclament que l'intérêt de son honneur comme de son indépendance commanderait à la Hollande de tout faire pour favoriser et hâter la victoire des Alliés.

III

Les visées pangermanistes du plan de 1895 sur la Suisse, sont résumées dans ces lignes :

« On peut donc laisser la Suisse choisir : entrer telle quelle ou réduite à ses cantons allemands dans l'Union douanière allemande et dans la Confédération pangermaniste ou bien faire partie de l'Empire allemand avec ses droits égaux d'État fédéré ». (V. *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr*, 1950, p. 17, Thormann et Goetsch, S.-W. Bessel Strasse 17, Berlin, 1895.)

La Suisse (V. la carte p. 286) est donc fort nettement visée par le programme pangermaniste mais Berlin s'est toujours flatté qu'on absorberait

ce petit État, de même que la Hollande, sans avoir besoin de le contraindre directement, par voie de conséquences et comme suite de la défaite imposée aux grandes puissances européennes.

Ce qui est certain, c'est qu'avant la guerre le prestige de l'Allemagne en Suisse alémanique était si grand et l'organisation de la propagande allemande dans cette partie de l'Helvétie si parfaite qu'on y accueillit sans résistance les justifications propagées par le gouvernement de Berlin pour expliquer la violation de la Belgique.

Mais depuis une évolution lente s'est produite. Les annexions énormes que se propose l'Allemagne, la façon atroce dont elle conduit sa guerre, et notamment les horreurs prodigieuses commises en Serbie ont fini par convaincre un nombre croissant de Suisses du danger formidable que créérait une victoire de l'Allemagne pour l'Univers civilisé en général et pour l'indépendance helvétique en particulier.

L'une des personnalités de Zurich les mieux placées pour apprécier exactement la situation me résumait récemment ainsi l'état actuel des esprits en Suisse alémanique : « La plupart des intellectuels qui presque tous ont fait leurs études en Allemagne et une partie des commerçants sont seuls des prussophiles vraiment irréductibles. Ceux-là accepteraient volontiers

de voir la Suisse s'absorber dans la Pangermanie. Mais les Suisses de cette opinion ne forment qu'une petite minorité. Dans la Suisse allemande, la plupart des industriels qui, presque tous, dans les dernières années, ont énormément souffert de l'âpreté de la concurrence allemande souhaitent, une défaite de l'Allemagne qui serait conforme à la fois à leurs sentiments libéraux et à leurs intérêts en rendant dans l'avenir moins fiévreuse et moins pénible la direction de leurs industries. Quant à la masse populaire des Suisses alémaniques, et c'est là le point important, elle n'est nullement prussophile comme on le croit à tort en France. Elle est suisse avant tout. »

Les Suisses en sont arrivés à conclure qu'ils doivent défendre leur neutralité contre le premier de leurs voisins qui violera leur frontière. Les Alliés ne souhaitent ni mieux ni davantage.

Ils souhaitent seulement que les Suisses se rendent de plus en plus nettement compte de cette vérité : devant les formidables ambitions pangermanistes, la victoire des Alliés est une condition nécessaire du maintien de la Confédération helvétique.

IV

La carte ci-contre résume et rappelle les prétentions pangermanistes de protectorats allemands directs sur le sud de l'Amérique tels qu'ils ont été prévus par le plan de 1911. (V. p. 171.)

Il est important de constater que les visées allemandes sur l'Amérique du sud ont commencé précisément à l'époque où les nations européennes s'inclinant devant la doctrine de Munroe ont renoncé vers 1898, date de la guerre hispano-américaine, à toute main mise territoriale sur le Nouveau-Monde. Or, c'est justement à cette époque que les pangermanistes berlinois songèrent à préparer la future extension jusqu'au cap Horn de la puissance des Hohenzollern. N'y a-t-il pas là un fait s'ajoutant à tant d'autres pour démontrer l'esprit conquérant et agressif, l'ambition sans bornes qui animent l'Allemagne de Guillaume II?

La préparation des réalisations pangermanistes dans l'Amérique du Sud a été, comme partout ailleurs, menée par les organisateurs du mouvement pangermaniste avec la plus grande méthode.

Après avoir ainsi établi leur plan de 1895, ils procédèrent à un véritable inventaire de *tous* les

Allemands existant sur le globe afin de discerner parmi ceux-ci quels étaient ceux plus spécia-



LE PANGERMANISME COLONIAL ET L'AMÉRIQUE DU SUD

lement utilisables pour la réalisation ultérieure des vues pangermanistes. Les résultats généraux de cet inventaire d'ensemble du germanisme dans le monde entier se trouvent réunis dans

l'Atlas Pangermaniste de Paul Langhans, publié, en 1900, à Gotha chez Justus Perthes.

En ce qui concerne l'Amérique du sud, cet inventaire établit qu'il y avait :

Au Pérou,	en 1890 . .	2.000	allemands.
Au Paraguay,	en 1890 . .	3.000	—
En Colombie,	en 1890 . .	3.000	—
En Uruguay,	en 1897 . .	5.000	—
Au Venezuela,	en 1894 . .	5.000	—
Au Chili,	en 1895 . .	15.000	—
En Argentine,	en 1895 . .	60.000	—
Au Brésil,	en 1890 . .	400.000	—

Depuis 1900 surtout, ces Allemands ont été fortement travaillés par les sociétés pangermanistes. Ils ont été spécialement organisés dans les pays comme l'Argentine et surtout le Brésil qui étaient destinés à devenir les principaux protectorats allemands de l'Amérique du Sud.

La loi allemande, dite loi Delbrück du 22 juillet 1913 sur la nationalité d'Empire et la nationalité d'État, a grandement favorisé l'organisation pangermaniste en Amérique. Il faut donc connaître au moins l'essence de cette loi Delbrück, car elle a constitué avant la guerre la dernière étape, particulièrement significative, de l'organisation allemande à travers le monde.

La seconde partie de l'article 25 de cette loi dit notamment :

« Ne perdra pas sa nationalité d'État quiconque, sur sa demande, aura reçu avant l'acquisition de la nationalité d'État étrangère, l'approbation écrite de l'autorité compétente de l'État (dont il est) originaire, en vue de la conservation de sa nationalité d'État. Le consul allemand devra être entendu préalablement à cette approbation. »

Ces lignes permettent de mesurer la profondeur de l'astuce allemande. D'après ce texte, l'Allemand peut se faire naturaliser à l'étranger mais s'il obtient une approbation écrite des autorités compétentes de son État allemand d'origine, *il continue en dépit de cette naturalisation, à jouir lui et ses descendants de tous les droits du citoyen allemand et de la protection effective de l'Empire.*

Ces textes étant contraires à tous les principes généraux du droit international sur la nationalité, naturellement, le citoyen allemand qui bénéficie de ces textes se garde bien de faire connaître la situation particulière et singulière qui est la sienne à l'État étranger dont il a acquis la nationalité. Par ce procédé, l'Allemagne a pu avoir dans tous les États des agents dévoués à sa politique agressive sans qu'il fût cependant possible à ces États de saisir le danger pour eux de cette organisation occulte. En effet, ces États

apparemment n'avaient affaire qu'à des compatriotes qu'ils ne pouvaient en droit suspecter. Ce n'est qu'après plusieurs mois de guerre, lorsque leur action coupable les a contraints à se démasquer, que la dangereuse puissance de ces Allemands affublés de nationalités étrangères est apparue dans sa redoutable et intolérable importance.

C'est cet état de choses qui explique pourquoi pendant les premiers mois de la guerre, en raison de la puissante et intoxicante propagande allemande, de l'ignorance du plan pangermaniste aux dépens de l'Europe et encore plus à leurs dépens propres, les États de l'Amérique du Sud n'ont pas été en mesure de sentir le danger dans toute sa réalité et surtout de comprendre qu'ils avaient un intérêt direct à une issue déterminée de la guerre européenne. Mais maintenant l'opinion publique de ces États est en marche vers une entière compréhension de la vérité.

Le Pérou et le Chili échappent progressivement à l'emprise germanique.

En Argentine, le mouvement pro-allié est aussi en croissance rapide. Mais c'est surtout au Brésil, dont la partie méridionale est tout spécialement convoitée par les Allemands, que l'évolution des idées est particulièrement inté-

ressante à constater. Depuis longtemps, les Allemands ont concentré leurs efforts colonisateurs spécialement sur trois Etats brésiliens : Parana (60.000 Allemands), Santa Catarina (170.000), et Rio Grande do Sul (220.000). Dans ces riches provinces, les Allemands, conservant la langue, les traditions, les préjugés de la métropole, sont les maîtres presque absolus. 47.000 seulement sont ouvertement citoyens de l'Empire allemand, les autres, soit 400.000, sont apparemment sujets brésiliens, mais, en raison de la loi de Delbrück, une notable partie de ceux-ci sont, en réalité, demeurés ou redevenus les hommes-liges de Guillaume II. D'ailleurs, le budget de l'Empire allemand comportait une somme de 500.000 marks destinés à l'établissement et au recrutement du personnel des écoles allemandes au Brésil. En 1912, lors de sa croisière, le prince Henri de Prusse, frère de Guillaume II, vint au port d'Itajahy rendre visite à ses compatriotes de Santa Catarina. Depuis la guerre européenne, le jeu des Allemands du Brésil s'est progressivement démasqué et l'on vient de constater que leurs nombreuses sociétés de tir étaient, en fait, des sociétés d'organisation militaire assez dangereuses pour qu'on ait reconnu la nécessité de les désarmer.

Dans le reste du Brésil, en dehors des trois

provinces sus-énoncées, les Allemands sont peu nombreux, mais ils y occupent la plupart des positions capitales du commerce et de la banque. Pendant la première période de la guerre européenne, ces Allemands, ayant fondé des journaux germanophiles édités en portugais, ont pu empêcher le Brésil d'être exactement renseigné sur l'origine et l'évolution du conflit.

Mais en dépit de cette obstruction savante, depuis la bataille de la Marne, la cause des Alliés n'a fait que gagner du terrain au Brésil. L'entrée en guerre du Portugal, en raison des 600.000 Portugais qui existent au Brésil, a donné une puissante impulsion au mouvement.

Ainsi l'évolution des Etats de l'Amérique du Sud en faveur des Alliés est très nette. Une nouvelle étape sera franchie quand ces Etats comprendront entièrement qu'en raison du Pangermanisme colonial qui les menace personnellement ils ont un intérêt direct à la victoire intégrale des Alliés qui seule peut les délivrer du souci du péril pangermaniste. Ils arriveront alors à la même conception précise et réaliste qui sera exposée plus loin comme devant logiquement être celle des Etats-Unis.

Quand il en sera ainsi, il est possible, sinon probable, que ces Etats sud-américains, au

moins les principaux comme l'Argentine et le Brésil, ne se contenteront plus de rester des neutres sympathiques. Ils admettront alors que leur intérêt le mieux compris leur fait un devoir de coopérer dans la mesure de leurs moyens à l'œuvre de la libération commune.

V

Par sa note du 20 avril 1916 relative aux conditions de la guerre sous-marine, adressée au gouvernement de Berlin et ayant le caractère d'un ultimatum, le président Wilson a effectué un premier acte d'intervention positive des États-Unis dans la guerre européenne. Le fait que leur intérêt a commandé aux Allemands de s'incliner, au moins momentanément, devant l'injonction des États-unis, semble à certains avoir déjà mis un terme à l'intervention américaine. Ceux qui soutiennent cette opinion peuvent s'appuyer sur le discours qu'a prononcé le président Wilson, le 18 mai 1916, au club de la Presse de Washington. « Il y a deux raisons, dit le président, pour lesquelles le principal désir des Américains est la Paix. L'une est qu'ils aiment la paix *et n'ont rien à voir avec la présente querelle ;* l'autre est qu'ils croient que cette querelle a entraîné si loin ceux qui y sont engagés qu'ils

ne peuvent se maintenir dans les limites ordinaires de la responsabilité... *Pourquoi ne pas laisser passer la tempête et, quand tout sera fini, faire le règlement de comptes.* » (Cité par *Le Temps*, 22 mai 1916.)

La réserve que sa position officielle impose au président Wilson ne lui a évidemment pas permis de développer toute sa pensée car, comme on va le constater, *il serait singulièrement dangereux pour les États-Unis de croire qu'ils n'ont rien à voir avec la présente querelle et d'attendre que tout soit fini pour faire le règlement de comptes.*

En réalité, la vraie question qui se pose pour les États-Unis dépasse considérablement celle de la piraterie allemande dans la guerre sous-marine. Cette vraie question est constituée pour les Américains de deux intérêts bien distincts : l'un d'ordre moral, l'autre d'ordre matériel ou politique.

Au point de vue moral, les États-Unis ont à considérer la barbarie avec laquelle l'Allemagne conduit sa guerre, *non pas seulement sur mer mais partout.* Non seulement l'Allemagne viole constamment les lois de la guerre entre belligérants mais, encore et surtout, les autorités allemandes soumettent à un terrorisme affreux les populations civiles antigermaniques des terri-

toires sur lesquels ont été réalisées les occupations pangermanistes, *depuis la mer du Nord jusqu'à Bagdad*. Les souffrances infligées par les Allemands aux Belges, aux Slaves d'Autriche-Hongrie, aux Serbes, aux Arméniens, dont ils ont provoqué le massacre en masse, représentent des millions de douleurs indicibles, de forfaits odieux, de martyres atroces. Les Américains qui sont intervenus dans la guerre sous-marine au nom de l'humanité peuvent-ils être neutres devant cet « océan de crimes » commis par les Allemands, sans la moindre excuse, sur des étendues de territoires énormes ?

Au point de vue de la défense de leurs intérêts matériels, il n'est pas certain qu'un nombre suffisamment grand d'Américains aient encore parfaitement compris l'ampleur du problème formidable que la guerre européenne les met dans la nécessité d'envisager et de résoudre. Il est tout naturel d'ailleurs qu'il en soit ainsi. En France et en Angleterre, dans bien des milieux, c'est tout récemment que les véritables et gigantesques buts de la guerre poursuivis par l'Allemagne ont été nettement compris dans leur ensemble. Il n'est donc pas surprenant que l'énormité de la machination allemande n'ait pas encore été « réalisée » par les Américains des États-Unis qui, au début du conflit, forcément

avaient sur les affaires de l'Europe des idées aussi vagues et aussi confuses que les Européens en ont eux-mêmes sur celles des États-Unis.

La carte-document ci-contre va permettre de comprendre très vite quelle est la base du vrai problème que la guerre pose pour les États-Unis. Ainsi que je l'ai expliqué p. 294, les Allemands, après 1895, se sont livrés à un véritable inventaire des éléments allemands répandus dans l'univers. Notre document est dressé d'après les données de la carte 5 de l'*Atlas pangermaniste* de Paul Langhans qui résume cet inventaire. Notre carte établit quelle était vers 1890 *la proportion des Allemands nés en Allemagne et ayant émigré aux États-Unis par rapport au reste de la population américaine*. On constate que cette proportion était considérable puisque sur certains points (voir la carte) elle atteignait jusqu'à 35 p. 100. En outre, la vue d'ensemble de la carte permet de remarquer que les Allemands se sont installés aux États-Unis surtout dans les régions industrielles et commerciales de l'est et des grands lacs. On comprend dès lors ce qui s'est passé ensuite. Depuis 1900 surtout, l'*Alldeutscher Verband* ou *Union Pangermaniste*, se conformant aux instructions secrètes des autorités officielles berlinoises, s'est ingénié à dégager de cette masse allemande aux États-Unis tous les

éléments propres à servir au moment voulu, lors de la conflagration européenne, dans les domaines les plus divers, la cause du militarisme prussien. Ainsi depuis vingt ans surtout, la majeure partie



des 10 à 15 millions d'Américains d'origine allemande a été organisée. Peu à peu, s'est créé au sein de la Grande République américaine un véritable État dans l'État, doté des moyens d'influence les plus puissants. En effet, parmi les Germano-Américains, des industriels,

des commerçants ou des banquiers aux fortunes énormes influent sur le sort de centaines de mille d'ouvriers ou d'employés qui vivent dans leur dépendance. Les Germano-Américains possèdent encore des journaux et des associations multiples. Ils ont donc pu exercer sur la politique des États-Unis une influence considérable et même faire entrer au Congrès de Washington des hommes à eux. La loi Delbrück sur la naturalisation (V. p. 296) a achevé l'organisation allemande aux États-Unis en permettant à une notable partie des Germano-Américains de conserver l'apparence de citoyens américains tout en restant des sujets du Kaiser fanatiquement dévoués à ses entreprises d'asservissement universel.

Comme la population totale des États-Unis est de 100 millions, on conçoit aisément quelle peut être la puissance de 10 à 15 millions de Germano-Américains systématiquement organisés dans un but précis par rapport à 85 ou 90 millions d'Américains qui, ne se méfiant aucunement du péril pangermaniste, n'ont pris contre leurs concitoyens d'origine germaine aucune espèce de précaution spéciale.

C'est cet état de choses tout particulier qui explique la situation vraiment étrange dans laquelle se trouvent les États-Unis depuis l'éclat

de la guerre européenne. Depuis lors, les Germano-Américains, grâce à leurs immenses moyens d'influence et d'action préalablement préparés ont agi sous toutes les formes et avec une audace extraordinaire pour faire le jeu allemand. Ainsi l'ambassadeur allemand, le comte Bernstorff, et ses attachés militaires von Papen, Boy-Ed, etc., ont été aidés dans leur œuvre de bouleversement des États-Unis par une multitude d'espions et d'agents germano-américains.

Pendant les premiers mois de la guerre, la propagande allemande extraordinairement intense a pu assez aisément tromper une notable partie de l'opinion américaine sur la véritable origine et les responsabilités du carnage européen. Puis la guerre se prolongeant et les Alliés passant des commandes considérables aux États-Unis, le service de l'espionnage allemand s'est livré à une extraordinaire série d'attentats afin de terroriser les usiniers américains travaillant pour les Alliés. Ces violences, combinées avec les discussions byzantines et dilatoires du comte Bernstorff avec le gouvernement de Washington, avaient pour objet d'obtenir que les États-Unis interdisent aux Alliés d'armer leurs navires de commerce afin de pouvoir se défendre contre les sous-marins allemands, de persuader aux Américains

que le blocus de l'Allemagne par l'Angleterre était pratiqué dans des conditions contraires aux règles du droit international, de ralentir ou d'empêcher la production du matériel de guerre destiné aux Alliés et enfin, *une fois que les principales occupations pangermanistes eurent été réalisées en Europe*, de tâcher de faire intervenir le président Wilson en faveur de la paix, sous couleur de mettre fin à la tuerie européenne, intervention qui, si elle se fût produite, aurait eu, en réalité, pour résultat pratique de faire ouvrir des négociations de paix dans des conditions éminemment favorables aux visées annexionnistes allemandes.

Mais, à la longue, les criminelles violences des Allemands aux États-Unis ont ouvert les yeux à l'opinion américaine et l'ont progressivement soulevée. Il faut bien comprendre que c'est seulement peu à peu et au prix de grandes difficultés que les vrais citoyens des États-Unis, enserrés par les liens de la formidable organisation allemande, ont pu se faire sur la guerre européenne des idées conformes aux réalités. Cette évolution de l'opinion américaine a été encore retardée par le fait qu'avant la guerre, pour des raisons différentes, les pays alliés étaient incontestablement beaucoup moins estimés aux États-Unis que l'Allemagne à laquelle son intense

activité commerciale, industrielle, scientifique, avait valu un très grand prestige.

Les Américains ne connaissaient guère de la Russie que les entraves dont les Israélites de l'Empire des Tsars se plaignent. Comme beaucoup de ceux-ci ont émigré aux États-Unis et y exercent une grande influence sur la presse, ils y entretenaient naturellement le contraire de la sympathie pour la Russie. Les Irlandais, sujets américains, se livraient à la même tâche contre l'Angleterre à laquelle d'ailleurs les États-Unis avaient dû jadis arracher l'indépendance. Quant à la France, les Américains, sur la foi d'observations trop superficielles, la considéraient comme en état de décadence irrémédiable. L'éclatante atrocité des prodigieux crimes allemands aux États-Unis, contre les passagers non-belligérants, contre les Belges, contre les Serbes, les Arméniens et la magnifique résistance des Alliés ont finalement bouleversé tous ces points de vue. Les préventions des Américains contre la Russie et l'Angleterre se sont atténuées dans une très large mesure et l'attitude si noble, si grandiose du peuple de France, la ténacité et l'héroïsme de ses soldats ont montré que la France était bien loin d'être en décadence. Aujourd'hui on peut dire, car c'est la vérité, que la France a fini par conquérir l'admiration profonde et en-

thousiaste de tous les citoyens américains vraiment indépendants. Cette évolution progressive a rendu les Américains de plus en plus pro-Alliés.

Mais une dernière étape reste à faire par l'opinion américaine, elle consiste à comprendre de la façon la plus nette que la victoire de l'Allemagne signifierait avec certitude la fin de l'indépendance des États-Unis. Cette étape d'ailleurs, quelques Américains particulièrement clairvoyants l'ont déjà franchie. En mars 1916, le Dr Elliot, ancien président de l'Université Harvard et, assure-t-on, ami intime du président Wilson, a déclaré dans le *New York Times* : « *Le moyen le plus rapide, le plus avantageux et le plus sûr pour les Américains de se protéger contre une invasion allemande est de conclure avec la France et la Grande-Bretagne une alliance permanente offensive et défensive, ayant pour objet de maintenir la liberté des mers pour les Alliés et de s'opposer à une attaque maritime éventuelle... Il est temps pour tous les Américains de prendre ouvertement parti pour les peuples européens qui résistent depuis de si longs mois au despotisme militaire prussien.* » (Cité par *Le Temps*, 15 mars 1916.)

Le Dr Elliot a ainsi posé en ses termes exacts et complets le vrai problème que les Américains ont à résoudre. On voit qu'il dépasse considéra-

blement les controverses relatives à la guerre sous-marine. Il ne suffit pas, en effet, aux Américains de se faire les défenseurs du droit et de la justice contre la barbarie teutonne, *il faut encore qu'ils comprennent que le maintien de l'indépendance des États-Unis dépend absolument de la victoire intégrale des Alliés en Europe*. Or ce point de vue, beaucoup d'Américains sont tout près de l'admettre. Ainsi au Carnegie Hall, de New-York, à la fin de mai 1916, le major Putnam parlant devant 3.000 adhérents du *comité des droits américains*, a provoqué un grand enthousiasme en demandant la participation immédiate de l'Amérique à la guerre aux côtés des Alliés. Son principal argument a été : « Si l'Allemagne l'emporte dans cette guerre, sa prochaine agression sera contre notre République. » (Cité par *Le Temps*, 22 mai 1916.)

Mais ces idées très nettes, impliquant des mesures positives et rapides, ne sont encore partagées que par une minorité d'Américains mieux informés que les autres.

L'évolution de l'opinion américaine dominante sera achevée lorsque considérant l'ensemble des faits acquis de la guerre, *à la fois en Amérique et en Europe*, elle en déduira avec netteté les formidables conséquences qu'auraient pour les États-Unis une victoire allemande.

Cette vue d'ensemble à laquelle parviendra vraisemblablement bientôt la Grande République américaine, la voici. Elle sera nécessairement basée sur la connaissance exacte du plan allemand à l'égard des États-Unis, plan qui d'ailleurs est fort ancien.

En 1898, devant Manille, le contre-amiral allemand von Gœtzen, ami du Kaiser, disait à l'amiral américain Dewey : « Dans environ quinze ans, mon pays commencera sa grande guerre... Quelques mois après que nous aurons fini notre tâche en Europe nous prendrons New-York et probablement Washington et les garderons un certain temps. Nous n'avons pas l'intention de vous prendre des territoires, mais seulement de mettre votre pays à sa place en ce qui concerne l'Allemagne. Nous tirerons de New-York et autres villes un ou deux billions de dollars. » (V. *Naval and Military Record* cité par *L'Écho de Paris* du 24 septembre 1915.) Ces paroles furent alors prises pour une fanfaronnade. Or il est maintenant incontestable que déjà avant 1898, les Allemands de Berlin par les procédés rappelés p. 304 ont systématiquement constitué aux États-Unis un État dans l'État qui depuis fort longtemps mine silencieusement la Grande République américaine.

Des faits récents multiples et éclatants : pres-

sions politiciennes, grèves monstres, complots et attentats déclanchés sur l'ordre d'agents officiels du Kaiser, von Papen, Boy Ed, von Igel, etc., ont pleinement démontré que l'organisation allemande aux Etats-Unis menace leur indépendance et a un caractère nettement criminel et de trahison organisée. Une phrase d'une lettre du baron de Meysenbug, consul d'Allemagne à la Nouvelle-Orléans du 4 décembre 1915 à von Papen, attaché militaire allemand à Washington et organisateur des principaux attentats aux Etats-Unis, lettre qui fut récemment saisie par les Anglais, établit que dans la pensée des Allemands informés, le tour des Etats-Unis doit aussi venir.

« Puisse le jour des règlements de comptes arriver aussi ici, et veuille que ce jour-là, notre gouvernement ait retrouvé la volonté de fer avec laquelle seulement on peut faire impression sur ce pays ». (Cité par *Le Temps*, 17 janvier 1916.)

D'autre part, les Américains ne peuvent pas méconnaître l'extrême gravité des récentes manœuvres pangermanistes dans les Etats de l'Amérique du Sud particulièrement en Argentine, au Brésil, destinées ultérieurement à devenir des protectorats allemands et au Nicaragua, où les agents du Kaiser ont essayé de se faire concéder le territoire nécessaire à la construc-

tion d'un canal destiné à concurrencer celui de Panama. Enfin, fait indéniable d'une menace plus immédiate encore, il y a peu de mois, l'Allemagne a préparé l'envahissement militaire du Canada avec la complicité de ses sujets affublés de la nationalité américaine. Il tombe donc sous le sens commun que si, par hypothèse, les Alliés succombaient en Europe, l'Allemagne deviendrait maîtresse du Canada et pratiquement dominerait les États-Unis. La série extraordinaire des attentats formidables que les Germano-Américains ont déjà pu se permettre sur le sol de la Grande République américaine démontre avec évidence que l'indépendance des États-Unis ne serait certainement pas compatible avec l'existence de la Pangermanie.

Tout cela, on s'en rend plus ou moins nettement compte aux États-Unis, mais où l'opinion américaine demande encore à être éclairée, c'est sur l'immense danger que comporterait pour les États-Unis le redoutable piège berlinois dit de « La Partie Nulle », la plus dangereuse machination que les Allemands tiennent en réserve. Comme beaucoup d'Alliés n'ont pas encore compris l'énorme péril d'une Allemagne cédant *momentanément* à l'est et à l'ouest pour s'emparer définitivement de l'Europe centrale, des Balkans et de la Turquie, il est tout

naturel que les Américains n'aient point encore exactement « réalisé » la portée colossale du coup éventuel de « la partie nulle ».

La carte de la page 165 permet de saisir quel en serait le considérable danger au point de vue américain. Comme je l'ai exposé au chapitre V, la prétendue « partie nulle », en permettant à l'Allemagne de réaliser le Hambourg-Golfe Persique, assurerait au gouvernement de Berlin les moyens de mettre la main progressivement sur tous les points stratégiques maritimes essentiels qui commandent les mers de l'Univers. Il en résulterait pour les États-Unis cette conséquence que la puissance des intrigues allemandes dans l'Amérique du Sud, au Canada, et partant aux États-Unis serait considérablement accrue du fait de la détention par le gouvernement de Berlin des moyens maritimes de la domination universelle.

Il est infiniment regrettable que le si distingué amiral américain Mahan n'existe plus. Si je me base sur son livre puissant. *L'intérêt de l'Amérique dans le Pouvoir de Mer présent et futur* dont M. Jean Izoulet a jadis si remarquablement exposé la substance, je ne crois pas trop m'avancer en disant que l'amiral Mahan, s'il vivait encore, résumerait ainsi, après étude de la situation d'ensemble, la ligne de conduite que

le gouvernement de Washington doit adopter à l'égard de la guerre européenne. L'amiral Mahan dirait sans doute à ses compatriotes : *A aucun prix, sous aucun prétexte, les États-Unis ne doivent permettre à l'Allemagne de réaliser le Hambourg-Golfe Persique en raison de ses répercussions maritimes universelles. Puisque l'unique et plus sûre garantie à prendre contre cette réalisation existe seulement en Europe centrale* (*V. p.* 205), *les États-Unis se trouvent avoir un intérêt absolument direct à la solution de la Question d'Autriche-Hongrie sur la base du principe des nationalités, cette solution étant par surcroît indispensable pour assurer à l'Univers la fin du péril pangermaniste et des grands armements.*

Donc, si l'on tient compte de cet ensemble, on arrive à constater qu'en dehors de toute question d'humanité et de justice, les États-Unis ont un intérêt absolument vital, non pas seulement à la victoire relative des Alliés en Europe, mais à leur victoire intégrale. Il est désirable que cette vérité soit admise le plus tôt possible, car alors les mesures que le gouvernement de Washington ne manquerait pas de prendre hâteraient singulièrement la fin du carnage européen.

Ces mesures éventuelles, le simple bon sens permet de les entrevoir.

De toute évidence, l'expédition au Mexique constitue un traquenard allemand; les États-Unis ont donc tout intérêt à attendre la fin de la guerre européenne avant de s'y engager plus avant. *D'autre part, le fait que les Alliés en Europe tiennent l'Allemagne à la gorge constitue une occasion exceptionnelle que le gouvernement de Washington devrait utiliser pour opérer au plus vite la destruction qui s'impose de l'organisation criminelle et parasitaire que les Germains ont pu créer sur le sol des États-Unis.* Arrêter leurs chefs coupables d'incitations à la trahison et à des crimes de droit commun, *quelle que soit leur situation sociale et de fortune,* anéantir les associations qui ne sont que des agences du gouvernement de Berlin sont des tâches que les Américains ont le plus grand intérêt à accomplir sans délai.

Il est clair encore que quand les États-Unis seront entièrement conscients des réalités, ils admettront que leur intérêt le plus strict leur fait un devoir de donner aux Alliés le concours matériel le plus complet puisque leur victoire intégrale sur l'Allemagne, seule, pourra garantir l'indépendance absolue future des États-Unis.

Dans le domaine financier, les États-Unis peuvent offrir aux Alliés des facilités de crédit

infinies qui leur seraient particulièrement précieuses.

M. Guthrie, vice-président du comité de France-Amérique à New-York a ainsi exposé la manière à la fois délicate et ingénieuse d'après laquelle les États-Unis pourraient et devraient, selon lui, prêter leur concours financier à la France.

« L'historien Parkins, dit M. Guthrie, déclare que le montant des dépenses de la France pour libérer l'Amérique s'est élevé à 772 millions de dollars... De cette énorme dépense, qui a ruiné le Trésor royal, pas un sou n'a été remboursé à la France. Elle ne l'a jamais réclamé, et elle en refuserait fièrement aujourd'hui le remboursement en nous rappelant qu'elle avait stipulé dans le traité d'alliance du 6 février 1778 qu'elle ne recevrait aucune indemnité pour sa coopération et ses sacrifices... Ce traité était sans précédent en générosité dans l'histoire du monde... Ne serait-il pas souverainement juste si le peuple américain, cent trente-quatre ans après la bataille de Yorktown, reconnaissait ce service, — je me refuse à l'appeler dette, — en offrant au peuple français un crédit commercial du principal, c'est-à-dire 772 millions de dollars, remboursable quand la France le pourrait ? Ce ne serait que l'équivalent d'une contribution de

7 dollars et demi pour chaque citoyen des États-Unis, bien moins que l'impôt qui a été payé volontairement et de bon cœur par le peuple français au XVIIIe siècle pous nous aider. Quelle noblesse, quelle gloire, quelle splendeur de cœur, d'âme et d'esprit si les grands banquiers américaids avaient pu proclamer au monde qu'ils avaient eux-mêmes fixé le chiffre de 772 millions en reconnaissance du passé ». (V. *Revue du XVIIIe siècle*, janvier-avril 1916.)

Dans le domaine des munitions et du matériel de guerre, les États-Unis pourraient évidemment encore intensifier leur effort. Enfin, comme on l'a déjà dit, les États-Unis seraient à même de fournir aux Alliés des hommes puisque cette guerre sans précédent en exige des quantités si grandes. Mais, comme on sait, les États-Unis n'ont pas de grande armée et il n'est pas certain qu'ils désireraient ou pourraient rapidement en improviser une. Une solution beaucoup plus simple permettrait aux États-Unis de fournir vite aux Alliés un concours en hommes fort appréciable. Ce serait que le gouvernement de Washington donnât la faculté aux citoyens américains qui le voudraient de s'engager, sous une forme spéciale à déterminer, dans les armées alliées. Or, non seulement des Américains de langue anglaise seraient heureux de venir com-

battre les barbares teutons, mais, ce qu'on ne sait pas assez, il existe parmi les citoyens américains des millions de Slaves qui ont émigré jadis d'Autriche-Hongrie et des Balkans. Ces Slaves américains sont ardemment pro-Alliés et maintes fois dans les derniers mois, ouvriers dans les usines américaines de munitions, ils ont fait échouer les attentats allemands. Or, vraisemblablement, quelques centaines de mille de ces Slaves viendraient volontiers combattre en Europe pour concourir à la libération de l'Autriche-Hongrie et des Balkans leurs pays d'origine dont ils ont dû jadis s'expatrier en raison de l'hégémonie germano-magyare. On voit donc que sous cette forme d'engagements spéciaux, les États-Unis pourraient très vite contribuer en hommes à la lutte en Europe, sans cependant se donner l'énorme souci de créer une grande armée.

Ces divers concours américains éventuels précipiteraient évidemment le cours des événements. Il est cependant raisonnable de les considérer comme possibles, puisque c'est bien réellement l'indépendance des États-Unis que la victoire allemande mettrait en cause.

CONCLUSIONS

LES DÉMONSTRATIONS FAITES AU COURS DES NEUF CHAPITRES PRÉCÉDENTS SEMBLENT AUTORISER LES CONCLUSIONS SUIVANTES

I

La réalisation momentanée du plan pangermaniste dans la proportion des neuf dixièmes, conformément au programme de 1911, constitue la preuve des mensonges répandus par la propagande allemande sur la cause et les auteurs responsables de la guerre.

La *mobilisation intellectuelle* de l'Allemagne aussi puissamment organisée et réalisée que sa *mobilisation militaire* lui a permis d'imposer à beaucoup de neutres de l'Univers les opinions les plus fausses sur les responsabilités de l'éclat et de la prolongation de la guerre. On ne se rend pas encore suffisamment compte chez les Alliés à quel point cette propagande allemande leur a été préjudiciable et quels dangers elle continue à comporter pour la conduite de la lutte et la conclusion de la paix.

Cette propagation allemande a d'autant mieux

réussi que, fort longtemps, elle ne s'est heurtée nulle part à aucune contre-propagande sérieuse des Alliés. Ceux-ci, en effet, confiants avec candeur en la justice de leur cause selon eux évidente, n'ont procédé à aucune *mobilisation intellectuelle* véritable. Ce n'est que tout récemment qu'on a commencé chez les Alliés à organiser la propagande nécessaire et légitime à faire à l'étranger ; des progrès sérieux semblent d'ailleurs devoir se réaliser dans cette voie.

Six arguments essentiels ont servi à la propagande allemande.

1° L'Allemagne est contrainte de soutenir la guerre pour résister à une coalition traîtreusement nouée par l'Angleterre. L'Allemagne, pays d'activité intellectuelle scientifique et économique, obligée de lutter pour son existence, mérite donc les sympathies de l'Univers.

2° Si les neutres sont gravement lésés par la guerre et sa prolongation, la responsabilité en incombe aux Alliés qui veulent anéantir le peuple allemand. Les neutres doivent donc s'entendre et faire pression sur les Alliés pour que ceux-ci s'inclinant devant la victoire allemande, la paix puisse être vite rétablie.

3° Pour hâter ce résultat, les neutres et notamment les États-Unis doivent s'opposer au blocus maritime que l'Angleterre exerce dans des con-

ditions discutables au point de vue du droit international. En refusant de livrer des munitions aux Alliés, les Etats-Unis mettront fin à la tuerie et serviront ainsi la cause de l'humanité.

4° L'Allemagne est en réalité conciliante, elle ne veut qu'une juste paix. « Nous Allemands, déclarait M. de Bethmann-Hollweg, le 11 décembre 1915, nous ne voulons pas opposer les peuples les uns aux autres ; au contraire, chacun prendra part au travail pacifique commun et aux progrès des nations. »

5° Les neutres doivent d'autant plus aider l'Allemagne que celle-ci combat pour assurer à tous la liberté des mers actuellement détenue par l'odieuse Angleterre. Le *Berliner Tageblatt* (cité par *Le Matin* du 18 février 1916) n'a même pas craint d'affirmer que le Hambourg-Golfe Persique assurerait à tous les peuples la liberté maritime.

« Si la mission économique de l'Allemagne est de garder libre la route qui mène par l'Europe centrale, de la mer du Nord en Asie Mineure, et de la rendre de plus en plus accessible *dans l'intérêt de tous ceux qui habitent sur son parcours*, de cette mission même découle notre intérêt vital également sur la mer, dont la route continentale en Europe centrale n'est que la continuation. Notre intérêt exige que la mer soit

libre de l'hégémonie d'un seul peuple, *libre pour toute concurrence honnête.* »

6° Les Alliés ont prétendu qu'ils faisaient la guerre à l'Allemagne en raison de notre violation de la neutralité de la Belgique. Ce prétexte moral élevé ne sert qu'à dissimuler leurs hypocrites convoitises ; les Alliés n'ont rien à reprocher à l'Allemagne puisqu'ils ont eux-mêmes violé la neutralité de la Grèce.

Assurément ces arguments essentiels, base de la propagande allemande, paraissent aux Alliés, qui ne peuvent avoir aucun doute sur le caractère prémédité de l'agression allemande, constituer des mensonges « kolossaux » aussi absurdes que cyniques ; mais il faut bien comprendre que, répétés inlassablement sous toutes les formes, soit à des neutres européens à tendances germanophiles, soit à des neutres d'Amérique ou d'Asie, qui forcément n'ont que des idées fort confuses sur les affaires si compliquées de l'Europe, ces arguments ont cependant permis aux Allemands de causer aux Alliés de graves préjudices aux répercussions morales, économiques et militaires. Les Alliés ont donc un intérêt majeur, pour la conduite ultérieure de la lutte. à anéantir le plus vite possible tous les effets de la propagande allemande univer-

selle. *Or c'est ce résultat considérable*, comme on le constatera plus loin, *que la réalisation momentanée du plan pangermaniste permettrait aux gouvernements alliés, s'ils le veulent, d'atteindre très rapidement.*

Le Pangermanisme et ses dangers éventuels sont assez bien connus chez certains neutres, *mais c'est encore d'une façon vague, sans cette précision absolue et cette notion du péril immédiat qui déterminent les fortes convictions et les actions rapides.* Il est aisé de comprendre que si le plan pangermaniste de 1911 a été ignoré, dans sa précision et son étendue, jusqu'à une date toute récente, dans les pays alliés, cependant les plus intéressés à le connaître, ce plan néfaste d'asservissement universel est encore presque totalement ignoré dans les pays neutres dans son ensemble et sa complexité. *Or, la réalisation momentanée du plan pangermaniste en Europe dans l'énorme proportion des neuf dixièmes met les Alliés en possession d'arguments de fait indiscutables d'une extrême puissance démonstrative qui donnent aux Alliés les moyens de détruire vite et partout l'effet encore subsistant des mensonges allemands et de montrer le danger que le Pangermanisme fait courir à tous les Etats civilisés.*

Pour obtenir ce résultat, il suffirait que la pro-

pagande des Alliés qui commence à s'organiser fût *unifiée* et basée essentiellement sur un petit nombre d'arguments positifs tirés des réalisations pangermanistes actuelles *qui permettraient de démontrer à tous la lointaine préméditation, donc la responsabilité, de l'Allemagne, et le plan de domination universelle qu'elle poursuit.*

Cette propagande des Alliés devrait être assise sur la preuve matérielle indiscutable qui résulte de la superposition géographique presque absolue, sur le plan de 1911, *des occupations pangermanistes systématiquement réalisées par l'Allemagne au cours de la guerre.*

La carte ci-contre exprime graphiquement cette vérité incontestable en montrant la position des contours de la forteresse allemande actuelle par rapport aux limites préves du plan pangermaniste de 1911. Les conquêtes et mainmises allemandes correspondantes à ce plan devaient s'étendre, *en plus de l'Allemagne actuelle*, sur 3.474.288 kilomètres carrés. Or celles-ci au début de 1916 étaient réalisées sur une superficie de 3.035.572 kilomètres carrés. Cette preuve géographique est confirmée par les multiples manifestations annexionnistes d'outre-Rhin, notamment par :

1° Le fameux mémoire du 20 mai 1915 que le Chancelier de l'Empire s'est fait remettre par

les plus importantes associations allemandes. (V. p. 47.)



2° La volonté manifeste qu'a l'Allemagne de s'emparer successivement de Riga, de Calais, de

Verdun, de Belfort et de Salonique, *afin précisément de compléter le plan de* 1911 en s'emparant des points stratégiques nécessaires à la conservation des territoires qu'il englobe.

3° Les déclarations faites le 5 avril 1916 au Reichstag par le Chancelier de l'Empire, M. de Bethmann-Hollweg, déclarations qui donnent à la preuve géographique une force démonstrative péremptoire.

Pour tout esprit droit, ces déclarations constituent, en effet, un aveu officiel de la volonté de l'Allemagne de réaliser le plan pangermaniste. Ces phrases du Chancelier de Guillaume II ne laissent place à aucune ambiguïté :

« Après la guerre, la Pologne ne sera plus la même Pologne que l'usurier russe a quittée... Non. La Russie ne doit pas pouvoir, encore une fois, faire avancer ses armées vers la frontière non protégée de la Prusse orientale, de la Prusse occidentale. (*Tempête d'applaudissements*)...

« On ne s'imaginera pas davantage qu'à l'ouest nous abandonnerons, sans avoir des garanties sûres pour l'avenir, le pays où a coulé le sang de notre peuple. Nous voulons créer des garanties réelles, afin que la Belgique ne devienne pas un État vassal de l'Angleterre et de la France et ne soit pas transformée en ouvrage

avancé contre l'Allemagne, tant au point de vue militaire qu'au point de vue économique. » (*Vifs applaudissements.*) (Cité par *Le Temps*, 8 avril 1916.)

Le Chancelier du Kaiser ne pouvait affirmer plus nettement les prétentions territoriales de l'Allemagne, à l'est et à l'ouest. Quant à celles visant le sud et le sud-est et résultant de la mainmise de l'Allemagne sur l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Serbie et la Turquie, M. de Bethmann-Hollweg n'y a fait aucune allusion. Ce silence s'explique. D'abord, on ne peut évidemment pas attendre du Chancelier de Guillaume II l'aveu précis du véritable cambriolage que l'Allemagne a fait des territoires de ses propres alliés ; ensuite, à Berlin, on affecte de considérer les mainmises allemandes au sud et au sud-est comme définitives, donc en dehors de toute discussion.

D'ailleurs, le député Spahn, le leader du centre, qui, le 5 avril 1916 comme le 11 décembre 1915, s'est chargé de donner la réplique au Chancelier et de dire plus nettement ce que la fonction officielle de celui-ci l'obligeait à sous-entendre, n'a laissé aucun doute au sujet des vues de l'Allemagne sur l'Europe centrale.

« *Nous devons créer*, *dit M. Spahn*, *une vie commune et durable avec l'Autriche-Hongrie.*

Nous devons disposer de territoires plus considérables que celui de l'Empire d'Allemagne. Cette guerre qu'on nous a imposée doit nous assurer une situation de puissance mondiale. » (V. *Le Temps*, 7 avril 1916.)

Ainsi donc toutes les preuves matérielles et morales indiscutables existent qui permettent d'établir sans contestation possible que l'Allemagne a fait et continue la guerre pour réaliser le plan pangermaniste élaboré de 1895 à 1911.

II

Les Alliés peuvent se servir de la preuve des mensonges allemands résultant de la réalisation momentanée du plan pangermaniste de 1911 dans la proportion des 9/10e pour anéantir rapidement et partout les effets de la propagande allemande et établir devant l'univers civilisé la légitimité et la nécessité de leur action militaire contre l'Allemagne prussianisée.

En partant des preuves matérielles et des déclarations allemandes indiscutables plus haut exposées la propagande des Alliés permettrait de démontrer très vite aux neutres la fausseté absolue des affirmatiens allemandes, donc que :

1° L'Allemagne a fait la guerre avec une très longue préméditation, uniquement pour réaliser le plan pangermaniste de 1895-1911 dont l'objet est de réaliser de formidables conquêtes et d'asser-

vir en Europe et en Turquie au joug de 77 millions d'Allemands, 127 millions de non-Allemands. (V. p. 43.)

2° Si la guerre dure c'est uniquement parce que l'Allemagne, n'a pas renoncé à son plan de domination universelle.

3° En prétendant réaliser le Hambourg-Golfe Persique, l'Allemagne n'a nullement pour but d'assurer au monde la liberté des mers, selon elle confisquée par l'Angleterre ; au contraire le gouvernement de Berlin prétend, par l'effet des conséquences inéluctables de Hambourg-Golfe Persique, s'emparer de tous les points stratégiques maritimes essentiels du globe. (V. p. 173.)

4° En raison de ces conséquences, la réalisation du Hambourg-Golfe Persique menacerait directement l'indépendance de tous les pays civilisés de l'Univers et notamment du Japon, des États de l'Amérique du Sud et des États-Unis.

5° Aucune assimilation n'est possible à faire entre la violation de la neutralité de la Belgique par l'Allemagne et l'installation des Alliés à Salonique.

Les Alliés ne sont pas allés en Grèce pour s'emparer du pays comme les Allemands l'ont fait pour la Belgique. Les Alliés sont allés en Grèce pour secourir leur alliée la Serbie, qui était d'ailleurs l'alliée de la Grèce, et mettre

obstacle au cambriolage de l'Autriche-Hongrie, des Balkans et de la Turquie par les Pangermanistes. Les traités qui donnent à la Turquie, à la France, à l'Angleterre et à la Russie le droit de protéger la constitution hellénique, si profondément atteinte du fait des influences allemandes à Athènes suffisent, en droit international, à justifier la présence des Alliés en Grèce. *Mais il faut, en outre, mettre en évidence qu'ils s'y trouvent encore en vertu du droit supérieur de sauvegarder la liberté collective des nations.* Une comparaison permettra de bien saisir ce point de vue dont l'exposé est peut-être nouveau. D'après le droit civil, la propriété privée est inviolable. Mais celui qui, passant devant un jardin dans lequel le droit de propriété lui interdit de pénétrer, voit de l'autre côté de ce jardin un apache en train d'assassiner un passant pour le voler, a le droit moral et même le devoir absolu de traverser ce jardin pour aller au secours de son concitoyen en péril de mort. Il n'est pas un tribunal au monde qui reprochera au bon et courageux citoyen d'avoir violé une propriété privée pour porter secours à son semblable. Or, c'est exactement l'état d'esprit qui a amené les Alliés à Salonique. Ils passent par la Grèce pour saisir à la gorge l'apache pangermaniste qui cambriole l'Autriche-

Hongrie, les Balkans, la Turquie, qui anéantit dans ces pays, par millions, les populations civiles antigermaniques, qui, sans hésiter devant les crimes les plus atroces, prétend se saisir d'immenses richesses et s'assurer leur conservation par la mainmise sur le Vienne-Golfe Persique, laquelle donnerait à la Pangermanie les moyens de maintenir sa domination universelle. (V. p. 173.)

Or, comme mes lecteurs ont pu le constater, pour faire ces démonstrations, en raison précisément de la réalisation momentanée du plan pangermaniste, les arguments indiscutables de fait, de chiffres, de géographie et d'ethnographie abondent. *Ces arguments irréfutables sont donc ceux qui peuvent le mieux faire grande impression sur les neutres puisqu'ils sont de nature à la fois à toucher leurs sentiments élevés et à mettre en évidence que leurs propres intérêts sont en péril.* Si la propagande *unifiée* des Alliés veut se servir de ces arguments avec méthode, bien vite les répercussions morales, économiques et militaires dont la propagande allemande a incontestablement fait bénéficier l'Allemagne seraient anéanties et ce sont les Alliés qui, justement cette fois, s'assureraient des bénéfices analogues qui hâteraient la Victoire.

III

Les Alliés désormais et les États neutres doivent avoir en constante considération non pas seulement les occupations allemandes à l'est et à l'ouest mais l'ensemble des occupations pangermanistes de l'Allemagne.

La carte ci-contre justifie cette conclusion. Il est évident que les occupations allemandes à l'ouest et à l'est, si importantes qu'elles soient, sont relativement petites par rapport aux énormes mainmises que l'Allemagne a réalisées aux dépens de l'Autriche-Hongrie, de la moitié des Balkans et de la Turquie. Or il faut bien comprendre qu'en fait ces pays, notamment l'Autriche-Hongrie, quoique alliés de l'Allemagne, sont aussi effectivement sous l'hégémonie germanique que le sont la Belgique, la Pologne ou les départements français envahis. Il y a donc lieu de ne pas distinguer entre les occupations pangermanistes réalisées par l'Allemagne aux dépens d'ennemis directs (France, Russie), et celles effectuées par la trahison du gouvernement de Berlin aux dépens de ses propres alliés comme l'Autriche-Hongrie.

Ce que les Alliés et les États neutres ont à considérer, c'est l'ensemble des occupations pangermanistes allemandes afin de discerner celles de

nature à bouleverser les rapports généraux des forces dans le monde et à déterminer par conséquent l'hégémonie allemande.



Or, il est indubitable que le jour où l'Allemagne renoncerait à ses occupations à l'est et à l'ouest en maintenant ses mainmises au sud et au sud-est, sa puissance serait formidablement accrue par rapport à ce qu'elle était avant la guerre. Ce serait donc là une incontestable et énorme victoire pour le Pangermanisme. La carte schématique ci-dessus symbolise matériellement cette vérité. De Berlin partent les rayons

sur lesquels sont tendus les fils de l'immense toile d'araignée qui couvre l'ensemble des énormes occupations pangermanistes que l'Allemagne a pu réaliser au cours de la guerre en raison :

1° De la direction politique fort habile qu'elle a su donner à ses opérations militaires ;

2° De l'ignorance du plan pangermaniste par les Alliés. La connaissance de ce plan, en effet, eût suggéré à ceux-ci, dès le début de la campagne, l'intervention par Salonique et le sud de la Hongrie qui eût détruit la partie principale du plan allemand en rendant impossible la jonction des empires du centre avec la Bulgarie et la Turquie.

IV

La réalisation momentanée presque intégrale du Hambourg-Golfe Persique démontre que la victoire intégrale des Alliés est indispensable à la liberté du Monde.

Ni la réalité ni l'étendue du plan de domination mondiale poursuivi par les Allemands ne pouvant plus être contestées, il en résulte que tous les États civilisés ont un intérêt certain à la défaite de l'Allemagne prussianisée car la victoire de celle-ci affecterait certainement leurs intérêts à un haut degré. Donc, les États neutres

dont l'indépendance serait particulièrement atteinte par les conséquences du Hambourg-Golfe Persique ont un intérêt réellement vital à ce que les Alliés continuent la guerre contre l'Allemagne jusqu'à leur victoire complète. Cette victoire intégrale est une nécessité non pas seulement européenne, mais planétaire puisque le Hambourg-Golfe Persique aurait des conséquences planétaires (V. p. 174). Cette victoire doit avoir pour objectif capital de délivrer le monde entier du péril pangermaniste, donc d'empêcher tout retour offensif ultérieur de l'ambition intolérable des Hohenzollern. *Par conséquent, la victoire des Alliés implique l'obligation de détruire le Hambourg-Golfe Persique, base indispensable mais suffisante de tout le plan pangermaniste.*

V

Le plan d'esclavage poursuivi par l'Allemagne est maintenant si manifeste que les neutres ou les groupements germanophiles sont désormais moralement responsables de leurs sentiments devant l'Univers civilisé.

Les neutres qui, dans dans la première partie de la guerre, ont témoigné de la sympathie à l'Allemagne étaient excusables parce qu'ils étaient abusés mais maintenant ils ne se trouvent

plus dans la même situation. Les faits sont là. Il n'est plus permis à quiconque de voir dans l'Allemagne prussianisée autre chose qu'un cambrioleur-assassin féroce opérant aux dépens de la collectivité des nations. Selon la belle formule de M. Paul Hyacinthe-Loyson, les neutres peuvent-ils être neutres devant le crime? Évidemment non. Comme le disait fort justement le *Daily Telegraph* : « *Ceux qui refusent d'occuper un siège vacant à la table ronde de la chevalerie auront des comptes à rendre devant le tribunal du jugement de l'Humanité.* » Au point de vue où en sont les choses, en présence des crimes commis par les « scélérats de l'Europe centrale », — le mot est du Hollandais M. Schrœder, — les neutres ne peuvent plus soutenir l'Allemagne, sous aucune forme, sans se rendre ses complices.

Cette vérité se dégage si fortement des événements que déjà se manifeste l'évolution de deux pays neutres qu'on a pu croire germanophiles. L'opinion espagnole dont une partie fut longtemps trompée par la propagande allemande se reprend de plus en plus. La Suède, que des pressions et des tentations berlinoises audacieuses ont failli lancer dans la lutte pour le plus grand profit de la Pangermanie, se soucie maintenant de ne point séparer sa cause de celle de la civi-

lisation ; ses dirigeants responsables viennent de proclamer avec force que la Suède veut garder une stricte neutralité.

VI

Les déclarations des Alliés, la réalisation du Hambourg-Golfe Persique et la question d'Autriche-Hongrie.

En recevant les parlementaires français à Londres, le 11 avril 1916, M. Asquith a déclaré : « J'ai déjà dit en novembre que nous ne remettrions pas l'épée au fourreau *tant que la domination militaire de la Prusse n'aurait pas été détruite entièrement et définitivement*.

« Dans cette lutte, nous sommes les champions, non seulement des droits des traités, *mais de l'indépendance et du libre développement des pays les plus faibles*. (V. *L'Œuvre*, 12 avril 1916.)

Sir Edward Grey dans son interview au *Daily News* de Chicago a affirmé : « Nous et nos Alliés nous nous battons pour une Europe libre, *une Europe libérée non seulement de la domination d'une nationalité par une autre, mais aussi de la diplomatie fanfaronne, du péril de guerre, etc.*
« Les Alliés ne peuvent tolérer aucune paix qui laisserait les torts causés par cette guerre non redressés .. *Nous voulons une paix qui rende justice à chacun*. (Cité par *Le Temps*, 17 mai 1916.)

M. Sazonoff parlant au nom de la Russie a signifié : « *Notre victoire doit être absolue... Les Alliés continueront à combattre jusqu'à ce que la race humaine soit délivrée du prussianisme.* » (Cité par *Le Temps*, 27 février 1916.)

A Nancy, le 13 mai 1916, M. Poincaré a déclaré. « La France ne livrera pas ses fils aux dangers de nouvelles agressions. Nous ne voulons pas que les empires du centre nous offrent la Paix, nous voulons qu'ils nous le demandent ; nous ne voulons pas subir leurs conditions, nous voulons leur imposer les nôtres ; *nous ne voulons pas une paix qui laisserait l'Allemagne impériale maîtresse de recommencer la guerre et qui suspendrait sur l'Europe une menace éternelle* ; nous voulons une paix qui reçoive du droit restauré de sérieuses garanties d'équilibre et de stabilité.

« Tant que cette paix-là ne nous sera point assurée, tant que nos ennemis ne se reconnaîtront pas vaincus nous ne cesserons pas de combattre. (Cité par *Le Temps*, 15 mai 1916.)

Le 22 mai 1916, répondant aux parlementaires russes, M. A. Briand, président du Conseil français, a également déclaré :

« Je l'ai dit, je le répète, quand le sang coule à flots, quand nos soldats font avec tant d'abnégation le sacrifice de leur vie, *le mot de paix est sacrilège*, *s'il signifie que l'agresseur ne sera*

pas puni, et si demain l'Europe risque d'être encore livrée à l'arbitraire, aux fantaisies et aux caprices d'une caste militaire assoiffée d'orgueil et de domination.

« Ce serait le déshonneur des Alliés. Que répondrons-nous si demain, après avoir conclu une telle paix, nos pays étaient de nouveau entraînés dans une frénésie d'armements ? *Que diraient les générations de l'avenir si nous commettions une pareille folie et si nous laissions échapper l'occasion qui s'offre à nous d'établir sur des bases solides une paix durable ?*

« La paix sortira de la victoire des Alliés, elle ne peut sortir que de notre victoire. » (V. *Le Temps*, 24 mai 1916.)

De toutes ces déclarations des Alliés se dégagent formellement deux idées fondamentales :

Le militarisme prussien doit être détruit ;

Les nationalités de l'Europe doivent être libérées du joug prussien.

Or, comme on l'a constaté, la réalisation du Hambourg-Golfe Persique a deux buts essentiels :

Une extension formidable du militarisme prussien qui régenterait une armée de 15 à 21 millions d'hommes (V. p. 151).

L'asservissement au germanisme de toutes les

nationalités non-allemandes situées entre le sud de la Saxe et le Golfe Persique.

Il y a donc opposition radicale entre les buts de la guerre poursuivis par les Alliés et ceux du gouvernement de Guillaume II. C'est ce qu'a implicitement très bien constaté. M. Marcel Cachin, député socialiste, dans un article paru dans *L'Humanité* du 9 mai 1916 sous le titre « L'Europe centrale ».

« On voit se dessiner avec netteté le plan général de nos ennemis, dit M. Cachin. Il s'agit, au cas où ils seraient victorieux d'établir au cœur de l'Europe une puissance formidable soumise à l'hégémonie allemande et qui comprendrait avec les annexions, dont les projets sont avoués, plus de 130 millions d'habitants...

« Il n'est pas besoin de grandes phrases pour montrer le danger que ferait courir à l'Europe entière l'exécution d'un pareil dessein. Ce serait pour notre pays la menace éternelle. Tant que durera le système politique actuel de l'Allemagne et celui de l'Autriche, un aussi monstrueux assemblage serait, — qui en pourrait douter? — un danger permanent contre lequel, sans cesse, il nous faudrait songer à nous prémunir. Et quant aux populations slaves à nouveau asservies, quant aux Tchèques, aux Polonais, aux Yougo-Slaves, aux Serbes, ils ne songeraient

naturellement qu'à la revanche pour échapper au servage et retrouver leurs nationalités foulées aux pieds. Si par malheur, se réalisait, par le fer et par le feu, cette unification brutale que résume la *Mitteleuropa*, nous aurions beau, après la tourmente, parler de paix ; ce serait à nouveau la guerre fatale. »

C'est là le bon sens même. Il est clair qu'en en finissant une bonne fois avec le militarisme prussien les Alliés obtiendront ainsi la seule garantie raisonnable qu'une guerre aussi atroce ne recommencera jamais et que de nouveau des millions d'hommes ne seront plus sacrifiés au Moloch pangermaniste. Les déclarations officielles des Alliés plus haut rappelées ne sont donc pas intransigeantes comme la propagande allemande voudrait en persuader certains neutres. En raison du formidable plan de domination universelle que poursuivent encore les Allemands, l'apparente intransigeance des Alliés constitue de leur part la suprême sagesse.

VII

La question d'Autriche-Hongrie étant le nœud du problème universel posé par la guerre peut devenir la raison commune de la concentration des efforts communs, non seulement des Alliés actuels, mais aussi des États encore neutres qui sont virtuellement

menacés par la réalisation du Hambourg-Golfe Persique.

Il est probable que le militarisme prussien serait déjà détruit ou sur le point de l'être si, dans la première partie de la guerre, les dirigeants des pays alliés n'avaient commis les trois fautes capitales aujourd'hui reconnues : la politique balkanique de 1915, les Dardanelles, le retard dans l'envoi des renforts en Serbie.

Il est clair que ces trois fautes funestes ont entraîné une notable prolongation de la lutte et permis à l'Allemagne de constituer l'immense forteresse qui s'étend du nord de Dunkerque à l'Égypte et du sud de Riga à Bagdad (V. la carte p. 125). Pour abattre les murailles puissantes de cette formidable forteresse, les peuples alliés doivent donc consentir des sacrifices beaucoup plus étendus et plus prolongés qu'il n'eût été nécessaire si les erreurs aujourd'hui admises n'avaient pas été faites. Ces sacrifices les peuples alliés les acceptent d'ailleurs avec une abnégation et un héroïsme qui feront l'admiration impérissable de l'histoire. Mais, précisément parce que les fautes commises ont augmenté la durée de la lutte, les dirigeants des pays alliés ont maintenant le devoir absolu de tout faire pour assurer relativement vite la victoire intégrale. *Or*

celle-ci serait considérablement hâtée par le groupement des forces soit économiques, soit militaires de tous les pays restés neutres qui, sans s'en douter suffisamment encore, seraient directement atteints par le succès du plan pangermaniste.

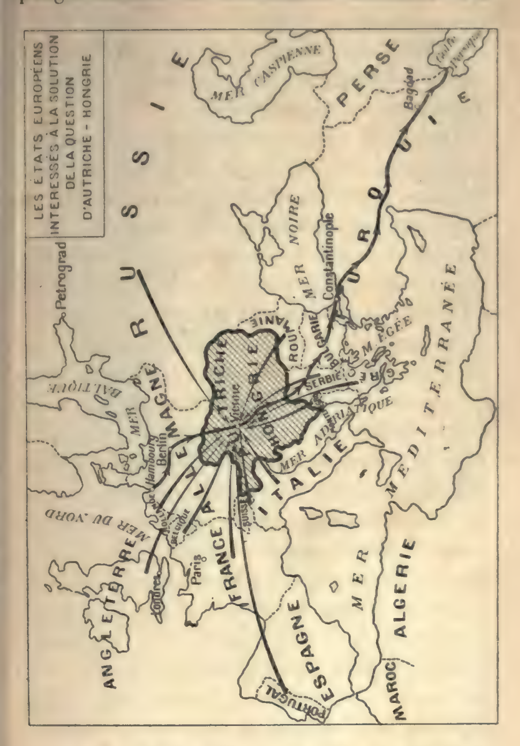
J'ai montré p. 330 comment une propagande systématique des Alliés, basée sur la réalisation momentanée du plan pangermaniste, pourrait démontrer vite aux neutres la réalité des mensonges allemands qui les ont abusés. Cette même propagande devrait se proposer pour second résultat de convaincre ces neutres qu'ils ont, autant que les Alliés, intérêt à la destruction du militarisme prussien et du Hambourg-Golfe Persique. Une fois cette démonstration bien faite, il serait vraiment légitime et possible de demander à ces neutres d'apporter, dans la mesure où ils le peuvent, leur concours à l'œuvre commune du salut de la civilisation universelle.

Pour que des résultats pratiques puissent être rapidement obtenus par une propagande convaincante, il est nécessaire de dégager très nettement *quel est dans l'immense lutte actuelle le point d'intérêt réaliste considérable qui est vraiment commun à tous les États de l'Univers.* Comme il a été démontré au cours de ce livre, ce qui procurerait à l'Allemagne les moyens

d'établir sa domination universelle c'est si, à la faveur de la guerre actuelle, l'Allemagne parvenait à réaliser, *sous une forme directe ou indirecte*, le Hambourg-Golfe Persique. D'autre part, je crois avoir établi que pour empêcher la réalisation du Hambourg-Golfe Persique *il suffit*, *mais il faut*, que les peuples latins et slaves de l'Autriche-Hongrie soient définitivement soustraits au joug que leur a imposé Berlin à la faveur de la guerre. En effet, le jour où la majorité de ces peuples formerait à la place de l'Autriche-Hongrie un État, probablement de forme fédérale, une barrière inébranlable serait constituée en Europe centrale qui assurerait le Monde contre tout retour offensif du Pangermanisme (V. la carte p. 84). Par contre, si l'indépendance à l'égard de Berlin des peuples slaves de l'Autriche-Hongrie n'était pas assurée, l'extension du militarisme prussien sur les Balkans et la Turquie serait inéluctable ; les peuples alliés auraient fait en vain leurs sacrifices inouïs et la lutte contre le « prussianisme » devrait continuer.

Il résulte de ces constatations que la question d'Autriche-Hongrie, *parce que sa solution implique la fin du Hambourg-Golfe Persique*, constitue le nœud, non pas seulement du problème européen, mais encore le nœud du problème universel posé à tous les États civilisés par le plan

pangermaniste de domination mondiale. *Par*

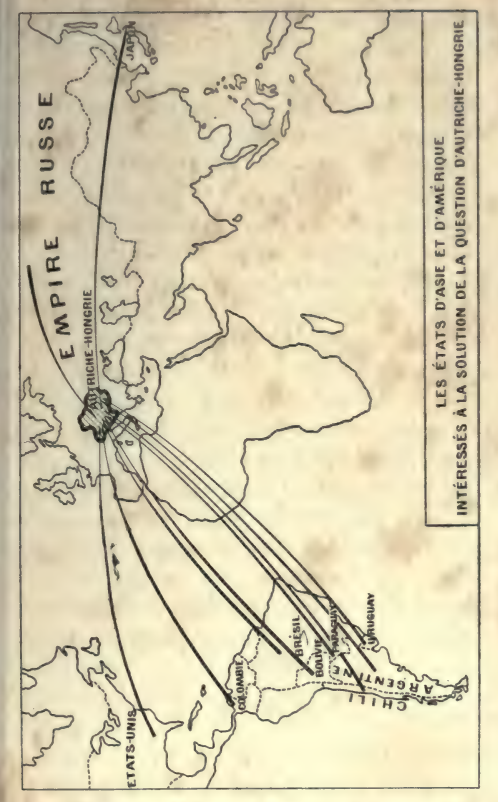


conséquent, c'est la solution de la question d'Autriche-Hongrie, sur la base du principe des natio-

nalités, qui constitue l'intérêt commun, non seulement des belligérants alliés, mais aussi de tous les États encore neutres de l'Univers qui sont menacés à un degré quelconque par la réalisation du Hambourg-Golfe Persique.

Les cartes ci-contre résument graphiquement pour quels États de l'Univers la solution de la Question d'Autriche présente un intérêt plus ou moins intense mais réellement identique.

Il est clair que la Russie serait constamment sous la menace allemande si la mainmise sur l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne était maintenue. Par suite de l'extension du militarisme prussien qui en résulterait, l'Angleterre serait contrainte de continuer de formidables armements qu'elle n'a accepté que provisoirement. Pour la France, aucune récupération de l'Alsace-Lorraine ne serait durable si les forces asservies de l'Autriche-Hongrie donnaient au gouvernement de Berlin, après un court répit, tous les moyens de reprendre l'Alsace-Lorraine momentanément cédée. La Belgique serait menacée pour la même raison. Pour l'Italie, l'hégémonie allemande sur l'Europe centrale signifierait la fin de tous les espoirs nationaux sur l'Adriatique et sur l'expansion italienne en Méditerranée orientale. Pour la Serbie et le Monténégro, cette mainmise serait un arrêt de mort sans



appel. Elle impliquerait, pour le Portugal, la

perte de ses territoires d'outre-mer en raison des conséquences maritimes et coloniales du Hambourg-Golfe Persique.

Mais des pays encore neutres comme la Grèce, la Roumanie, la Hollande, la Suisse qui sont directement visés par le danger pangermaniste devraient aussi être convaincus que leurs intérêts les plus réalistes, en complète harmonie avec leurs obligations morales devant la civilisation, leur font un devoir de donner aux Alliés un concours selon leurs moyens soit moral, soit économique, soit militaire.

La seconde carte montre le faisceau des États d'Asie et d'Amérique qui, menacés par les conséquences mondiales du Hambourg-Golfe Persique, ont également un intérêt majeur et direct à la solution de la Question d'Autriche-Hongrie. Le Japon aide déjà notablement les Alliés, mais son concours pourrait être encore plus étendu, plus effectif et plus direct. Or, l'intérêt japonais le plus strict commanderait de le fournir car c'est seulement du fait de la défaite intégrale de l'Allemagne en Europe que le Japon sera assuré de ne pas voir se développer pendant longtemps à ses dépens les troubles de Chine (V. p. 163). Comme il a été établi p. 171, de nombreux Etats de l'Amérique du Sud sont directement visés par le plan pangermaniste de 1911. Or, celui-ci ne

sera réellement redoutable pour ces Etats que si l'Allemagne peut un jour disposer des formidables moyens d'action que lui assurerait le Hambourg-Golfe Persique. Le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, la Bolivie, la Colombie, le Brésil ont déjà été l'objet de manœuvres pangermanistes préparatoires. Cet avertissement devrait les amener à comprendre vite qu'ils ont un intérêt certain à coopérer dans une mesure quelconque à l'œuvre commune. Or, ils le pourraient, l'Argentine et le Brésil notamment, d'une façon efficace dans le domaine économique.

Quant aux Etats-Unis on a constaté, p. 316, que la réalisation du Hambourg-Golfe Persique mettrait réellement en péril et de la façon la plus grave leur indépendance. Sans doute, ce point de vue n'est pas encore généralement compris aux Etats-Unis mais une propagande facile à faire, puisque les arguments abondent, permettrait de convaincre les Américains qu'en luttant en Europe les soldats alliés garantissent vraiment l'avenir de la grande république américaine. Le jour où cette conviction les dominerait, les Etats-Unis n'hésiteraient plus à prêter aux Alliés européens les concours de nature diverse (V. p. 317) qui hâteraient la victoire intégrale.

En résumé, des déductions successives, toutes basées sur des faits acquis et aisément contrôlables, amènent à constater que le formidable problème posé à l'univers civilisé par l'agression allemande se résume dans la solution de la Question d'Autriche-Hongrie, *parce que cette solution, qui peut être réalisée sans porter atteinte aux intérêts légitimes du peuple allemand* (V. chapitre VI § III), *est l'unique moyen de mettre fin au plan de domination mondiale des Hohenzollern, basé sur le Hambourg-Golfe Persique.*

Or, quand la question d'Autriche-Hongrie sera résolue, par voie de conséquences, les problèmes particuliers à chacun des Alliés seront également solutionnés. Quant à l'Univers entier, par un procédé indiscutablement juste, — l'indépendance des peuples non-allemands de l'Europe centrale, — il sera efficacement protégé contre tout retour offensif des intolérables ambitions pangermanistes.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

CHAPITRE VII

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CARTES

ÉVREUX, IMPRIMERIE CH. HÉRISSEY